

UNIVERSITÉ DE LYON. -- FACULTÉ DE DROIT

L'ABSENTÉISME AGRICOLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT

le 25 Juin 1910, à 2 heures

PAR

MARCEL REY

*Juge suppléant au Tribunal civil de Villefranche,
Lauréat de la Faculté de Droit,
Lauréat de la Société d'Economie politique
et d'Economie sociale de Lyon*

« Celui son bien ruynera qui par autrui
le maniera. ». (Olivier de Serres). *Théâtre
d'agriculture et mesnage des champs.*

JURY D'EXAMEN

Président : M. BROUILHET, professeur

Suffragants : { M.M. LÉVY,
GONNARD, } professeurs



LYON

P. GRANGE & REFOUBELET

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

2, Rue Jean-Carriès

1910

L'ABSENTÉISME

AGRICOLE

UNIVERSITÉ DE LYON. -- FACULTÉ DE DROIT

L'ABSENTÉISME AGRICOLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT

le 25 Juin 1910, à 2 heures

PAR

MARCEL REY

*Juge suppléant au Tribunal civil de Villefranche,
Lauréat de la Faculté de Droit,
Lauréat de la Société d'Economie politique
et d'Economie sociale de Lyon*

« Celui son bien ruynera qui par autrui
le maniera. » (Olivier de Serres). *Théâtre
d'agriculture et mesnage des champs.*

JURY D'EXAMEN

Président : M. BROUILHET, professeur

Suffragants : { M.M. LÉVY, } professeurs
 GONNARD, }



LYON

P. GRANGE & REFOUBELET

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

2, Rue Jean-Carriès

1910

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A MON FRÈRE ET A MA BELLE-SŒUR

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

M.M.

FLURER ✱, I. 🌿, Doyen de la Faculté, Professeur de Droit civil.

CAILLEMER (E.), C. ✱, I. 🌿, Doyen honoraire, Correspondant de l'Institut.

MABIRE ✱, I. 🌿, Professeur honoraire.

THALLER ✱, I. 🌿, Professeur honoraire, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

AUDIBERT, I. 🌿, Professeur honoraire, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

GARRAUD, I. 🌿, Professeur de Droit criminel.

APPLETON (Ch.), I. 🌿, Professeur de Droit romain.

COHENDY, A. ✱, I. 🌿, Professeur de Droit commercial.

PIC (Paul), I. 🌿, Professeur de Droit international public.

APPLETON, (J.), I. 🌿, Professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. 🌿, Professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. 🌿, Professeur de Science financière.

LAMEIRE, I. 🌿, Professeur d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, I. 🌿, Professeur de Droit civil.

BROUILHET, I. 🌿, Professeur d'Economie politique.

HUVELIN, A. 🌿, Professeur de Droit romain.

LÉVY, A. 🌿, Professeur de Droit civil.

GONNARD, A. 🌿, Professeur d'Economie politique et d'Histoire des doctrines économiques.

BOUVIER-BANGILLON, I. 🌿, Professeur de Procédure Civile.

BECQ, I. 🌿, Secrétaire de la Faculté.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

BIBLIOGRAPHIE

ARION Ch. *La situation économique et sociale du paysan en Roumanie*. Paris 1895.

ASSIRELLI. *L'agro romano et sa colonisation*. Réforme sociale 1887,

AUGÉ-LARIBÉ. *Grande ou petite propriété ? (Histoire de doctrines*.

AULNIS DE BOURROUIL. *Rapports entre propriétaires et exploitants du sol*. Revue d'Economie politique. 1891, p. 715 et s.

AVENEL (V^{te} G. d'). *Paysans et ouvriers depuis sept cents ans*. Paris. Colin. 1899. *Aux Etats-Unis*. Paris. Colin 1908.

BAVEAU. *La vie rurale de l'ancienne France. Le village sous l'ancien régime*.

BAER. *Il latifondo in Sicilia*. Nuova Antologia. 1883.

BARRAL ET SAGNIER. *Dictionnaire d'agriculture*. Paris. Hachette.

BASTIAT. *Petite bibliothèque Economique*. Guillaumin et C^{ie}.

BAUDRILLART H. *Les populations agricoles de la France*. Paris 1885-1888-1893. *Le métayage en France et son avenir*. Revue des Deux-Mondes. Octobre 1885.

BAUER A. *Les classes sociales*. Paris. Giard et Brière 1902.

BEAUMONT (G. de). *L'Irlande sociale politique et religieuse*. 7^e édition. Paris 1863.

BÉCHAUX E. *La question agraire en Irlande*. Paris. Rousseau 1905.

BERNARD F. *Les systèmes de culture*. Paris. Masson 1898. — *La crise agraire italienne*. Journal des Economistes, novembre 1885. — *L'évolution de la propriété foncière*. Journal des Economistes, août 1886.

BLANQUI. *Histoire de l'Economie politique en Europe depuis les anciens jusqu'à nos jours*. Paris. Guillaumin, 1860.

BLEY G. *La Roumanie — Etude économique et commerciale*. Paris. Girard et Brière 1896.

BLOCH M. *Les Progrès de la Science Economique*. Paris. Guillaumin. 1897.

BLONDEL G. ET BROUILHET Ch. etc. *Etude sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire*. Paris. 1897.

BONNEMÈRE. *Histoire des Paysans*. Paris. 1857.

BOUCHETAL DE LA ROCHE R. *La colonisation interne en Italie*. Lyon, 1904.

BORRMAN. *L'évolution du socialisme*. Paris. Alcan. 1901.

BORRMAN G. *Exode rural et tuberculose*. Paris. Alcan. 1904.

BORRMAN M. *Les systèmes socialistes*. Paris-Colin 2^e édition, 1907.

BRAESKO C. *Le paysan roumain et la question paysanne en Roumanie*. Paris, 1906.

BRANT V. *Les grandes lignes de l'économie politique*. Paris, Lecoffre, 1902.

BRILL E. *Lettres d'un économiste classique à un agriculteur souffrant*. Paris. Colin, s. d.

BROCHET CH. ET MAURIS G. *Manuel du crédit agricole*. Paris. Rousseau, 1908.

BRUNIER G. *L'homme et la terre cultivée*. Neuchâtel 1900.

BRU G. *Histoire industrielle et économique de l'Angleterre*. Paris. Larose, 1900,

BUREAU P. *Le home-lead*. Paris. Rousseau. 1895.

CALVET. *Cours d'économie pratique*. 3^e éd. Paris. Larose, 1893.

CAZALAX (de). *Intérêts de l'agriculture, de l'industrie et du commerce français*. Paris. Alcan.

CAZENÈVE A. *Les entreprises agricoles et la participation aux bénéfices*. Paris, Guillaumin. 1889.

CELLI A. *Come vive il campagnolo nell' agro romano*. Rome 1900.

CHEVALLIER E. *Rapport sur la classe 104 de l'Exposition universelle de 1900*.

CIBRARIO. *Economie politique du moyen-âge*. Traduction par A. Barneaud. Paris, Alcan, 4.

COLOJANNI. *Gli avvenimenti di Sicilia e le loro cause*. Palerme, 1895.

COLSON. *Cours d'Economie politique*. Paris, Alcan.

COMBES DE LESTRADE V^{te}. *La Russie économique et sociale à l'avènement de S. M. Nicolas II*. Paris, Alcan. — *La crise agraire en Sicile*. Journal des économistes, mars et avril 1894.

COMPÈRE-MOREL. *La vérité aux paysans par un campagnard*. Paris, 1897.

CONTENSON (L. de). *Syndicats, mutualités, retraites*. Paris. Perrin. 1904.

CONVERT F. *La propriété. Constitution, estimation, administration*. Paris, 1885. — *Les entreprises agricoles*. Paris, 1896. — *L'industrie agricole*. Paris. Baillièrre, 1901. — *L'agriculture de la Creuse*. Journal de l'agriculture. Octobre 1904.

DARBOT. *L'agriculture et les questions sociales*. Paris. 1899.

DARESTE DE LA CHAVANNE. *Histoire des classes agricoles*.

DUBOIS A. *L'influence agricole et sociale d'un grand propriétaire particulariste*. Science sociale. Juin et juillet 1899.

DUBOIS H. *Histoire des systèmes économiques et socialistes*. Paris. Giard et Brière. 1904-1907.

DUBOIS T.-G. *Études sur la propriété en Roumanie*. Paris. Girard et Brière. 1900. — *Un péril national. La politique d'avertissement économique des conservateurs*. Paris, Giard et Brière.

DUBOIS L.-A. *Les conséquences économiques de l'absténisme*. Paris, Boyer, 1901.

DUBOIS. *Histoire des classes rurales en France*. Paris. Guillaumin, 1867.

DUBOIS. *La démocratie rurale devant l'impôt et les questions agricoles*. Paris, Giard et Brière. 1901.

DUBOIS R. *L'Agriculture et le problème du crédit agricole en France*. Paris, Giard et Brière. 1901.

DUBOIS A. *Précis de l'histoire des doctrines économiques dans leurs rapports avec les faits et avec les institutions*. Tome 1^{er}. Paris, Rousseau, 1903.

DUBOIS L.-P. *La question agraire en Irlande. Réforme sociale*. Mars 1904.

DU CHATEL. *Histoire des classes laborieuses en France*. Paris, Didier, 1860.

DU MANGE MARIUS. *Histoire de l'Économie politique des anciens peuples de l'Inde, de l'Égypte, de la Judée et de la Grèce*. Paris, Plon. 1872.

DUMONT A. *Dépopulation et civilisation*. Paris, 1890.
— *Natalité et démocratie*. Paris, 1896.

DUREAU DE LA MALLE. *Economie politique des Romains*. 1840.

EFFERTZ O. *Travail et terre*. Arnhem et Paris, 1893 et 1894. — *Les antagonismes économiques*. Traduction de A. Landry. Paris, Giard et Brière, 1906.

FERLET J. *L'Abaissement de la natalité à Rome et la dépopulation des campagnes*. Paris, 1902.

FLOUR DE SAINT GENIS. *La propriété en France*. Paris, Colin. 1902.

FONTENAY R. *Le revenu foncier*. Paris, Guillaumin, 1854.

FOURNIER P. *La question agraire en Irlande*. Paris, Plon, 1882. — *La question agraire en Irlande*. Journal des Economistes, 1901, p. 428.

FOURNIER DE FLAIX E. *La crise économique et sociale de la Sicile*. Economiste français, 1894.

FOVILLE (A. de). *Le morcellement*. Paris, 1887. — *La France économique*. Paris 1889.

FOUILLÉE A. *La propriété sociale et la démocratie*.

GARIDEL (de) ET LARMINAT (de). *Réponse à l'enquête ouverte par la Société des agriculteurs de France sur le métayage dans le département de l'Allier*. 1880.

GASPARIN (de). *Le métayage*.

GATTI G. *Le socialisme et l'agriculture*. Paris, Giard et Brière, 1902.

GEBLESCO. *La question agraire à Rome. La division de la propriété et la question agraire en France et en Roumanie.* Paris, 1894.

GIDE. *Principes d'Economie politique.* Paris Larose, 1906. — *La coopération.* Paris, Larose, 1905. — *Economie sociale. Les institutions du progrès social au début du xx^e siècle.* Paris. Larose, 1905.

GIRARD (E. de). *Histoire de l'économie sociale jusqu'à la fin du xvi^e siècle.* Paris. Giard et Brière, 1900.

GONNARD R. *Questions agricoles en Italie. Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.* 1901 et 1903. — *L'émigration européenne au xix^e siècle.* Paris, Colin, 1906. — *La politique économique et les agrariens en Hongrie.* Paris, Larose, 1908. — *La dette hypothécaire en Italie.* Rev. Econ. internat. 1908.

GOYAU G. *Le régime de la propriété dans les Calabres.* Revue des Deux-Mondes. 1898.

GRAHAM P.-A. *The rural exodus.* London, Methuen, 1892,

GUERNIER. *Les crofters écossais.* Paris, Rousseau, 1897.

GUILLOU. *L'émigration des campagnes vers les villes.* Paris, Rousseau, 1905.

GUIRAUD P. *Etudes économiques sur l'antiquité. — La propriété foncière en Grèce, jusqu'à la conquête romaine.*

GUFFANTI. *Colonizzazione dei terreni incolti in Italia*. Stradella, 1901.

IMBART DE LA TOUR (C^{te} J). *La crise agricole en France et à l'étranger*. Nevers 1901.

Jaurès Jean. *Etudes socialistes*. Paris, 1902.

JOURDAN. *Cours analytique d'économie politique*. Paris, Larose, 1889.

Joyce P.-W. *A social history of ancient Ireland*. Londres, Longmans, 1903.

KAUTSKY K. *La question agraire*. Traduction Milhaud et Polack. Paris, Giard et Brière, 1900.

KOVALEWSKI M. *L'Agriculture en Russie*. Paris, Giard et Brière, 1897. — *Le régime économique de la Russie*. Paris, Giard et Brière, 1908.

KOVALEWSKI V. *La Russie à la fin du XIX^e siècle*. (Enquête en vue de l'exposition de 1900).

LANDRY A. *Manuel d'Economie*. Paris, Giard et Brière, 1908.

LAVELEYE (de). *De la propriété et de ses formes primitives*. Paris, Alcan, 1891. — *L'agro romano et la malaria*. Revue des Deux-Mondes. Juin 1862. — *La propriété primitive dans les townships écossais*. Académie des sciences morales et politiques. 1885.

LAVERGNE (L. de). *L'Agriculture et la population*. — *L'Economie rurale de la France depuis 1789*. — *Essai sur l'économie rurale de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande*. Paris, Alcan.

LECARPENTIER. *La question agraire d'Irlande*. Revue politique et parlementaire. 1903.

LECLERC Max. *L'Education des classes moyennes et dirigeantes en Angleterre*. Paris, 1894.

LECOUTEUX. *Cours d'Economie rurale*. Paris, Librairie agricole de la Maison Rustique, 1889.

LE PLAY. *La réforme sociale. — Economie sociale*. Petite bibliothèque Guillaumin.

LEROY-BEAULIEU A. *La propriété en Irlande et le bill agraire de Gladstone*. Economiste français. mai 1881.

MACKENZIE A. *The History of Highland clearances*. Inverness. 1883.

MACKINTOSH J. *The History of civilisation in Scotland*. London, 1895.

MALTHUS. *Essai sur le principe de la population*. Traduction par G. et P. Prévost. Paris, Guillaumin, 1845.

MARSHALL. *Principes d'Economie politique*. Giard et Brière, 1907.

MATERI. *Ancora l'agricoltura meridionale e del suo avvenire*. Riviste internazionale di scienze sociali, 1900.

MÉLINE. *Le retour à la terre*. Paris, Hachette. 1905.

MÉPLAIN A. *Dialogue sur le métayage*.

MÉPLAIN R. *Traité du bail à portion de fruits*.

MEYER ET ARDANT. *La question agraire*. Paris, Re-teaux-Bray, 1887. — *Le mouvement agraire*.

MIQUET D.-A. *Aux champs !* Paris, 1900.

MIRABEAU (marquis de). *L'Ami des hommes*. Avignon, 1756-1760.

MORAT H. *Du bien de famille en France*. 1906.

MORTARA A. *I doveri della proprietà fondaria e la questione sociale*. Rome 1886.

NITTI. *Nord et Sud*. Turin, 1900.

OLIVIER. *Le bail à ferme et la crise agricole*.

PASSALACQUA. *I latifondi e le leggi agrarie*. Palerme, 1895.

PASSY H. *Des systèmes de culture en France et de leur influence sur l'économie sociale*.

PAVESE A.-L. *Le terre incolte d'Italia*. Turin, 1899.

PERRAUD (Cardinal). *Etudes sur l'Irlande contemporaine*. Paris, Douniol, 1862.

PÉTIET R. *Le foyer stable*. Paris, 1902.

PHILIPPOVICH (E. von). *La politique agraire*. Traduction de S. Bouyssy. Paris, Giard et Brière, 1905.

RAMBAUD A. *Histoire de la civilisation française*. Paris, Colin.

RAMBAUD J. *Eléments d'économie politique*. Paris, Larose, 1896.

REBOUL. *La crise agricole*. Paris 1898.

RICARDO. *Principes de l'Economie politique et de l'impôt* et autres œuvres. Collection Guillaumin.

RICHEMONT A. *Le toit rural*. Paris, Soc. édit. scient. et littér. s. d.

ROCQUIGNY C^{te}. *Les syndicats agricoles et le socialisme agraire*. Paris 1893. — *La coopération de production dans l'agriculture*. Paris 1896. — *Les syndicats agricoles et leur œuvre*. Paris 1900. — *Le prolétariat rural en Italie*, Paris, 1904.

RONCE. *La crise agricole*. Paris 1900.

ROSCHER. *Traité d'Economie politique rurale*. Traduit par Ch. Vogel. Paris, Guillaumin 1888.

ROUSIERS. *La vie américaine*.

RUDINI (marquis di). *Terre incolte e latifondi*. Giornale degli Economisti. Février, 1895.

SALVIOLI. *Le capitalisme dans le monde antique*. Giard et Brière, 1906. — *Il progetto di legge agraria per la Sicilia*. Riforma sociale 1894. — *Gabellotti e contadini in Sicilia*. Ibid. — *Inchieste*. Ibid 1896. — *Le latifundium sicilien*. Devenir social, 1895.

SAY L. et CHAILLEY-BERT J. *Nouveau Dictionnaire d'Economie politique* (art. culture, tenure, absentéisme).

SCHATZ A. *l'Individualisme économique et social*. Paris, Colin.

SCHLOSS. *Les modes de rémunération du travail*. Traduit par Ch. Rist. Paris, Giard et Brière, 1902.

SCHMOLLER. *Politique sociale et économie politique. Questions fondamentales*. Paris, Giard et Brière, 1902. — *Principes d'économie politique*. Traduction de Platon G. et de Polack. Paris, Giard et Brière, 1905-1908.

SERRES (Olivier de). *Théâtre d'Agriculture et mesnage des champs*.

SEULLIET F. *Le métayage*. Paris, Giard et Brière, 1905.

SISMONDI. *Nouveaux principes d'économie politique*.

SMITH A. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Paris, Guillaumin, 1859.

SOREL A. *L'économie sociale de la France sous Henri IV*. J. d. Savants, 1897.

SOUCHON. *Les théories économiques dans la Grèce antique*. Paris, Larose, 1898. — *La propriété paysanne*. Paris, Larose, 1899.

STURANI. *La colonizzazione interne*. Rome, 1900.

SULLIVAN. *Story of Ireland*. Dublin, Gill, 1903.

SULLY. *Economies royales*. Introduction par J. Chailley. Petite bibliothèque économique. Guillaumin.

TAINÉ. *Les origines de la France contemporaine. L'ancien régime*. Paris, Hachette, 1891.

TARDIEU A. *Notes sur les Etats-Unis*. Calmann-Lévy, 1908.

TASCA G. *La question agraire*. Tome I : Roumanie, Angleterre, Irlande. Paris, Giard et Brière, 1907.

THÉBAULT E. *Le fermier*. Rev. soc. 2^e année, p. 415-435.

TOMASELLI. *La campagna romana*,

TOURDONNET (de). *Situation du métayage en France*. Rapport sur l'enquête ouverte par la Société des agriculteurs de France. Paris, 1881. — *Traité pratique du métayage*. Paris, 1882.

TRACY (V. de). *L'absentéisme*. Dictionnaire général de la Politique par M. Block. Paris, 1873.

VACHER M. *L'Agriculture et la main d'œuvre*:

VALENTI G. *La campagna romana*. Bologne 1893. — *L'agriculture et la classe agricolla nella legislazione italiana*. Rome, 1894.

VANDERVELDE E. *Les villes tentaculaires*. Bibliothèque du mouvement socialiste, 1899. — *Le retour aux champs*. Mouv. soc. Janvier et février 1902. — *L'Exode rural*. Paris, Alcan, 1903. — *Le socialisme et l'agriculture*. Paris. Giard et Brière, 1906.

VILLE G. *Le propriétaire devant sa ferme délaissée*. Paris, 1890.

VILLEY Ed. *Principes d'Economie politique*. Paris, Alcan, 1905.

VUILLIER G. *La Sicile*.

WAGNER. *Lehr-und Handbuch der politischen Oeko-*

nomie. Traduct. fr. Les fondements de l'Economie politique. Paris, Giard et Brière, 1904.

WORMS R. *Etudes d'économie et de législation rurales*. Paris, Giard et Brière, 1906.

YERMOLLOFF. *La Russie devant la crise agraire*.

YOUNG A. *Voyages en France* traduits et annotés par M. Lesage. Paris, Guillaumain.

ZOLLA D. *Questions agricoles*. 1^{re} et 2^e série. Paris, Alcan, 1894-1895. 3^e série. Paris, Colin, 1904. — *Etudes d'économie rurale*. Paris, Masson, 1896. — *La crise agricole*. Paris, Naud, 1903.

INTRODUCTION

Le terme d'absentéisme est relativement récent. Créé à la suite de la grande crise agraire qui secoua si profondément l'Irlande dans la première moitié du siècle passé, il servit à désigner la cause, sinon exclusive, du moins principale de ses malheurs : l'absence ininterrompue et systématique du *landlord*. Depuis cette époque, le sens de ce mot s'est considérablement élargi au point que les économistes, lorsqu'ils se trouvent en présence d'un fait quelconque mais continu d'absence, n'hésitent pas à parler non seulement d'un absentéisme des individus autres que le propriétaire foncier — du rentier ou du travailleur, par exemple — mais encore de la richesse.

Y a-t-il là deux choses différentes ? Nullement. Il importe en effet que l'absentéisme de l'individu ne saurait par lui-même, et quelle que soit la forme sous laquelle il se présente, intéresser en rien l'économie politique sans ses conséquences médiate ou immédiate qui sont précisément un absentéisme de la richesse, au sens le

plus compréhensif de ce terme. On conçoit dès lors aisément qu'il n'y ait en définitive d'absentéisme véritable que de la richesse, que ce phénomène puisse se produire indépendamment de tout absentéisme de l'individu et que cette dernière expression doive surtout son emploi à la commodité qu'elle présente pour désigner cet absentéisme de la richesse consécutif à celui de l'individu.

L'absentéisme est donc essentiellement un déplacement, une absence de richesses. Comme tel, et suivant l'étendue même de ce déplacement, il peut être national ou international, colonial ou métropolitain et même plus étroitement limité. Mais il faut que ce fait présente une certaine durée, comme d'ailleurs le terme même le fait pressentir. C'est ainsi qu'un départ isolé ou une émigration accidentelle, qui peuvent constituer un cas d'absence, ne sauraient jamais être considérés comme un phénomène d'absentéisme. Quant à l'émigration accomplie sans esprit de retour, elle n'est même pas une forme d'absence : les richesses ou les individus, qui ont ainsi rompu à jamais les liens qui les attachaient à leur pays d'origine, sont devenus étrangers.

Ces remarques étaient utiles à faire pour nous permettre de donner, de l'absentéisme en général, une définition que nous croyons exacte, malgré sa concision : l'absentéisme est une absence continue de richesses.

L'une de ses formes les plus intéressantes est précisément celle que nous avons signalée au début de cet exposé. Il s'agit de l'absentéisme agricole. Que faut-il, au juste, entendre par là ?

Par suite de causes diverses et complexes et dont ce

n'est pas encore le lieu de dresser l'inventaire, certains propriétaires ruraux prennent l'habitude de résider loin de leurs terres et de s'en désintéresser complètement, si ce n'est pour en percevoir les revenus. Il en résulte qu'au faire valoir se substitue une forme quelconque d'amodiation. Or cette séparation entre les rôles de propriétaire et d'exploitant est des plus nuisibles à l'agriculture. En effet, pour tirer de la terre tout le parti possible, il faut avoir pour elle un amour sincère et profond ; il faut ne reculer devant aucun sacrifice d'argent ou de travail, dans l'espérance d'en recueillir les fruits dans un avenir plus ou moins éloigné. Or, seul l'individu à la fois cultivateur et propriétaire en est capable : l'amodiateur n'est, sur le sol qu'il travaille, qu'un hôte de passage, sans vue d'avenir ; chez lui, l'intérêt immédiat de la culture ne se concilie pas avec les intérêts présents et futurs de la propriété. En outre, l'éloignement d'un des éléments les plus instruits et les plus riches de la population contribue à maintenir dans les campagnes d'une part, l'ignorance et l'esprit de routine, et de l'autre, une insuffisance de capitaux à laquelle, même de nos jours, le crédit ne peut pas toujours parer, malgré ses multiples combinaisons. On comprend facilement que si un tel régime vient à se généraliser dans un pays, il provoque à bref délai la décadence de son agriculture et par voie de conséquence, un ébranlement économique des plus violents.

Tel est, analysé dans ses grandes lignes, l'absentéisme du propriétaire rural, qui fera exclusivement l'objet de notre étude. C'est là une situation qui ne se présente pas seulement dans nos sociétés modernes, et s'il est

vrai que l'examen du passé peut éclairer en quelque sorte le présent et l'avenir, il n'est peut-être pas sans intérêt de jeter un rapide coup d'œil en arrière.

*
* *

Les plus vieux documents, qui puissent nous renseigner sur l'économie rurale des Grecs, sont l'*Illiade* et l'*Odyssée*, œuvres auxquelles la critique contemporaine tend à reconnaître une grande valeur comme peinture de la civilisation.

A cette époque, qui est comprise entre le X^e et le VII^e siècle avant l'ère chrétienne, la terre cultivable était la propriété héréditaire, indivisible et inaliénable de quelques familles patriarcales (γενν). Seuls, les pâturages et les forêts leur échappaient : ils constituaient des sortes de communaux. Cette société tenait en grand honneur le travail des champs et faisait prédominer la vie rustique sur la vie urbaine. Sans doute, les villes étaient le siège des pouvoirs publics (roi, agora, conseil); sans doute c'était là que les marchés se tenaient et que se célébraient les fêtes publiques. Mais la majeure partie de la population, nobles ou plébéiens, ne les habitait pas et ne s'y rendait qu'accidentellement. Les chefs de famille et les rois eux-mêmes ne se contentaient pas de diriger l'exploitation du domaine familial, de distribuer l'ouvrage à leurs fils, à leurs esclaves et à leurs ouvriers, mais ils mettaient encore main à l'œuvre. Faut-il rappeler, par exemple, la complaisance avec laquelle Ulysse se vantait devant Eurymachos de savoir faucher et labourer¹, le soin que le vieux Laërte avait

1 *Odyssée*, XVIII, 366 et s.

de son verger¹, les labeurs quotidiens des deux fils d'Ægyptios² ? Au surplus, maint historien grec très dignes de foi, tels Thucydide³ et Denis d'Halicarnasse⁴, confirmera plus tard l'exactitude des descriptions du vieil Homère.

Les raisons ne manquent pas d'ailleurs pour expliquer cet amour des occupations agricoles. C'était la terre qui constituait, en ce temps-là, la source à peu près exclusive de la richesse et de l'influence, car l'homme lui demandait presque toute sa subsistance. L'industrie et le commerce étaient encore embryonnaires et les ressources qu'on pouvait tirer de leur exercice, très aléatoires. La considération, dont ils jouissaient alors, s'en ressentait : elle était assez mince. Corinthe seule faisait exception : son sol ingrat détournait de l'agriculture, tandis que sa merveilleuse position géographique incitait d'elle-même ses habitants au négoce. Il faut ensuite remarquer que l'élève du bétail, le peu d'étendue des terres arables, la simplicité de la culture qui consistait plutôt à égratigner le sol qu'à le labourer, ne demandaient pas une main-d'œuvre pénible. Enfin le travail servile, bien qu'il fut déjà utilisé, ne s'était pas encore généralisé au point de déconsidérer tout ouvrage, quel qu'il fut.

Dans les siècles qui suivirent, la royauté fut remplacée en général par l'aristocratie. Celle-ci ne cessa d'accroître sa richesse mais son rôle politique et militaire

¹ *Odyssée*, xxiv, 227 et s.

² *Odyssée*, II, 22 et s.

³ *Histoire de la guerre du Pélopie*, II, 16,

⁴ *Antiq. Rom.* II, 26. 28.

l'absorba tellement qu'elle dût renoncer à la culture du sol. Elle l'abandonna le plus souvent aux esclaves et aux serfs, parfois aussi, et principalement en Attique, à des hommes de condition libre, métayers (*πέλαται*) ou journaliers (*μισθωτοι*). Livré ainsi presque exclusivement à des mains mercenaires ou serviles, le travail jadis honoré, fut considéré comme dégradant. Ce fut, par contre, une marque de noblesse que de s'en affranchir pour s'occuper des grands intérêts de l'Etat et vivre dans une quasi-oisiveté. Aussi les progrès que réalisa cependant l'agriculture à cette époque, lesquels se traduisirent par l'accroissement continu du sol arable et par l'emploi de procédés de moins en moins extensifs, ne sont-ils pas dûs à l'activité directrices des riches, mais à l'abondance et au bon marché de la main-d'œuvre. Les *roturiers*, très nombreux dans cette société, subissaient un joug fort lourd. La propriété foncière leur était fermée, parce qu'elle était étroitement unie à la famille noble. Le colonat et le salariat agricole les mettait dans une étroite dépendance vis à vis de leurs maîtres et ne leur assurait que de médiocres ressources. Beaucoup se tournèrent alors vers le commerce et l'industrie où l'aristocratie, par mépris du travail, leur laissa en général le champ libre. Ce fut leur salut.

Arrivés par ce moyen à la richesse mobilière et désormais influents, ils voulurent avoir leur part du sol. Ils y parvinrent par plusieurs moyens. D'abord, ils se firent concéder, gratuitement ou non, des terrains vagues (*εσχατια*) qu'ils défrichaient. Ensuite, ils tirèrent parti des modifications qui se produisirent dans la famille et dans la propriété. Celle-là se démem-

bra pour devenir simple, celle-ci, par voie de conséquence se désagrégea et devint individuelle. La donation, la vente, le partage égal des successions, le testament s'introduisirent peu à peu dans les mœurs et la loi vint sanctionner ces innovations. La terre se morcela, se mit à circuler et les plébéiens enrichis ne manquèrent pas de l'attirer à eux. Enfin, le troisième procédé employé par les *roturiers*, aisés ou pauvres, ce furent les révolutions politiques qui se terminaient inévitablement par un partage agraire¹.

Ces événements eurent des résultats très marqués sur la répartition du sol et sur le travail agricole. Là où cette nouvelle classe vaillante et laborieuse fut assez forte pour renverser l'oligarchie et lui substituer la démocratie, ce fut un régime de petite propriété et de faire valoir direct qui prédomina. L'Attique, par exemple, comptait, en l'an 403, 15.000 propriétaires ruraux sur 20.000 citoyens. Les petits propriétaires cultivaient la terre de leurs mains, aidés de leur famille et d'un ou de deux esclaves. Les grands propriétaires, en nombre très restreint, surveillaient l'exploitation de leurs domaines et avaient à leurs services des ouvriers ou des esclaves dirigés par un intendant. Le servage, le fermage et le colonat n'étaient point pratiqués : le premier était demeuré inconnu des habitants ; le second n'était vraisemblablement usité que pour les biens, d'ailleurs peu considérables, des personnes morales ; le troisième avait été aboli par Solon.

¹ V. notamment Guiraud : *La propriété foncière en Grèce jusqu'à la conquête romaine*.

Les démocraties ayant ainsi remis en honneur, au moins pour un temps, les occupations agricoles¹ et morcelé la terre, se préservaient de l'absentéisme qui sévissait alors dans les états aristocratiques. Nul doute que l'Attique elle-même n'eut quelques riches citoyens qui se désintéressassent de leurs domaines. Certains préféraient aller vivre à Athènes dans l'oisiveté la plus absolue. D'autres étaient retenus à la ville par des motifs très compréhensibles : l'exercice de fonctions publiques, celui d'un commerce ou d'une industrie. Mais de toutes manières, ce n'étaient que des exceptions. Toute autre était la situation là où la classe des grands terriens n'avait pu être détruite par les classes populaires. S'il est certain qu'à la suite des révolutions une partie du sol passa aux mains de ces dernières, il est non moins sûr, bien que nous n'ayons pas de chiffres précis à cet égard, que les riches étaient peu nombreux mais qu'ils possédaient presque toutes les terres. Les anciennes traditions subsistaient qui détournaient l'homme libre du travail agricole. L'activité politique de l'Etat, sans cesse accrue, attirait et maintenait au cœur de la cité de grands propriétaires qui se déchargeaient de tout souci sur leurs serfs, *ilotes*, *pénestes* ou *clarotes* dont ils exigeaient, en général, une redevance annuelle équivalente à un peu plus de la moitié de la récolte.

Aux III^e et II^e siècle, le mal ne fit qu'empirer. Il s'étendit même à la plupart des Etats qu'il avait jusque là épargnés. En effet, de nombreuses guerres, tant

¹ Guiraud : *Etudes économiques sur l'antiquité*, p. 145 et suite.

étrangères que civiles, ravagèrent la Grèce. Les royaumes qui naquirent du démembrement de l'empire d'Alexandre attirèrent, soit en Asie soit en Afrique, une foule énorme de Grecs aux professions les plus diverses. L'Occident, à son tour, à mesure que les contacts avec les Romains se multipliaient, ouvrit un champ nouveau à l'activité hellénique. En outre, l'amour du bien-être poussa, au dire de Polybe, beaucoup d'individus à demeurer célibataires ou, s'ils se mariaient, à limiter à un ou à deux le nombre de leurs enfants. Pour toutes ces raisons¹ la population diminua et, l'étendue du territoire demeurant le même, une notable concentration des terres s'ensuivit. Une autre cause importante activa ce mouvement. Il y avait, à cette époque, un monde innombrable de débiteurs. Dans les états démocratiques, c'était le morcellement continu du sol qui avait conduit les petits propriétaires au paupérisme agricole. Dans les autres, point n'était besoin de morcellement pour que les pauvres fussent nombreux : de tout temps les plébéiens n'avaient eu qu'une très faible portion de terre et elle ne leur permettait que de végéter. Dans l'un et l'autre cas, qu'un accident quelconque survint, une mauvaise récolte, par exemple, ils se trouvaient dans la misère et s'endettaient. Cette situation se liquida généralement par la saisie immobilière, et les prêteurs n'étant autres que les grands propriétaires, la grande propriété s'accrut d'autant.

Ce phénomène fut vraisemblablement commun à la

¹ Guiraud : *Etudes économiques sur l'antiquité*, p. 145 et s.

plupart des cités helléniques. Il semble, cependant, que l'Attique y échappa. On peut en trouver l'explication dans ce fait qu'étant devenue une région très industrielle et très commerciale, les petits agriculteurs avaient d'autres ressources que celles que leur donnait la culture du sol. Il fut, au contraire, très marqué à Sparte qui en vint, sous le règne d'Agis III, à ne compter qu'une centaine de propriétaires fonciers¹. L'absentéisme fut un des fléaux de la société : il ruina les campagnes et contribua à leur dépopulation. Mais son effet le plus funeste fut de creuser un abîme entre la classe des grands terriens d'une part, celle des petits propriétaires ainsi prolétarisés et celle des plébéiens d'autre part. Le luxe de ceux-là, leur oisiveté, leur vie de parasite excitèrent l'envie et la convoitise. Ceux-ci voulurent s'approprier les biens des nobles. Des luttes sociales acharnées s'engagèrent au cours desquelles les partis firent appel à l'étranger. La Grèce, ainsi affaiblie et déchirée, ne put opposer à l'envahisseur une résistance suffisamment efficace et elle ne tarda pas à perdre son indépendance.

L'histoire de Rome peut, au point de vue qui nous intéresse, se diviser en deux grandes périodes.

La première, qui s'étend jusqu'au milieu du III^e siècle avant Jésus-Christ, est une époque de mœurs austères et laborieuses. C'est l'époque des consuls laboureurs. Le travail agricole était la seule occupation digne d'un homme probe et libre, quel que fut son rang². Si des

¹ Plutarque : *Agis*, v.

² « Les champs étaient alors cultivés par les mêmes hommes qui commandaient les armées et remportaient les victoires. La terre se plaisait à

devoirs civiques détournaient momentanément un citoyen de son champ, il n'avait rien de plus pressé, dès qu'ils étaient remplis, que de retourner, tel Cincinnatus, à sa charrue. Bon cultivateur était synonyme d'homme de bien et c'était, d'après Caton, le meilleur éloge que l'on put faire de quelqu'un : « *Et virum bonum quum laudabant, ita laudabant : bonum agricolam, bonumque colonum* »¹. L'incurie du propriétaire était un délit². Une famille venait-elle, en conséquence, à posséder des domaines trop vastes pour qu'elle put les cultiver elle-même, elle en donnait une partie à métayage à ses clients, mais ne manquait pas d'exercer sur cette fraction une active surveillance. Si l'outillage agricole était imparfait, le sol était fertile et entre les mains de propriétaires diligents et âpres au gain. Les lois maintenaient une certaine division de la propriété. C'étaient là de puissants éléments de progrès pour l'agriculture. De fait, elle se développa rapidement et, parallèlement à elle, s'accrut la population libre, pépinière inépuisable de vaillants guerriers.

Les guerres puniques et asiatiques inaugurent la

accorder ses maisons à une charrue couronnée de lauriers et à des mains triomphales. Ils traitaient la culture avec autant d'habileté que la guerre ; ils inspectaient leurs domaines avec autant de vigilance que leurs camps. Sous des mains exercées tout vient avec plus d'abondance parce que tout se fait avec plus de soin. » Plin^e : *Hist. nat.* xviii, 4.

¹ M. P. Cato : *De re rustica*. C, 1.

² « Si quis agrum suum passus fuerat sordescere eumque indiligenter curabat ac neque araverat, neque purgaverat, sive quie arborem suam vineamque habuerat derelictui, non id sine poena fuit, sed erat opus censorium, censoresque aerarium faciebant. » Aulu-gelle : *Nuits attiques*, iv, 12.

seconde période, époque de richesses, de luxe, mais de déclin. Enrichis par ces conquêtes et pris d'un délire de domination, les patriciens voulurent étendre les limites de leurs domaines. Voici les moyens dont ils usèrent.

Tout d'abord, ils amenèrent les petits cultivateurs à leur abandonner de gré ou de force leur patrimoine. Lorsque les navires romains se mirent à sillonner les mers et à verser sur le marché un stock énorme de denrées agricoles, que d'autre part, les contributions des provinces conquises eurent rempli de blé les greniers de l'Etat, les petits cultivateurs furent réduits à la misère, d'autant plus qu'ils ne trouvèrent chez les nobles, bien moins atteints par la crise,¹ ni conseils, ni assistance. Ils vendirent leurs biens aux riches, ou s'ils empruntèrent, ils ne purent se libérer de leurs obligations et furent expropriés. Il arriva même, en ce temps de violences, que certains furent chassés de leurs terres par la force brutale des grands, sans aucun motif et sans indemnité.

En outre, l'*ager publicus*, qui était très vaste et qui, en plus des terres provenant de la conquête, s'était accru, en Italie et dans les provinces, des libéralités ou des successions des rois tributaires, fut accaparé par les patriciens. Les lois liciniennes qui défendaient à tout citoyen d'avoir plus de cinq cents *jugera* et l'obligeaient à se servir principalement d'hommes libres pour leur

(Parce qu'ils utilisaient surtout le travail servile qui leur revenait à très bon compte et faisaient beaucoup plus d'élevage et de culture fourragère que de culture proprement dite.

exploitation, furent d'abord éludées : ils se firent adjudger des portions du domaine public sous des noms empruntés. Bientôt même, ils ne dissimulèrent plus leur jeu et continuèrent de les posséder au mépris de la loi, se flattant qu'une longue possession deviendrait pour eux un titre de propriété. Ils devaient y réussir, au moins en Italie, vers la fin du second siècle.

Enfin la législation établit, dans les pays conquis par Rome, deux classes d'individus qui ne jouissaient pas des mêmes droits : les provinciaux et les citoyens romains. Or, au point de vue de l'acquisition et de l'appropriation des terres, la loi favorisait ces derniers à l'encontre des autres, soit dans le seul but de les écarter du sol, soit pour romaniser ces provinces.

C'est ainsi que se constituèrent les *latifundia* qui devaient exercer une si grande et si funeste influence sur l'économie romaine. La destruction de la classe des petits propriétaires qui constituaient le nerf des armées, la substitution du travail exclusif des esclaves ignorants et paresseux à celui des hommes libres qui résidaient sur leurs terres et les faisaient valoir eux-mêmes¹ avec toute l'activité de l'intérêt personnel, le système des pâtures et de l'élevage du bétail remplaçant la culture des céréales, le gaspillage² des revenus fonciers dont une bonne partie jusque là était reportée sur le sol, en

1 « Nostro vitio qui rem rusticam pessimo cuique servorum, velut carnifici, noxæ dedimus, quam majorum nostrorum optimus quisque optime tractaverit. » Columelle : *I. Præf.* 3.

2 « Au lieu de venir au secours des campagnes l'or est jeté à pleines mains dans le luxe et dans les orgies. » Columelle : *Ibid. Præf.*

définitive la décadence de l'agriculture¹ et l'exode des petits cultivateurs, devenus simples prolétaires, vers Rome où ils grossissaient les rangs d'une plèbe désœuvrée et turbulente, voilà les résultats de la grande propriété et de l'absentéisme qui en est en quelque sorte la doublure.

On comprend, dès lors, les doléances de la littérature classique et le but que celle-ci poursuivait, quand elle affirmait, par la bouche d'un de ses plus illustres représentants, que l'agriculture était l'occupation la plus féconde et la plus digne d'un homme libre². Voilà aussi ce qui explique le cri de douleur et d'alarme que Pline l'Ancien jetait à l'encontre de ce fléau : « *Latifundia perdidere Italiam jam vero et provincias* ³ ! ».

C'est en vain que Tiberius et Caius Grachus avaient voulu remédier à ce déplorable état de choses. Ces vertueux citoyens ne purent triompher de la résistance des

1 « Les sept arpents que Licinus tribun du peuple distribua après l'expulsion des rois à chaque citoyen rapportèrent à nos ancêtres de plus grands produits que ne nous en fournissent des pièces de labour beaucoup plus étendues maintenant que les puissants du siècle ont des propriétés dont ils ne peuvent pas même faire le tour à cheval, qu'ils laissent fouler aux pieds des troupeaux, dévaster et ravager par les animaux sauvages, et qu'ils tiennent occupées soit par leurs concitoyens prisonniers pour dettes, soit par des bandes d'esclaves enchaînés. » Varron : *De re rustica*, 1, 3, 10.

2 « Nil agriculturâ melius, nil homine libero dignius. » Cicéron : *De officiis*, 1, 41.

3 « Nos ancêtres ont pensé qu'avant tout il fallait une mesure dans l'étendue d'une terre, car leur maxime était : « Semer moins et labourer mieux ». Je vois que c'était aussi l'opinion de Virgile. A vrai dire les grandes propriétés ont perdu l'Italie et elles commencent déjà à perdre les provinces. La moitié de l'Afrique appartenait à six propriétaires quand l'empereur Néron les fit tuer. C. Pompée par une grandeur d'âme toute particulière et dont il faut lui tenir compte n'acheta jamais le champ d'un voisin ». *Hist. nat.* XVIII, 3.

nobles et périrent victimes de leur dévouement. Les lois Plautia et Servilia, la loi du tribun Rullus, la loi Flavia furent rejetées. Sylla avait essayé de faire des laboureurs de ses vétérans, mais ils n'avaient pas été longtemps fidèles à leurs terres et les avaient revendues aux riches. César profita de cet exemple lorsqu'il en distribua à vingt mille soldats ayant au moins trois enfants : il leur défendit de les aliéner, si ce n'est après vingt ans de possession. Ce ne fut qu'un palliatif insignifiant. En somme, les lois agraires ne produisirent que des distributions gratuites de blé, mesures malheureuses qui contribuèrent à éteindre l'amour du travail dans les classes inférieures et à y maintenir la vénalité.

Quant aux tentatives qui furent faites à mainte reprise, sous la République et sous l'Empire, pour créer des colonies agricoles de vétérans et renforcer ainsi le nombre des petits propriétaires, elles ne donnèrent que de médiocres résultats¹.

Au Bas-Empire, la concentration de la propriété s'accrut encore par suite de la fiscalité excessive qui caractérise cette époque et de l'insécurité du petit agriculteur. Celui-ci était tellement écrasé par l'injuste répartition des impôts qu'il lui arrivait d'abandonner son champ pour échapper au fisc, et d'autre part il avait à redouter plus que jamais, dans cette époque d'anarchie, la violence et la cupidité des puissants, qui voulaient

¹ Il en fut ainsi de celles des derniers triumvirs (Lépide, Antoine et Octave), de Claude, Néron, Vespasien, Titus, Nerva, Trajan, Probus, Alexandre Sévère. L'émigration des petits propriétaires vers Rome surtout, mais aussi vers les grandes villes maritimes n'en continua pas moins.

augmenter l'étendue de leurs domaines. De toutes façons, il se trouvait menacé d'expropriation. Beaucoup d'entre eux prenaient les devants, se mettaient sous la protection du grand propriétaire : « mais cela n'empêchait point la perte de leur propriété. Le *potens* en effet se faisait payer le patronage qu'il accordait et le prix, c'était le champ du protégé. Il y avait une vente consentie mais, pour la forme, et dont le prix n'était pas payé¹. Salvien nous fait apparaître plus clairement encore l'économie de l'opération : le protégé abandonnait son bien au protecteur en toute propriété, mais celui-ci lui en laissait la jouissance jusqu'à sa mort ; à la génération suivante, le propriétaire n'avait plus devant lui que des colons² ». Sous ce régime, l'absentéisme fut plus intense que jamais. Il prépara la ruine de l'Empire romain.

Dans la société franque, après les invasions des barbares et les bouleversements économiques et sociaux qui en résultèrent, il ne peut être de longtemps question de délaisser les campagnes. Chez les Francs, comme chez les anciens Gaulois, la vie urbaine était presque inconnue, sauf dans le midi où les mœurs romaines avaient en partie survécu. Les Germains avaient, pour ainsi dire, l'horreur instinctive des villes et résidaient dans leurs domaines ruraux. Les nobles gallo-romains adoptèrent ces nouveaux usages et s'installèrent dans leurs villes. Ces habitudes subsistèrent même quand les vastes propriétés, morcelées par les établissements barbares, se furent reconstituées sous

¹ L. 8, C. J., X, 10.

² Esmein : *Cours élémentaire d'Histoire du Droit*, 3^e édit., p. 28.

l'influence de causes semblables à celles que nous avons signalées au sujet du Bas-Empire : l'insécurité du petit propriétaire et les charges trop lourdes qui pèsent sur lui¹.

La féodalité, depuis ses origines jusque vers le XVI^e siècle, eut le mérite de maintenir les seigneurs dans leurs fiefs. De leurs biens, ils faisaient deux parts : l'une qu'ils se réservaient et dont ils surveillaient plus spécialement l'exploitation, l'autre qu'ils amodiaient. Il n'y eut guère de propriétaires forains sous ce régime que les nobles les plus puissants qui possédaient de vastes étendues de terres éloignées les unes des autres, parfois même situées dans des pays différents.

On peut cependant citer les Croisades comme une cause d'absentéisme, mais elles en furent une forme toute spéciale et dont les effets furent heureux. Ces longues luttes n'allèrent pas sans appauvrir les seigneurs qui dépensèrent beaucoup pour s'équiper et pour se nourrir durant ces lointaines expéditions. Un grand nombre d'entre eux morcelèrent leurs terres, même celles de leurs réserves, par des ventes successives aux bourgeois des villes ou aux vilains, ne gardant sur elles que le domaine éminent qui se réduisait généralement à peu de chose. La grande propriété diminua d'autant. Un autre résultat important

1 « L'insécurité vient de l'anarchie générale, de la faiblesse du pouvoir : dans cette société la force prime le droit. Les charges ne proviennent pas à proprement parler des impôts, comme dans l'Empire, mais des services personnels, des réquisitions auxquels est soumis le petit propriétaire et qui l'obligent principalement à payer de sa personne et de sa bourse en même temps : au premier rang, les convocations au placitum et les appels à l'armée. » Esmein, *op. cit.*, p. 128.

des Croisades fut l'acquisition de nouvelles connaissances agricoles : on sait que l'introduction en Occident de certaines cultures date d'alors.

Au fur et à mesure que les seigneurs perdirent leurs pouvoirs, grâce aux efforts continuels de la royauté, celle-ci tendit à les attirer auprès d'elle pour parachever l'œuvre de centralisation qu'elle avait entreprise.

C'est à partir de François I^{er} que la Cour, devenue une institution régulière, fut désormais pour les rois de France un moyen aussi puissant qu'habile pour assujettir la noblesse à leurs volontés. Attirés « par l'éclat de son luxe, la séduction de ses fêtes, le charme de mœurs libres unies à une vie élégante¹ », les titres, les honneurs, et les pensions, les gentilshommes abandonnèrent leurs terres et perdirent le goût des campagnes.

Ce mouvement subit un temps d'arrêt sous Henri IV qui, aidé de Sully et d'Olivier de Serres, s'efforça de favoriser l'agriculture par tous les moyens convenables et fit entendre aux seigneurs « qu'il serait bien aise qu'ils allassent en leurs maisons donner ordre à faire valoir leurs terres », mais il ne fit que prendre une extension croissante pour atteindre son apogée sous Louis XIV.

Le Roi-Soleil érigea en quelque sorte l'absentéisme à la hauteur « d'une institution de politique intérieure ». N'avait-il pas écrit à Colbert : « Nous voulons que les grands de notre royaume quittent leurs châteaux pour venir chaque année habiter Paris au moins pendant six

¹ Dumont : *Dépopulation et civilisation*. Chap. 6.

mois... Faites leur bien entendre à tous que les récalcitrants encourront notre déplaisir, mais ceux qui voudront ajouter par leur présence à l'éclat de la royauté auront part à nos largesses et distinctions... Nous n'aimons pas les grands seigneurs qui thésaurisent dans leurs vieux donjons. Ils sont inutiles au roi et dangereux à l'Etat. Nous entendons que ces richesses qu'ils tiennent de la munificence de nos prédécesseurs encouragent les beaux-arts, les sciences, le commerce et l'industrie qui sont les perles fines de notre couronne royale¹ ». Au nombre des questions posées aux intendants figure celle-ci : Les gentilshommes de votre province aiment-ils à rester chez eux ou à sortir ? On a dit Tocqueville, la réponse d'un intendant sur ce point. Il se plaint de ce qu'ils prennent plaisir à demeurer avec les paysans, au lieu d'aller remplir leurs devoirs auprès du roi². « Les grands propriétaires étaient attirés dans l'orbite de plus en plus attrayant, mais aussi de plus en plus ruineux de la Cour. La petite noblesse quittait ses châteaux pour solliciter le droit de servir dans l'armée royale, au prix d'une solde insuffisante. La presque totalité du revenu des terres nobles était donc ainsi emporté au dehors. Les campagnes ne voyaient jamais revenir les rentes prélevées sur elles. S'il y avait parfois des exceptions, si des travaux étaient faits dans quelques propriétés, le seul résultat favorable était de répandre quelque argent sous forme de salaires. Rien de plus rare qu'une dépense

¹ Lettres à Coibert.

² D'après Tocqueville, *L'ancien Régime et la Révolution*, ch. 12. — aussi Turinaz (Mgr) : *L'émigration rurale*. Paris, 1878.

faite dans un but d'amélioration agricole. Un seigneur rebâtissait son château, l'entourait de parcs et de jardins sur les dessins de Le Nôtre, créait des pièces d'eau, des avenues fastueuses, mais personne n'avait jamais d'argent pour bâtir des fermes, activer les dessèchements, créer des irrigations ou des chemins ruraux. Les propriétaires qui, pour rétablir leur fortune, appliquaient leurs revenus à améliorer leurs terres, n'eussent pas pensé à s'en faire un titre d'honneur. Ce n'était pas le moyen de plaire ni au roi ni au public¹ ».

Faut-il critiquer Colbert de n'avoir pas fait pour l'agriculture ce qu'il avait fait pour l'industrie ? Non. « Le concours du roi et l'appui de l'opinion lui auraient manqué. Il aurait eu contre lui cette double force morale qui le soutint dans la création de la marine et des manufactures, car il lui était impossible d'obtenir en agriculture de ces résultats rapides et éclatants qui signalent un règne et passionnent les classes éclairées. S'il eut voulu par exemple perfectionner nos animaux de boucherie, il aurait été pris en pitié par les grands esprits qui ont fait l'honneur de son siècle. C'était là une question de ménage et sur ces questions toute la cour pensait comme les femmes savantes. Colbert n'eut eu pour lui que le suffrage ridicule du bonhomme Chrysale² ».

¹ Du Cellier ; *Histoire des classes laborieuses en France*.

² Du Cellier, op. cit. — L'absentéisme eut entre autres conséquences une très active émigration des campagnes vers Paris et les grandes villes qui alarma un temps Colbert, et Louis XIV par contre-coup. « Tous mes soins, toutes mes veilles, disait le premier, tendront à traduire fidèlement le système que Sa Majesté vient d'adopter et qui consiste à favoriser par de bonnes institutions, par des avantages particuliers le sort des cultivateurs,

L'agriculture fut donc laissée à ces hommes ignorants, enclins à la routine et complètement dénués de capitaux qu'étaient alors les paysans. Les populations agricoles, qui furent souvent exploitées par les régisseurs ou les intendants durs et rapaces et plus encore par les fermiers principaux, furent contraintes de subvenir à force de privations aux folles dépenses de la cour, en demeurant étrangères à tout progrès matériel ou moral. On comprend que dans ces conditions métayers et fermiers fussent souvent de bien mauvais payeurs. Madame de Sévigné écrivait du paysan : « Tout lui est sujet à retardement, la pluie, le soleil, le trop ou le pas de blé ». Bussy-Rabutin, grand propriétaire comme elle en Bourgogne, et qui voyait là, sans doute, un des effets de l'absentéisme lui répondait avec beaucoup de logique : « Faites-vous exiler, belle cousine, vous y gagnerez ».

Cet état de choses eut cependant, entre tant d'effets déplorable, une conséquence heureuse. Le luxe que déploya la noblesse à la cour exigea d'elle de grandes

qui sont les pères nourriciers du royaume, mais qui deviennent dangereux lorsqu'ils abandonnent leurs campagnes pour venir à Paris échanger leur bêche contre le marteau de l'ouvrier ». « Il ne faut pas, disait le second, que Paris ait à craindre le sort des plus puissantes villes. Si Paris s'étend outre mesure, il pèse sur la France parce qu'il enlève chaque jour à nos villes secondaires les ouvriers et à nos campagnes les laboureurs. » (Rapporté par Turinaz (Mgr) op. citat.), Aussi essaya-t-il, vainement d'ailleurs, d'enrayer le développement de Paris. Mais ce fut tout. Pour diminuer la misère des campagnes, c'est sans succès que Colbert s'efforça de réduire les tailles et recommanda aux intendants de n'user qu'avec une extrême modération des saisies pour non-paiement de l'impôt. Contre l'absentéisme lui-même, l'une des principales sources de ces maux, rien ne fut fait.

dépenses alors que ses terres, privées d'une surveillance active et intelligente ne donnaient, après les prélèvements des intermédiaires, qu'un revenu insuffisant pour satisfaire à ses besoins. Et alors, comme à l'époque des Croisades, elle vendit une partie de ses terres soit à la noblesse récente, soit à la noblesse de robe, soit à la riche bourgeoisie. Ce fut une des causes importantes du développement de la moyenne propriété qui fut d'ailleurs, elle aussi, mais moins souvent que la grande, une propriété foraine.

Il est aussi une forme d'absentéisme qui sévit particulièrement à partir de Louis XIV. Il résultait de la collation des bénéfices. Ceux qui étaient attachés à une fonction ecclésiastique effective (tels étaient les bénéfices sacerdotaux et à charge d'âmes), se prêtaient moins à l'absentéisme que les bénéfices ordinaires, sans cependant l'exclure. Il n'était pas incompatible même avec les bénéfices mineurs, les cures, les vicariats par exemple; le titulaire confiait ses fonctions à quelque prêtre sans fortune en ne lui abandonnant du revenu que la portion congrue. Libre de tout souci, il allait faire de longs séjours à la ville ou même à la cour, si ses moyens le lui permettaient. Quant aux bénéfices simples comme prieurés et abbayes en commende, ils n'exigeaient jamais ni résidence, ni vœux monastiques, ni état de sacerdoce; il suffisait, pour les obtenir, d'être clerc. Les titulaires de ces bénéfices se gardaient bien de séjourner sur les terres dont ils tiraient leurs rentes. Tout comme les autres seigneurs, c'est à Versailles ou à Paris qu'ils allaient les dépenser, en menant une vie de luxe et de faste. Cet absentéisme, qui affectait une

notable portion des biens de l'Eglise, découlait d'ailleurs, en partie, du caractère viager du bénéfice.

Au XVIII^e siècle, les choses ne changent guère. Sans doute, sous l'influence de Jean-Jacques-Rousseau, du marquis de Mirabeau, et des Physiocrates on voit la société s'éprendre d'un subit engouement pour l'agriculture. « On ne pense plus qu'au bonheur des champs, qu'à la félicité des laboureurs et des bergers. ! Vatteau ne peint que des scènes pastorales; Florian chante les amours champêtres; à l'Opéra on chante le « Devin du village » et tout le monde se costume en Sylvie ou en Colin »¹. Marie-Antoinette et ses dames d'honneur sacrifient à la mode et jouent aux bergères au Petit Trianon. Les philosophes, les savants, les écrivains, les poètes ne cessent de s'occuper de questions rurales. Mais ce n'est là souvent qu'un enthousiasme factice et si quelques progrès théoriques ont été fait dans l'agriculture², il n'apparaît point qu'ils se soient traduits d'une manière efficace dans la pratique. En tous cas, le premier eut été que les grands propriétaires revinssent séjourner dans leurs domaines, s'intéresser à leur exploitation et améliorer, par le fait même, le sort des cultivateurs. Ceux qui comprirent leur rôle furent peu

¹ Guéry : *Mouvements et diminution de la population en France*. Paris. Rousseau, 1895, p. 95.

² « L'agriculture est devenue l'objet d'une foule de livres, de recherches et d'expériences. Je vois s'élever partout des sociétés d'agriculture. On a imaginé de nouvelles façons de labourer et de semer.... La mode a disputé à la philosophie ce que le luxe avait longtemps avili, et la théorie de cet art occupe presque autant de têtes dans les villes que la pratique exerce de bras dans la campagne. » Delille cité par Richemont (o) : *Le toit rural*, p. 22.

nombreux¹. « On ne veut point de terres », disait l'auteur de l'*Ami des hommes*, et parmi les causes principales de cette désertion, « la première sans contredit et la plus réelle est le prodigieux gonflement de la capitale; tout l'argent y vient... L'homme suit le métal, comme le poisson suit le courant de l'eau, et tout vient à Paris. Les délices et les préjugés de la capitale tendent tous à établir la mollesse et l'éloignement du travail pour qui peut s'en passer. Les terres demandent des soins et quelque résidence, du moins passagère; on ne veut point de cela : les campagnards sont si rebutants; quelle société! (car à force de parler société nous deviendrions tout à fait insociables); les parcs de nos pères sont si raboteux; point d'arbres en boule ni de treillages en bois dans les dehors; moins encore d'entresols, d'appartements, de bains et de lieux à l'anglaise dans les maisons. Que faire sans tout cela? On vient à Paris »².

Quesnay, dans les articles qu'il écrit pour l'Encyclopédie, se plaint aussi de l'absentéisme qu'il considère comme une cause importante de l'exode rural : « Tous les seigneurs, tous les gens riches, tous ceux qui ont des rentes ou des pensions suffisantes pour vivre com-

¹ Citons parmi les grands seigneurs qui furent de parfaits agriculteurs : le duc de la Rochefoucault, le marquis de Torcy, le marquis de Clermont-Tonnerre. Signalons aussi, dès cette époque, un mouvement de retour aux champs des grands terriens du Nord de la France.

² Mirabeau (marquis de) : *L'Ami des hommes*, 1, 1^{re} partie, ch. 5, p. 46 et 8. — En 1875, Necker signalait dans le Poitou un mouvement très accentué d'émigration des grands propriétaires. (Cité par Guillou : *L'émigration des campagnes vers les villes*. Paris. Rousseau, 1905, p. 43.)

modément, fixent leur séjour à Paris où dans quelque autre grande ville, où ils dépensent presque tous les revenus des fonds du royaume. Ces dépenses attirent une multitude de marchands, d'artisans, de domestiques et de manouvriers : cette mauvaise distribution des hommes et des richesses est inévitable, mais elle s'étend beaucoup trop loin »¹.

Au cours de ses voyages en France de 1787 à 1789, Arthur Young « sait bien à qui attribuer la misère des campagnes quand il la rencontre. Il suffit qu'il y ait quelque part un château, pour que le pays soit en friche tout à l'entour. Et cet Anglais si conservateur s'écrie dans un moment d'indignation : « Oh ! si j'étais seulement législateur de France, je ferais bien danser tous ces grands seigneurs ». Le moment de la danse n'était pas loin »².

La Révolution française brisa, morcela la grande propriété et fit sortir de terre une multitude de propriétaires nouveaux. Elle eut aussi le grand mérite de délivrer la terre de toutes les servitudes, « sauf de celle de l'argent, ce qui n'était pas en son pouvoir. Elle simplifia la propriété individuelle et la réforme qu'elle accomplit servit puissamment les intérêts de l'agriculture et, par suite, ceux de tous les détenteurs du sol, qu'ils fussent petits moyens ou grands ».³

Et cependant la grande propriété qu'on avait cru frappée à mort reparut assez vite, « non seulement

1 Quesnay : *Encyclopédie*, article : *Fermiers*.

2 Rambaud : *Hist. de la civilis. franç.*, tome 11, p. 509.

3 Flour de Saint-Genis : *La propriété rurale en France*, p. 105.

entre les mains des particuliers, par la restitution aux anciens propriétaires des biens mis sous séquestre et non aliénés, par la constitution des majorats, le rétablissement partiel des substitutions, les libéralités de la cour, l'emploi du milliard d'indemnité et le jeu de la spéculation, mais encore sous la forme particulière de la mainmorte après le Concordat »¹. Seulement, il faut remarquer que cette grande propriété n'a plus les défauts d'autrefois ; elle n'est plus le privilège d'une aristocratie, elle est accessible à quiconque dispose de moyens pécuniaires suffisants pour y mettre le prix. En outre, elle n'occupe plus, comme en 1788, les deux tiers de notre sol.

Ce sont là les raisons principales qui font que l'absentéisme n'a pas revêtu chez nous, au xix^e siècle, l'intensité et la généralité qu'il avait eues dans les siècles précédents et qu'il n'en a pas produits tous les mauvais résultats.

*
* *

Il nous faut maintenant examiner ce phénomène tel qu'il se présente à notre époque. Ce travail comportera une division tripartite.

Dans la première partie, nous rechercherons les faits et les preuves qui nous permettront de constater la réalité et le degré d'intensité de l'absentéisme agricole.

Dans la deuxième, nous en étudierons les causes multiples tant politiques qu'économiques et sociales.

Dans la troisième partie, nous aborderons l'étude des diverses conséquences.

¹ Flour de Saint-Genis : *La propriété rurale en France*, p. 105.

Enfin, les faits exposés, leurs causes connues, leurs conséquences décrites, nous dégagerons de cet ensemble des conclusions générales et indiquerons les moyens qui, selon nous, pourraient remédier à ce mal.

PREMIÈRE PARTIE

LES FAITS

Il n'est pas de pays qui ne soit à quelque degré atteint d'absentéisme. Il ne nous est cependant pas possible de les passer tous en revue. Ce serait d'ailleurs une cause de redites dépourvues de tout intérêt. Nous nous sommes donc borné à l'étude des pays-types, pour ainsi dire, sans oublier toutefois de consacrer une partie de notre travail à l'examen de la situation où se trouve la France.

CHAPITRE PREMIER

L'IRLANDE

C'est l'absentéisme qui a fait à peu près seul le malheur de l'Irlande. Il a pour cause première la conquête. L'élimination brutale de l'aristocratie indigène par des propriétaires anglais qui n'épargnèrent aucun effort pour anéantir chez les Irlandais le sentiment national, la foi religieuse, et pour les exploiter de la façon la plus odieuse, date de plusieurs siècles. Mais les rancunes et les haines n'ont pas disparu. Ce peuple n'a jamais voulu admettre la légitimité des droits des *landlords* sur le sol, à moins qu'ils ne se soient alliés avec la famille du propriétaire national antérieur, et tel est le cas des Osborne cité par Roscher ¹. Pour leur manifester son antipathie tous les moyens leur sont bons : mauvaises plaisanteries, boycottages, parfois même incendies et assassinats.

1. Roscher: *Economie politique rurale*, p. 267 en note. (Traduction Vogel.)

Les violences qui ont dès l'origine envenimé les relations entre les fermiers et les *landlords* ont amené la plupart de ces derniers à ne pas résider dans leurs domaines ni même dans l'île. Ils vivent et dépensent leurs revenus en Angleterre ou sur le continent et livrent en bloc leurs propriétés à des intermédiaires (*middlemen*) dont le rôle est d'exiger des tenanciers le *rack-rent* ou loyer de torture. Ce sont, soit des régisseurs, soit le plus souvent des fermiers généraux.

Ceux-ci, simples spéculateurs, ont pour bût unique en sous-louant aux paysans de leur faire payer un loyer beaucoup plus élevé que celui qu'ils doivent eux-mêmes verser au propriétaire. Forster donne comme exemple de leurs bénéfices celui du libérateur O' Connel qui tirait, paraît-il, des cultivateurs le triple de ce qu'il remettait comme redevance au *landlord*¹. La nécessité de vivre qui s'impose avant tout, l'attachement traditionnel que l'Irlandais professe pour la terre, le peu d'industrie dû en partie aux coups qui ont été jadis portés à celle-ci par les lois anglaises, la concurrence qui résulte de l'abondance de la population agricole, font qu'il y a toujours quantité de preneurs pour la moindre parcelle de terrain et permettent aux fermiers généraux de morceler à l'infini les fermes ainsi que d'en élever impunément le prix de location. On a vu des domaines donnés à bail à l'un d'eux se trouver rapidement entre les mains de vingt-cinq ou cinquante individus. On a même cité le cas d'un domaine de 400 acres occupé par

¹ Roscher, op. citat., p. 265.

600 hommes, pour le plus grand profit du *middleman*. Et si l'on songe qu'il peut y avoir parfois, entre le fermier principal et les tenanciers, quatre ou cinq intermédiaires vivant de la même spéculation, on comprend à quel degré d'exploitation et par conséquent de misère, peut se trouver réduit le cultivateur irlandais.

Quant aux régisseurs, ils pratiquent pour le compte du propriétaire le même genre d'opérations. Ils n'attendent d'ailleurs que le moment où, ayant acquis quelque fortune, ils pourront devenir fermiers principaux. Le landlord le verra de très bon œil, car il sera assuré d'un revenu peut-être plus faible, mais en tous cas beaucoup plus assuré.

Sous ce régime, il est évident qu'on ne peut attendre du *tenant* aucune amélioration foncière ou culturale ; il n'a pas de capitaux et le crédit lui fait défaut parce que sa tenure est généralement trop précaire pour offrir une garantie suffisante aux prêteurs et qu'au surplus l'absentéisme raréfie le numéraire. En outre, ce serait augmenter la valeur de la terre et le propriétaire ou l'intermédiaire peut en profiter pour exiger une augmentation de la rente. Le *cottier* n'arrive donc à payer son fermage qu'en luttant contre la faim et la pauvreté. Pour peu que l'année soit mauvaise, il ne peut s'acquitter de ses obligations. Alors, s'il est victime d'une « éviction », que l'Irlandais regarde comme un abus de pouvoir, parce qu'il sait qu'à l'origine il avait sur sa tenure un droit de copropriété, il n'hésite pas à recourir aux moyens les plus violents. Nombre de *landlords* ou de *middlemen* ont payé de leur vie les mesures d'expulsion qu'ils avaient ordonnées, sans qu'on ait jamais pu

découvrir les auteurs de ces crimes agraires dont le peuple ne manque pas d'entraver la répression.

Sans doute, il y a des propriétaires qui comprennent leurs devoirs, qui, au lieu d'aller dépenser au loin les revenus du sol, résident dans l'île, encouragent les fermiers et participent largement aux dépenses que nécessitent les améliorations¹. Mais ils ne constituent qu'une minorité et il arrive souvent que l'habitude des substitutions et des majorats paralyse en grande partie leurs bonnes intentions.

Voici quelques chiffres à l'appui des faits que nous venons d'énoncer :

En 1881, 2793 propriétaires possédant 3.760.822 acres, soit près du cinquième de l'Irlande² ne l'habitaient jamais ; 180 propriétaires possédant 1.368.347 acres, sans résider sur leurs domaines, y venaient de temps en temps ; enfin 584.327 acres appartenaient à des personnes morales³. Encore faut il tenir compte que, même si ses chiffres nous donnent le total des cas d'absentéisme, ils ne correspondent pas à la période où il fut le plus intense. Celle-ci se place en effet, semble-t-il, vers le milieu du siècle passé.

Ce pays a été et demeure encore un pays de grande propriété, malgré le mouvement continu de division que l'on constate depuis quelques années. En 1870, le sol était réparti entre 19.288 domaines⁴, soit un pour

1 Enquête de Commission royale nommée en 1880.

2 La superficie de l'Irlande, d'après le dernier chiffre officiel, est de 20.350.725 acres.

3 *Thom's official directory*, 1881. Cité par Fournier p. 52.

4 Report from the select committee on the Irish Land Act 1870, together

52 familles. Depuis cette époque, les mesures prises pour favoriser la constitution d'une classe de petits propriétaires ont élevé ce chiffre à 78.616 (1903), mais malgré ces progrès, la situation n'est pas encore satisfaisante à ce point de vue.

En ce qui concerne les exploitations, leur morcellement a été poussé à un degré incroyable, principalement dans le Nord, le Sud-Ouest et le Nord-Ouest. La grande enquête qui fut faite en 1880 l'a mis en relief. C'est ainsi, pour citer quelques exemples, que le domaine de lord Dillon comprenait 5.000 fermiers pour un revenu total de 26.000 livres, soit une rente moyenne d'un peu plus de 5 livres par tête ; 2,000 d'entre eux payaient un fermage inférieur à 2 livres. Dans le comté de Mayo, on comptait environ 10,000 fermes dont la redevance était égale ou inférieure à 4 livres ; il y en avait 17.000 dans le comté de Donegal, et à peu près autant dans celui de Galway ¹. Et ces faits devaient remonter à de longues années où, sans doute, ils étaient encore plus accusés. On peut juger combien cette situation était déplorable, surtout si l'on sait que la tenure considérée comme étant l'unité économique minima, c'est-à-dire nécessaire et suffisante à l'entretien d'une famille: ne peut jamais avoir dans ce pays, sauf dans des cas exceptionnels, une étendue de moins de 20 acres². Cependant,

with the proceedings of the committee minutes of evidence and appendix : *Parliamentary papers*, 1877, n° 328. Cité par Fournier, op. cit., p. 53.

1 Report of H. M. commissioners of inquiry in the working of the Landlord and Tenant Act. 1870. — Enquête de 1880, nos 32, 142, 151. (Cité par Fournier, op. cit., p. 54.)

2 V. notamment Béchaux : *La question agraire en Irlande*, p. 85 et s.

là encore, nous constatons des progrès; on peut en juger par le tableau suivant¹:

ANNÉES	Tenures de 1 à 5 acres	Tenures de 5 à 15 acres	Tenures de 15 à 30 acres	Tenures au dessus de 30 acres
—	—	—	—	—
1841	310.436	252.799	79.342	48.625
1851	88.083	191.854	141.311	149.090
1861	85.469	183.931	141.251	157.833
1871	74.809	171.383	138.647	159.303
1881	67.071	164.045	135.793	159.834
1891	63.464	156.661	133.947	162.940
1901	62.855	154.418	134.091	164.483
1903	62.292	154.631	134.308	164.527
	—	—	—	—
Résult.:	—258.144	—98.168	+54.966	+115.902
%	79.9	38.8	69.3	238.5

¹ Nous avons exclus de ce tableau les tenures de moins d'un acre qui sont presque toutes de petits jardins ou des carrés loués par des ouvriers agricoles.

Voici quelques détails pour la dernière année dont les chiffres nous soient connus (1903) :

Etendue des tenures	Occupants	Prop. p. 100	Tenures	Prop. p. 100	Superficie	Prop. p. 100
—	—	—	—	—	—	—
Au-dessous de 1 acre	73.926	13.6	74.890	12.7	37.445	0.2
De 1 à 5 acr.	55.771	10.2	62.292	10.5	186.816	0.9
5 à 15 »	137.832	25.3	154.631	26.2	1.546.310	7.6
15 à 30 »	121.273	22.3	134.308	22.7	3.021.830	14.8
30 à 50 »	67.897	12.5	74.366	12.6	2.974.640	14.6
50 à 100 »	54.108	9.9	57.446	9.7	4.308.450	21.2
100 à 200 »	22.763	4.2	23.058	3.9	3.458.700	17.0
200 à 500 »	8.856	1.6	8.141	1.4	2.849.350	14.0
Au dessus de 500 acres	2.199	0.4	1.516	0.3	1.967.024	9.7
	544.625		590.648 ¹		20.350.725 ²	

Tous les progrès que nous avons signalés sont le résultat de nombreuses interventions législatives dûes aux crises économiques et aux mouvements agraires engendrés par l'état misérable de l'Irlande. Les premières de ces réformes datent de 1860, les dernières de 1903. Le but qu'elles ont poursuivi est double : les unes visent

à améliorer les relations entre les *landlords* et les tenanciers, notamment en déterminant les conditions de la tenure, de manière que ceux-ci ne soient plus abandonnés au bon plaisir de ceux-là ; les autres, à faciliter aux fermiers l'acquisition des biens qu'ils cultivent. Il suffit de les mentionner ; leur étude ne serait pas à sa place ici.

CHAPITRE II

L'ECOSSE

L'aristocratie écossaise acquit au cours du XVIII^e siècle, au moyen d'iniques spoliations, d'immenses étendues de terre qui étaient jusqu'alors propriété collective des membres des *townships*, c'est-à-dire des clans. Ces riches *landlords* ne tardèrent pas à se désintéresser de leurs biens ainsi que du sort des individus qu'ils avaient expropriés et qu'ils ne considérèrent plus que comme de simples tenanciers *at vill*¹. Ils allèrent en Angleterre, et principalement à Londres, mener une vie élégante et souvent oisive, après s'être déchargés des soins de l'exploitation de leurs domaines sur des « *facteurs* » sortes d'intendants.

Quand les villes flamandes commencèrent à acheter en Grande Bretagne les laines destinées à la fabrication du drap, les agents des propriétaires persuadèrent à ceux-ci de développer l'élevage du mouton, plutôt que

1 C'est-à-dire n'occupant le sol que pendant le temps qu'il plaisait aux propriétaires de les y laisser.

de laisser leurs terres entre les mains d'une population inhabile, trop dense et qui payait assez mal la rente. Les landlords les écoutèrent. La plupart des fermiers de l'intérieur furent expulsés¹ et entassés le long des côtes. Cette concentration sur des espaces très resserrés et la croissance rapide de la population, qui arrivèrent à diviser à l'infini les exploitations, les conduisirent au paupérisme. Pendant tout le xix^e siècle, ils menèrent une vie des plus misérables. La pêche, la chasse des oiseaux de mer, l'extraction de la soude du varech ne constituèrent pour eux que de médiocres ressources et encore cette dernière industrie périlita-t-elle rapidement dès que les droits à l'entrée, qui constituaient en sa faveur une véritable protection, furent abaissés, en 1822, de 15 shellings le boisseau à 2 shellings, pour être, peu après, abolis. Les seuls remèdes qu'on apporta à la situation consistèrent dans la réorganisation de l'assistance et les facilités qui furent données aux Ecossais des districts surpeuplés pour émigrer; on en transporta même de force en Australie et au Canada. Ces mesures ne produisirent que peu de résultats.

L'industrie de l'élevage n'a fait que décliner depuis 1872 parce que le cours des laines cheviots a baissé de-

¹ Les expulsions du Sutherlandshire sont demeurées tristement célèbres. Elles se poursuivirent de 1807 à 1829. Au nombre des actes de cruauté les plus révoltants qui furent commis il faut citer les incendies, les « brûleries ». Pour chasser les paysans de leurs demeures on n'hésita pas à y mettre le feu sans même leur donner le temps d'emporter ce qui leur appartenait. On arriva à brûler en un seul jour jusqu'à 250 maisons. En 1729, le comté était à peu près complètement dépeuplé. V. Mackenzie (J.): *History of the Highland Clearances*, Inverness, 1883.

puis cette époque d'une façon considérable et dans la proportion de 65 o/o en dix ans. En présence de ces mécomptes, beaucoup de propriétaires ont fait de leurs terres à pâture des *deer forests*, des chasses à daims, ce qui seconde leurs habitudes d'absentéisme et leur permet de tirer de ces biens, par la location, un revenu assez faible en soi, mais considérable au total, à cause de l'étendue de leurs propriétés. Un mouvement de retour à la culture proprement dite se dessine cependant depuis quelques années. Ces grands domaines¹ incultes, où ne poussent que des herbes sauvages et des buissons, couvraient encore en 1891 une superficie de 2.572.133 acres², donnant un revenu de 120.883 livres sterling.

Cette transformation n'a que dans une faible mesure amélioré la condition des tenanciers de l'intérieur car si les sportsmen et les grands propriétaires, qui viennent dans le pays à l'époque de la chasse, en prennent un certain nombre à leur service, et, par les salaires relativement élevés qu'ils leurs donnent, soulagent ainsi une partie de la population besoigneuse, ce n'est là

1 Le new domesday-book, confectionné en 1872, nous donne les chiffres suivants qui nous montrent combien la concentration de la propriété est prononcée en Ecosse. Pour un territoire de 7.673.000 hectares, on ne trouve que 132.000 propriétaires ; 113.000 d'entre eux possèdent moins d'une acre chacun, si bien que la presque totalité du sol est entre les mains de 19.000 propriétaires. Parmi ces derniers 24 possèdent plus de 40,500 hectares. Le duc de Sutherland, qui est le plus grand terrien du Royaume-Uni, possède en un seul bloc plus de 300.000 hectares.

2 Return of particulars of all Deer Forest and Lands exclusively devoted to sport in Scotland, 5 août 1891.

qu'un palliatif et qui ne profite en aucune manière à ceux qui vivent le long des côtes.

Aussi les uns et les autres n'ont-ils cessé de protester contre la situation qui leur était faite, d'autant plus qu'ils savent que leurs aïeux ont été jadis plus heureux qu'eux. Ce n'est que devant leur attitude menaçante et dans la crainte d'un mouvement insurrectionnel que le législateur est intervenu en leur faveur par le Land Act de 1886.

CHAPITRE III

L'ITALIE

L'absentéisme sévit en Italie avec une intensité particulière dans la Campagne romaine, la Sicile, les Calabres, la Basilicate et la Pouille.

L'*agro romano*, vaste territoire triangulaire que limitent au nord les chaînes secondaires des monts Sabbatini, à l'est les monts Curniculani, Tiburtini, Tusculani, et que borne la mer à l'ouest et au sud, a une superficie d'environ 208.000 hectares. Le sol est divisé en un très petit nombre de propriétaires : 204 d'après le recensement spécial de 1871 ¹. Huit propriétaires possèdent à eux seuls 100.000 hectares, et parmi ces derniers, 4 sont possesseurs d'une étendue totale de 70.000 hectares ², ce qui fait pour chacun une moyenne de plus de 18.000 hectares. En outre, 13 propriétaires de 2.000 à 5.000 hectares occupent une surface de 40.000 hectares. Enfin, les 183 autres terriens se partagent 60.000 hectares.

¹ *Notizie statistiche* publiées par la Direction du Recensement. Rome 1871.

² Werner-Sombart : *Die römische campagna*. Trad. ital. de Jacobi : *La Campagna Romana*. Turin 1891.

La terre appartient surtout à des membres de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie, rarement à des personnes morales. Ces grands propriétaires habitent constamment Rome et louent leurs biens soit à des métayers, soit à des fermiers, soit le plus souvent à des fermiers généraux appelés *mercanti di campagna*. Ces derniers qui ne sont même pas au nombre de cent ¹, mais qui détiennent la plus grande partie des terres et sont souvent à la tête d'exploitations immenses ², sont des entrepreneurs agricoles. Ils appartiennent à la bourgeoisie romaine et forment une association influente et très fermée. Ils vivent en général dans la capitale la plus grande partie de l'année, car il ne se réservent guère que l'administration financière de l'entreprise et se reposent eux-mêmes sur des intendants des soins culturaux.

Pour tirer parti des fonds qu'ils ont loués pour une durée de six, neuf ou douze ans, ils les divisent en trois parties. La première et la seconde ne se composent que de pâturages : l'une est réservée à la *mandria du mercante*, c'est-à-dire à l'ensemble de ses troupeaux qui paissent en toute liberté dans la campagne sous la surveillance d'un *capo-vergato* (pâtre en chef) assisté de *vergari*; l'autre est sous-louée aux montagnards des Apennins, dont l'unique industrie consiste dans l'élevage du mouton et qui viennent y faire hiverner leur bétail. La troisième partie assez faible relativement aux deux précédentes, se

¹ Werner-Sombart. op. citat., p. 83.

² D'après Werner-Sombart la moitié de l'agro romano est affermée à dix d'entre eux, ce qui donne une moyenne de 10.000 hectares pour chacun. L'exploitation Ferri dépasse toutes les autres (près de 15.000 hectares).

compose de terres à céréales ; elle est tantôt cultivée par des journaliers que recrutent à l'époque des travaux des tâcherons (*caporali*), tantôt exploitée par des colons partiaires ou des fermiers.

Les propriétaires ne peuvent être que satisfaits de ce système. En effet, l'hectare dont la valeur vénale est de 485 francs en moyenne, leur rapporte annuellement 28 francs environ, déduction faite des impôts et des frais d'administration, ce qui constitue un revenu foncier de 6 %. En outre, ils sont assurés de toucher régulièrement le montant des loyers, puisque leurs fermiers principaux sont des capitalistes. Par contre, les inconvénients de ce système pèsent d'une façon très lourde sur le paysan que la *malaria*, à elle-seule, réduit déjà à une condition des plus misérables.



La Sicile n'a cessé d'être depuis l'époque romaine la terre classique du *latifundium*. C'est-à-dire qu'elle est aussi celle de l'absentéisme. Cependant la petite propriété n'y est pas, comme dans la Campagne romaine, absolument inconnue : elle forme quelques îlots épars, principalement sur les versants septentrional et occidental de l'île. Parmi les 1.500 grands propriétaires que compte ce pays, d'après la statistique de 1881, un certain nombre d'entre eux vivent dans les grandes cités de l'Italie continentale ou à Palerme ; les autres qui constituent la majorité, habitent les petites villes de cette province. Mais les uns et les autres ne s'occupent pas de la

culture de leurs vastes domaines¹ ; pour les exploiter il les afferment à des *gabellotti* dont le rôle est analogue à celui des *mercanti di campagna*.

Le *gabellotto* garantit au propriétaire un revenu fixe, qu'il lui paie presque toujours d'avance, et presse ensuite de son mieux le cultivateur. Cette forme d'amodiation, à laquelle ont souvent recours les personnes morales et notamment les bureaux de bienfaisance, se nomment « *affito appalto* ». Les baux sont conclus pour une assez faible durée, trois ou six ans, car les latifondistes veulent profiter de la hausse constante des fermages. Dans ces conditions, il ne peut être question d'améliorations de la part du grand fermier sicilien. Celui-ci divise généralement le fonds en trois parties. Sur la première consacrée aux industries fourragères et la plus étendue il élève des troupeaux de gros et de menu bétail. La seconde et la troisième sont réservées à la culture des céréales. Il fait cultiver l'une par des journaliers (*braccianti*) auxquels il paie des salaires de famine pour des travaux excessifs² ; quant à l'autre, il la morcelle par lots de 3 à 5 hectares qu'il répartit souvent par voie de tirage au sort et sous-loue à des tenanciers. Les *borgesi* (car tel est leur nom), sont parfois de minuscules propriétaires fonciers. Les conventions qu'ils concluent avec le *gabellotto* peuvent se ramener aux deux types suivants :

¹ Les propriétés de 10.000 hectares ne sont pas rares en Sicile.

² On a vu parfois des moissonneurs ne toucher pour des journées de 15 ou 16 heures que 75 centimes. Di san Guiliano : *Le condizioni presenti della Sicilia*. Milan, 1896.

Il y a d'abord le contrat de *terratico*. Le cultivateur (*terraticchiere*) doit donner au fermier principal pour chaque *salma*¹ de terre trois ou quatre *terraggi* ou *salme* de grain². Tous les cas fortuits sont mis à sa charge ; il doit, en toute hypothèse, payer la redevance stipulée, sans pouvoir invoquer aucune excuse, même si la totalité de la récolte vient à être détruite par la grêle ou tout autre événement imprévu³.

La seconde forme de convention s'appelle *metateria*. Le *metatiere* est alors tenu de remettre soit les deux tiers soit les trois quarts de la récolte ; suivant qu'il a ou n'a pas à restituer les semences que le *gabellotto* lui a avancées.

À côté de ces obligations principales, assez lourdes par elles-mêmes, il y a des sortes de corvées et des redevances accessoires auxquelles le *borgese* ne peut, en fait⁴, se soustraire. Ces survivances des usages féodaux, qui arrivent à rendre ces conventions léonines, portent le nom très expressif d'*angherie* (extorsions). Tels sont le droit de *sfrido*, destiné à compenser les déchets que produisent au vannage les grains, le droit de *maccherone* ou de *cuccia* qui contribue à rétribuer le garde particulier (*campiere*), et d'autres encore.

Il arrive souvent que le tenancier, en attendant la récolte, ait besoin, soit d'argent pour payer ses impôts ou faire quelques achats, d'outils, par exemple, soit de

1 et 2 La *salma*, mesure agraire, équivaut à 1 hectare 7460, et la *salma*, mesure de capacité, à 2 hectolitres 75.

3 P. Villari : *La Sicilia e il socialismo*. Milan, 1896.

4 Baer : *Il latifondo in Sicilia*. Nuova Antologia, 1883 (n° d'avril).

grains pour vivre et nourrir sa famille. C'est tout naturellement au fermier général qu'il s'adresse. Celui-ci ne manque pas l'occasion d'exercer l'usure envers lui, et quelle que soit la nature de l'avance consentie, l'intérêt exigé est rarement inférieur à 25 % par an. Est-il besoin de dire que, dans ce cas, la ruine complète de l'emprunteur ne se fait pas beaucoup attendre ?

Ajoutons que l'état malheureux, dans lequel se trouve le paysan sicilien, surtout depuis la crise agricole, et la quasi-servitude qui pèse sur lui, ne font qu'empirer au fur et à mesure que la population augmente.

*
* *

C'est un spectacle analogue à ceux que nous venons de voir que nous offrent les Calabres. Il est même plus triste et l'on a pu dire que « transporter dans ce pays le régime de l'*agro romano* constituerait un immense progrès »¹. Voici, résumée d'une façon succincte, mais très expressive, la situation agricole de cette région : « En haut, à la sphère supérieure, de grands propriétaires.... inaccessibles en leur absentéisme, et ne connaissant souvent leurs terres que par le revenu qu'ils en tirent ; à un degré au-dessous d'eux des entrepreneurs de fermages, forts de leur situation d'intermédiaire et en abusant, non moins indispensables à ceux qui les emploient qu'à ceux qu'ils emploient, laissant espérer aux propriétaires de la terre que les redevances afflueront à leur cassette avec la ponctualité d'un coupon de rente

¹ Pavese (L.) : *Terre incolte d'Italia*. 1899, p. 85.

et prétendant d'autre part édicter eux-mêmes la loi de l'offre et de la demande sur le marché de sueurs humaines où ils sont attendus comme clients ; puis en descendant encore d'un échelon, voici venir les fermiers sous-adjudicataires, les petits colons acceptant des conditions onéreuses de sous-location, sans savoir s'ils seront en mesure d'y faire face ; enfin, tout en bas, les journaliers sollicités par la faim de mettre leurs bras au rabais »¹. Pour arriver à payer leur redevance, qui est tantôt en argent et tantôt en nature, suivant qu'il s'agit de pâturages ou de terres arables, le colon et le fermier se voient obligés de travailler une partie de la nuit. S'ils manquent d'exactitude à l'échéance, le fermier général en profite pour leur demander des intérêts moratoires extrêmement élevés. D'améliorations agricoles, il ne peut évidemment en être question : les seules dépenses que font dans le pays les latifondistes, consistent à s'arrondir, en achetant quelques parcelles aux minuscules propriétaires presque aussi malheureux que les prolétaires ruraux. C'est ainsi que dans toute la province de Catanzaro, on ne peut citer qu'un seul grand propriétaire qui ait eu le sentiment très net de ses devoirs comme de son propre intérêt, et qui ait tout à la fois fait un sort meilleur aux cultivateurs et perfectionné, pour son plus grand profit, les méthodes d'exploitation de ses domaines. C'est le baron Barraco qui n'a malheureusement pas eu d'imitateurs. Les paysans n'ont qu'un seul moyen

¹ Goyau (G.) : *Le régime de la propriété dans les Calabres*. Revue des d. mondes. 1^{er} janvier 1898, page 93.

² Goyau (G.) : *Ibid*, p. 100.

de se soustraire à la vie de misère à laquelle ils sont condamnés : c'est l'émigration. En 1895, 17.000 Calabrais ont quitté leur pays natal. Depuis cette époque ce mouvement s'est atténué, mais les émigrants se chiffrent encore annuellement par plusieurs milliers.

..

Si nous voulions décrire la situation de la Basilicate et de la Pouille, nous ne pourrions que nous répéter inutilement. Mieux vaut dire qu'elle est semblable à celle des Calabres. Toutefois, tandis que celles-ci n'ont pas connu de troubles agraires, la Pouille en a été le théâtre principalement au cours de l'année 1901, ce qui dénote vraisemblablement une condition encore plus lamentable des classes rurales.

CHAPITRE IV

LA ROUMANIE

En Roumanie, la dernière enquête, faite par le ministère des Finances, en 1906, fixe l'étendue totale du territoire agricole à 7.968.296 hectares, déduction faite des forêts (2.755.755 hectares), des vignobles (97.873 hectares), des terres cultivables appartenant à l'État (400.000 hectares) et de celles qui constituent le domaine de la couronne (59.000 hectares). La grande propriété de 100 hectares et au dessus en occupe 3.787.192; la moyenne de 10 hectares à 100,861.409; la petite, 3.319.695. Cette dernière est cultivée directement par 1.015.302 petits propriétaires ¹, mais la culture extensive étant la seule pratiquée, il arrive souvent que leurs modestes héritages n'arrivent pas à les faire vivre. Ils sont souvent obligés de cultiver la terre d'autrui, comme journaliers ou métayers, en même temps que la leur, afin d'assurer leur subsistance et celle de

¹ Cette statistique a été faite par M. Capitaneano, secrétaire général du ministère à l'occasion de la dernière enquête agricole faite en 1905-1906, (Cité par Tasca : *Considérations relatives à la propriété rurale en Roumanie*, p. 103.)

leurs familles. La moyenne et la grande propriété sont concentrées principalement entre les mains des boyards. Or, malgré les impôts spéciaux qui frappent les absentéistes, cette aristocratie vit presque constamment à l'étranger et abandonne ses domaines à des fermiers israélites ou grecs qui lui avancent souvent plusieurs années de fermage, en sorte qu'elle dépense ses revenus bien avant que ne viennent les récoltes qui doivent les donner. Ces fermiers généraux ne cultivent pas le sol; ce sont, comme les *middlemen* d'Irlande, des capitalistes et des exploiters. Organisés en trusts, ils imposent aux paysans, pour qui la terre est l'unique ressource, toutes leurs volontés; ils leur arrachent le double ou le triple de ce qu'ils ont à donner au propriétaire, en recourant soit au salariat soit au métayage.

Dans le premier cas ils versent par anticipation une somme d'argent aux cultivateurs qui en arrivent, pendant la mauvaise saison, à vendre leur travail de l'été à raison de 0,20 ou de 0,30 centimes la journée, et qui parfois se sont même engagés pour de longues années. C'est donc, malgré la loi d'émancipation de 1864¹ une sorte de servage qui se rétablissait en fait, lorsque le législateur est intervenu en 1882, a interdit les contrats de ce genre d'une durée de plus de deux ans et en a ordonné la confection par écrit devant les autorités locales. En

¹ En droit, l'affranchissement des paysans roumains, serfs jusque là, date de 1746, mais, en fait, on peut considérer qu'ils demeurèrent tels jusqu'à la loi de 1864 qui leur reconnut, en principe, un droit de propriété sur la portion de terres qu'ils avaient le droit de cultiver d'après les lois en vigueur à ce moment, et supprima les corvées et redevances, le tout moyennant une indemnité à payer aux boyards.

1893, il a décidé que le salaire pour lequel le paysan s'oblige à travailler, à la journée ou à forfait, pour le labourage, les semailles, le fauchage la moisson et le battage ne pourrait pas être fixé pour plus d'une année.

Dans le second cas, il exige du coton partiaire des prestations exagérées par rapport à l'étendue des terres qu'ils leur louent, en multipliant, comme le font en Italie les *gabelotti* siciliens, les redevances accessoires.

Le petit cultivateur, pas plus ici que dans l'hypothèse précédente, ne peut songer, au moment où il meurt de faim pour ainsi dire, à fixer des conditions et il accepte tout ce qu'on lui propose. Aussi la loi précitée de 1893 a-t-elle disposé que les baux des pâturages et des terres labourables ne pourraient avoir une durée supérieure à cinq ans.

L'État, propriétaire de la cinquième partie du sol du pays, s'est d'ailleurs comporté de la même façon que les boyards. « Il a cherché, dit M. Haret, ancien ministre de l'Instruction publique de Roumanie »¹, par tous les moyens à augmenter le plus possible les loyers de ses terres ; il s'est réjoui de cette augmentation sans se donner la peine de chercher quels sont les moyens employés par les fermiers dans leur exploitation. S'il avait fait cette investigation, il aurait observé que la production du sol étant limitée, c'étaient les paysans qui devaient payer ces frais par leur travail. En effet, tout le monde sait combien sont devenues onéreuses les

¹ Haret : *La question paysanne*. Bucharest, 1905. (Cité par Tasca, op.cit.)
V. aussi *Journal des Temps*, 19 mars 1907.

conventions agricoles dans ces derniers quarante ans. Tout le monde sait, que ceux qui se présentent pour prendre en fermage un domaine de l'Etat, ne se donnent jamais la peine de régler leur offre d'après la production de la terre, car chacun compte sur la hausse des conventions agricoles. »

Signalons encore ici l'agitation agraire, qui se manifeste depuis plusieurs années dans ce pays et qui a sa cause dans les abus et l'oppression exercés sur les cultivateurs par les intermédiaires.

CHAPITRE V

LES ÉTATS-UNIS

On peut relever aux Etats-Unis des tendances à l'absentéisme. Dans ce pays neuf, où domine la culture extensive, la terre est encore à très bas prix : la valeur moyenne de l'hectare, déduction faite de la part afférente aux cheptels, aux machines agricoles, aux outils et aux bâtiments, est d'environ 200 francs (15 dollars 59 cents l'acre). Beaucoup de spéculateurs en achètent d'immenses surfaces dans le but de les revendre plus tard et de réaliser par là de sérieux bénéfices, le sol acquérant sans cesse une plus-value considérable, à mesure que la population augmente de densité et que la colonisation de régions moins fertiles et plus éloignées fait hausser la rente foncière. « De grandes quantités de terres de la nation sont possédées, dit un document officiel de l'Iowa, par des citoyens des nations étrangères qui ne doivent aucune allégeance à notre gouvernement. Le revenu de ces terres accroît la richesse des autres pays et la continuation de ce mal amènerait l'introduction des systèmes étrangers du *land-lordisme* opprimant ainsi l'intérêt du travail de notre

pays »¹. On a vu en effet des Américains, mais très souvent aussi des capitalistes européens et notamment des Anglais, se rendre acquéreurs de 50.000 ou de 100.000 hectares et même davantage, pour se livrer à cette spéculation, et des sociétés étrangères accaparer des millions d'hectares dans le même but.

Sous la pression de l'opinion publique qui s'en était émue, le législateur a dû intervenir. Une loi fédérale du 3 mars 1887, a décidé que l'accès de la propriété immobilière serait permis seulement aux citoyens de l'Union ou aux individus qui se feraient naturaliser, et interdit aux sociétés dès que plus de 20 0/0 de leur capital appartiendrait à des étrangers. D'autre part, les lois particulières des Etats se sont montrées encore plus rigoureuses.

Ce sont là, sans doute, des remèdes contre les inconvénients qui pourraient résulter de l'extranéité d'un certain nombre de grands propriétaires fonciers, individus ou sociétés, bien qu'il soit permis de douter de leur efficacité absolue à cause de la facilité avec laquelle on peut obtenir la naturalisation et, par conséquent, éluder ces dispositions législatives. Mais il fallait aussi prévenir l'absentéisme qui pouvait dériver de la constitution de puissantes sociétés nationales. La loi y a pourvu. Il est interdit à toute société, exception faite cependant pour les compagnies de chemin de fer, de posséder plus de 5.000 arpents de terre. Celles dont les domaines sont plus étendus sont tenues de se conformer à la

¹ Cité par Bernard (F.): *Nouveau dictionnaire d'Economie politique* de Léon Say et Châilley-Bert, v^o absentéisme.

loi dans un délai de dix ans. On pouvait également prendre des mesures analogues vis-à-vis des particuliers, vis-à-vis des grands terriens indigènes. Rien n'a été fait à ce point de vue. A vrai dire, les immenses *latifundia* qui se sont constitués depuis quelques années dans l'Iowa, au Minnesota, au Dakota, au Texas et en Californie, n'ont pas eu cependant une répercussion aussi considérable qu'on aurait pu croire, sur la répartition générale de la propriété par suite d'un mouvement inverse de morcellement qui se produit en d'autres régions. Les tableaux suivants en sont la preuve :

Étendue moyenne des exploitations agricoles (en hectares)

depuis 1850 jusqu'à 1900

RÉGIONS	1850	1880	1890	1900
—	—	—	—	—
Atlantique-Nord.	45.4	38.1	38.1	38.6
Atlantique-Sud.	150.6	63.0	53.4	43.4
Centre-Nord.	57.3	48.8	53.3	57.8
Centre-Sud.	116.4	60.2	57.6	62.2
Ouest.	278.0	125.2	129.6	154.4
<i>Moyenne générale :</i>	91.0	53.5	54.6	58.6

*Répartition des exploitations d'après leur nombre, leur étendue,
et leur valeur en 1900*

Contenance	Nombre	Prop. %	Surface (hectares)	Valeur moyenne par exploitation
—	—	—	—	—
De < 0 à 1.2 hect.	41.882	0.7	32.000	11.059.300
De 1.2 à 4 hect.	225.564	4.0	561.000	5.723.900
De 4 à 8 hect.	407.012	7.1	2.283.000	5.464.900
De 8 à 20 hect.	1.257.785	21.9	16.602.000	6.630.400
De 20 à 40 hect.	1.366.167	23.8	39.440.000	12.944.820
De 40 à 70 hect.	1.422.328	24.8	77.075.000	20.939.140
De 70 à 104 hect.	490.104	8.5	41.305.000	32.690.980
De 104 à 200 hect.	377.292	6.6	51.874.000	42.983.640
De 200 à 400 hect.	102.547	1.8	27.151.000	60.699.240
Au-des. de 400 hect.	47.276	0.8	80.130.000	171.748.080
Nombre total, surface tot. et valeur moyenne générale	5.739.657		336.480.000	18.313.320

De ces chiffres¹, « il résulte d'abord, dit Pierre Leroy-Beaulieu, que le plus grand nombre des exploitations se trouvent comprises dans les contenances moyennes de 8 à 70 hectares. Les grandes exploitations (on ne peut appeler grande exploitation, en ce pays de

¹ Tirés des *census* décennaux mais traduits selon nos mesures françaises.

culture extensive, que celles dont la contenance dépasse une centaine d'hectares) ne forment que 9,2 pour cent de l'ensemble; elles occupent, il est vrai, près de la moitié de la surface totale : 159 millions d'hectares sur 336 millions; mais elles contiennent moins du tiers de la surface améliorée (*improvedland*) : 50 millions sur 166 millions d'hectares. La proportion de cette surface améliorée à la surface totale des exploitations est caractéristique : des neuf dixièmes pour les exploitations au-dessous de 8 hectares, elle tombe au quatre cinquièmes pour celles de 8 à 20 hectares, à un peu plus des deux tiers pour celles de 20 à 40, au trois cinquièmes pour celles de 40 à 104; elle est encore supérieure à la moitié pour celles de 104 à 200; pour celles de plus de 400 hectares, les terres améliorées ne forment plus enfin que le huitième, à peine, de la surface totale. Il ressort bien de là que les grandes et surtout les très grandes exploitations sont celles situées aux confins de la colonisation, en grande partie dans la zone aride, et sont consacrées au pâturage »¹.

Il faut aussi considérer la valeur des *farms*. « Elle est loin de croître proportionnellement à la surface. Chose curieuse, les exploitations d'une contenance inférieure à 120 ares ont une valeur moyenne supérieure à celles de 120 ares à 20 hectares : c'est que les premières sont pour la plupart des jardins maraîchers ou des vergers situés aux environs des villes. Il faut

¹ Leroy-Beaulieu (Pierre) : *Les Etats-Unis au xx^e siècle*. Paris, Colin, 1906, p. 90.

aller jusqu'aux' exploitations de plus de 100 hectares, pour trouver une valeur supérieure à 8.000 dollars ou 40.000 francs, tout compris, fonds, cheptel, bâtiments et outillage »¹.

Sans doute, la valeur et la proportion des petites et des grandes exploitations varie d'une région à l'autre, surtout si l'on oppose les Etats du Nord-Atlantique aux Etats de l'Ouest, les uns livrés principalement et depuis longtemps à la culture des céréales, les autres, pays d'élevage et de colonisation récente, mais, dans l'ensemble, il n'en reste pas moins vrai que nous ne voyons pas s'opérer aux Etats-Unis de concentration sérieuse de la propriété et qu'à l'heure actuelle, la terre se trouve « généralement entre les mains non d'opulents capitalistes, mais d'une nombreuse démocratie rurale »²,

Cette constatation nous fait pressentir que dans l'Union l'absentéisme agricole ne doit pas avoir une très grande importance. On sait cependant que les classes riches prennent de plus en plus l'habitude de résider soit dans les grandes villes du pays, soit dans celles de l'Europe, Londres et Paris notamment, pendant plusieurs mois chaque année. Ne serait-ce pas ce fait qui, dans les statistiques se traduirait par le recul du faire-valoir et les progrès du fermage et du métayage ?

Répartition des farms suivant leur mode d'exploitation

Années	Faire-valoir	Fermage	Métayage
1880	2.984.306	322.357	702.244
1890	3.269.728	454.659	840.254
1900	3.713.371	752.920	8.272.366

1 et 2 Leroy-Beaulieu (Pierre), op. cit p. 91.

Soit une proportion pour cent de :

1880	74.5	8.0	17.5
1890	71.6	10.0	18.4
1900	64.7	13.1	22.2

Il n'en est rien. Dans le sud, où ce phénomène est très marqué, il est le résultat d'un mouvement de division des exploitations qui remonte assez haut et dont voici les causes : « L'abolition de l'esclavage en donnant la liberté aux nègres ne leur a point donné de terres. Médiocrement capables de se conduire eux-mêmes, peu d'entr'eux ont colonisé dans l'Ouest. Comme, d'autre part, beaucoup ne sont pas laborieux et travaillent surtout irrégulièrement, leur emploi comme journaliers salariés a souvent donné des mécomptes. On a donc réparti entre eux comme fermiers ou métayers le sol de mainte plantation, et le métayage l'a emporté sur le fermage parce que la plupart des nègres n'ont ni assez de capitaux ni assez d'esprit d'ordre et d'économie pour faire de bons fermiers »¹. Dans les autres régions où cette tendance s'est manifestée, le rapport sur le *census* de 1900 déclare que les exploitants indirects ne se multiplient qu'en apparence aux dépens des propriétaires faisant valoir leurs terres. Ces derniers augmentent sans cesse, même ceux qui cultivent le sol de leurs propres mains. Si le nombre des fermiers et des colons partiaires s'accroît, c'est que ceux-ci proviennent des

¹ *Ibid*, p. 88.

ouvriers agricoles qui cherchent à sortir du prolétariat et pour qui la condition d'exploitant est vraisemblablement un acheminement vers la propriété.

La dernière statistique nous indique d'une façon détaillée quelle est, suivant le mode de tenure du sol, la proportion pour 100 des exploitations ¹ :

	Propriétaires exploitants	Propriétaires partiels	Prop. et ten. associés	Régiss.	Fermiers	Métayers
Atlant.-Nord	72.3	4.0	0.9	2.0	9.8	11.0
Atlant.-Sud	49.3	4.0	0.6	0.9	18.0	26.3
Centre-Nord	57.8	12.1	1.2	0.9	9.5	18.4
Centre-Sud	44.8	5.2	0.8	0.6	17.3	31.3
Ouest	69.6	10.1	0.6	3.1	7.7	8.9
	54.9	7.9	0.9	1.0	13.1	22.2

Pour avoir la part du faire-valoir direct, il faut évidemment additionner les trois premiers chiffres, et, pour avoir celle du faire-valoir total, les quatre premiers. Nous obtenons ainsi, dans le premier cas, une proportion de 63,7 0/0, dans le second, de 64,7 0/0. Il faut

¹ Les *census* les divisent en 6 groupes : *owners* ou propriétaires exploitant — *part owners* ou propriétaires partiels, c'est-à-dire exploitant des biens dont une partie leur appartient et dont l'autre est louée par eux — *owners and tenants* : le fonds est exploité par le propriétaire aidé de cultivateurs rétribués par une quote-part convenue des produits récoltés — *managers* ou régisseurs recevant un traitement fixe et exploitant pour le compte d'un individu ou d'une société — *cash tenants* ou fermiers — *share tenants* ou colons partiaires.

également noter que les tenanciers ne cultivent en général que des terres d'assez faible étendue. C'est ainsi que 49,7 o/o des fermes et 47,2 o/o des métairies n'ont pas 20 hectares; que 20,9 pour cent des premières et des secondes varient entre 20 et 40 hectares; que la proportion s'abaisse à 18,2 et 19,9 pour les fonds de 40 à 70 hectares, et à 10 pour cent des unes et des autres pour les domaines d'une étendue plus considérable. Ces chiffres confirment donc ce que nous avons avancé.

En conséquence, l'absentéisme n'est donc en ce pays qu'à l'état de tendances. Si les vastes domaines y sont nombreux, ils sont loin, économiquement parlant, de constituer autant de grandes propriétés et, en outre, ils sont dans une forte proportion soumis au faire-valoir.

Mais lorsque la population des Etats-Unis sera devenue très dense (elle progresse d'ailleurs rapidement), que la culture intensive prédominera, nombre de fonds étendus pourront être qualifiés, à juste titre, de grandes ou de très grandes propriétés. Il est permis de penser qu'en raison de leurs dimensions qui empêcheront les propriétaires d'exercer sur elles l'active surveillance nécessitée par cette nouvelle culture, en raison aussi des revenus très élevés qu'elles leur assureront sans souci ni soins, elles donneront naissance à des faits très marqués d'absentéisme, lesquels, à l'heure présente, ne sont en quelque sorte que sporadiques.

CHAPITRE VI

LA FRANCE

Il nous est difficile, même pour notre pays, d'indiquer avec quelque précision le nombre des propriétaires forains et les recherches que l'on peut faire à ce point de vue dans nos statistiques n'aboutissent qu'à des approximations.

L'enquête sur l'évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties faite en exécution de la loi du 9 août 1879 nous donne les renseignements suivants : Parmi les 14.234.237 cotes foncières rurales comprises dans les rôles de 1879, 5.582.753 sont foraines, c'est-à-dire se rapportent à des propriétaires qui ne résident pas dans la commune où sont recensés leurs biens ruraux. Or le nombre des cotes est, par suite de certains procédés administratifs¹, de beaucoup supérieur au nombre des propriétaires. Des calculs faits en 1851 et en 1879 ne laissent aucun doute à cet égard. Si donc

¹ M. de Foville (*Le morcellement*, Paris, 1887, p. 67) explique comment l'intérêt personnel des percepteurs les pousse à multiplier indûment les cotes.

on admet avec M. Flour de Saint-Genis qu'en considération du grand nombre « des cotes parasites que l'on peut constater par l'observation directe des rôles », on peut compter quatre cotes par propriétaire, le calcul nous donnera (5.582.753 : 4) 1.395.688 forains.

La statistique agricole de 1892 peut nous fournir aussi quelques indications.

D'une part, en effet, le nombre des exploitations de la culture indirecte, c'est-à-dire des fermes et des métairies, est ainsi fixé :

Métayage et colonat partiaire	349.338
Fermage et location	1.078.184
	1.427.522

Et, d'autre part, le nombre des cultivateurs exploitant pour autrui, déduction faite des régisseurs, des journaliers et des domestiques est de :

Fermiers et locataires de terres :				
Propriétaires	475.778	} 1.061.401	} 1.405.569	
Non-propriétaires	585.623			
Métayers et colons :				
Propriétaires	123.297	} 344.168		
Non-propriétaires	220.871			

Ces trois éléments d'appréciation appellent quelques observations.

En ce qui concerne les cotes foraines, il faut remarquer qu'un terrien peut ne pas résider dans la commune où il a ses propriétés, sans être pour autant un absentéiste : il suffit qu'il aille inspecter ses domaines à des intervalles suffisamment rapprochés et qu'il conserve la direction générale de leur culture. Dès lors, le chiffre auquel on aboutit est vraisemblablement trop élevé.

Quant au nombre des exploitations de la culture indirecte et à l'effectif de ses cultivateurs, il faut noter que beaucoup de propriétaires possèdent plusieurs métairies et fermes, plusieurs fermiers et métayers ; en conséquence, les forains ne doivent pas former un total aussi important.

Si l'on considère en effet que les exploitations tant directes qu'indirectes de la moyenne et de la grande culture s'élèvent à 849.789 et que celles de la petite propriété, à part quelques milliers d'entre elles, sont soumises au faire-valoir direct, avec M. Flour de Saint-Genis¹ on peut, au pis aller, ramener à un million d'individus le nombre des absentéistes.

« On compare souvent, dit l'auteur précité², l'état des populations rurales en France et en Angleterre, et l'on serait disposé à donner à la Grande-Bretagne la préférence sur notre pays. Il ne convient pas d'en décider

¹ Flour de Saint-Genis : *La propriété rurale en France*. p. 239.

² *Ibid.*, p. 239, 240 et 241.

ainsi d'une façon trop absolue, car l'ouvrier agricole anglais ne vaut notre paysan de France ni comme intelligence ni comme dignité morale ; ce n'est qu'une vail-lante bête de somme, a dit Taine, ce ne sera jamais un citoyen. Mais la bourgeoisie anglaise a sur la nôtre un avantage incomparable ; elle préfère l'industrie agricole à la carrière maussade du fonctionnarisme. Les rangs supérieurs de la société rurale sont honorés en Angle-terre par les plus grandes individualités de la naissance et de la fortune ; la vie agricole est aussi développée chez nos voisins qu'elle semble dédaignée chez nous. C'est une carrière, c'est presque une fonction. Le fer-mier français est un homme de pratique ; il paie de sa personne, travaille, laboure, charrie, moissonne ; le fermier anglais fait travailler et surveille. C'est plutôt un régisseur madré qu'un fin laboureur ; il ne s'occupe ni du bien-être ni de l'avenir de ses ouvriers qu'il paie le moins cher possible et qu'il exploite à merci. Le pro-priétaire anglais s'absente, voyage, dépense son revenu sur toutes les routes des deux mondes et vient, de temps à autre, se refaire, se reposer, reprendre haleine dans son *home*. Comme il a lui-même d'autres revenus que ceux de sa terre et que son fermier aussi est riche, la cul-ture ne souffre pas ; mais le mouvement ascension-nel n'existe pas qui fait de notre journalier le plus igno-rant un métayer, un fermier, puis un propriétaire. Et puisque le fermier français réussit si souvent, sans avances, sans crédit, par la seule puissance de son tra-vail et de sa ténacité, pourquoi ce million de pro-priétaires forains qui restent indifférents et routiniers ne s'efforceraient-ils pas de rivaliser avec les *landlords*

et de tripler la valeur de leurs héritages¹ ? Les propriétaires forains possèdent tous une certaine aisance, qu'ils soient dans l'industrie ou le commerce, ou qu'ils occupent des fonctions publiques ; ils ont avec l'intérêt immédiat d'améliorer leurs terres les ressources qui le leur permettent. La propriété donne des droits, mais elle impose des devoirs. Le premier devoir d'un propriétaire foncier est de réserver une partie de son temps et de ses capitaux à l'amélioration de sa culture ; il augmente ses revenus et contribue au progrès social ». Telle est, fort bien résumée, la question de l'absentéisme agricole en France.

Détenteurs de plusieurs millions d'hectares dont ils ne se préoccupent pas, ces forains vivent généralement à Paris ou dans nos grandes villes et ont recours pour exploiter leurs biens soit à des métayers, soit à des fermiers, soit même, mais beaucoup plus rarement, à des fermiers généraux. Voici quelques chiffres (v. page 70) destinés à fixer les proportions respectives des deux premiers modes d'amodiation et du faire valoir² :

¹ On pourrait dire que l'Angleterre proprement dite est un pays de contre-absentéisme. On constate que ce sont non seulement des revenus ruraux qui se déversent sur les campagnes mais souvent encore des revenus ayant une toute autre origine.

² Statistiques agricoles de 1882 (p. 316, 321, 324, 339 et 381) et de 1892 (p. 236, 354 et 396). Les fermiers généraux ne sont pas distingués des fermiers ordinaires.

Répartition des Exploitants de 1862 à 1892

Catégories d'exploit.	1862		1882		1892	
	Nombre	Prop. p. 100	Nombre	Prop. p. 100	Nombre	Prop. p. 100
Exploitants directs cultivant exclusive- ment leurs biens soit seuls soit avec l'aide de leur fa- mille, soit avec l'aide d'autrui.	1.812.573	41.3	2.150.696	51.4	2.199.220	52.5
Exploitants travail- lant en outre pour au- trui comme journal.)	1.134.490	25.9	727.374	17.4	588.950	14.0
Exploitants travail- lant en outre pour au- trui comme fermiers.)	648.836	14.8	500.144	11.9	475.778	11.3
Exploitants travail- lant en outre pour au- trui comme métayers.)	203.860	4.7	147.128	3.5	123.297	2.9
Fermiers non-pro- priétaires.	386.533	8.7	468.184	11.2	585.623	14.0
Métayers non-pro- priétaires.	201.527	4.6	194.448	4.6	220.871	5.3
Total :	4.387.819		4.187.974		4.193.739	

Le total des propriétaires exploitant eux-mêmes s'élève donc en 1862, 1882 et 1892 à 3.779.759 — 3.525.342 — 3.387.245 ; celui des propriétaires n'exploitant pas eux-mêmes à 1.440.756 en 1862, et à 1.309.904 en 1882. Dans l'enquête de 1892 on a renoncé à en évaluer le nombre.

Répartition des exploitations en 1882 et 1892 (1)

Modes d'exploitation	(1. NOMBRE)			
	1882		1892	
	Nombre absolu	Prop. p. 100	Nombre absolu	Prop. p. 100
Culture par propriétaires	4.324.917	78,76	4.190.795	74,6
Culture par fermiers	749.559	13,82	1.078.184	19,2
Culture par métayers	347.858	6,42	349.338	6,2
	<u>5.422.334</u>		<u>5.618.317</u>	

Modes d'exploitation	(2. SUPERFICIE)			
	1882		1892	
	Superf. absolue	Prop. p. 100	Superf. absolue	Prop. p. 100
Culture par propriétaires	19.380.089	59,77	18.324.400	52,8
Culture par fermiers	8.953.118	27,24	12.628.800	36,3
Culture par métayers	4.539.322	12,99	3.767.000	10,9
	<u>32.872.529</u>		<u>34.720.200</u>	

Les fermiers qui sont plus de 30.000 dans les Côtes-du-Nord (47.470), l'Ille-et-Vilaine (40.029), le Finistère (39.539), le Nord (38.932), le Pas-de-Calais (34.480), le Morbihan (34.001), la Manche (33.779), la Sarthe (30.861), et la Seine-Inférieure (30.526), forment dans le Nord et dans le Nord-Ouest de la France, ainsi que dans la Côte-d'Or, un ensemble plus considérable que celui des propriétaires-exploitants et des métayers.

1 Terres incultes et bois non compris.

Départements	Propri. exploitants exclusivement l. biens	Fermiers	Métayers
Aisne	14.577	15.874	155
Calvados	10.896	22.594	177
Côte-d'or	11.454	16.434	968
Côtes-du-Nord	21.181	47.470	3.930
Eure	10.712	17.037	162
Eure-et-Loir	13.663	19.265	361
Finistère	22.518	39.539	2.937
Ille-et-Vilaine	34.574	40.029	2.602
Loiret	17.953	20.553	1.690
Maine-et-Loire	16.189	27.763	4.497
Mayenne	6.780	18.329	6.394
Morbihan	24.994	34.001	3.962
Nord	10.350	38.932	1.752
Oise	11.881	15.299	64
Pas-de-Calais	7.807	34.480	610
Sarthe	14.516	30.861	1.106
Seine-Inférieure	8.191	30.526	84
Seine-et-Marne	9.214	11.840	118
Seine-et-Oise	15.887	17.186	360
Somme	3.516	27.430	901
Vendée	12.810	20.822	14.096

Le nombre des colons partiaires, qui dépasse 10.000 dans l'Allier, la Charente, la Dordogne, la Gironde, la

Haute-Garonne, les Landes, la Loire-Inférieure, le Lot-et-Garonne, les Basses-Pyrénées, la Saône-et-Loire, le Tarn, la Vendée, la Haute-Vienne, est, dans les deux départements suivants, plus élevé que celui des fermiers et des propriétaires cultivant exclusivement leurs biens :

Allier	12.191	8.702	17.073
Landes	19.032	2.914	19.592

Ailleurs, soit dans 64 départements, la prépondérance numérique appartient au faire-valoir direct, principalement dans les régions de l'Est, du Sud-Est, du Massif Central et des Pyrénées qui sont très généralement des pays de petite propriété.

Des chiffres que nous venons de citer on peut tirer une double indication : La première, c'est que le métayage n'a pas à l'heure actuelle une grande importance. La seconde, c'est que la culture directe, d'une façon générale, recule, ou, pour mieux dire, a reculé devant le fermage, bien qu'au sein de la classe des propriétaires exploitants le nombre de ceux qui cultivent exclusivement leurs fonds s'accroisse continuellement.

DEUXIÈME PARTIE

LES CAUSES

Les monographies et les enquêtes constituent les moyens les plus sûrs d'investigation dans l'étude des phénomènes économiques et sociaux et, par suite, ceux qui ont ici le plus de chances de saisir dans leurs véritables manifestations les causes et les conséquences de l'absentéisme agricole. Mais, pour pouvoir les apprécier avec certitude, il faudrait que ces enquêtes et ces monographies fussent nombreuses, très détaillées, faites à la même époque et dans des lieux très différents. On pourrait ainsi non seulement signaler les causes du phénomène que nous étudions, mais ce qui serait fort intéressant, mesurer très exactement l'importance de chacune d'elles, exception faite toutefois pour celles qui, ayant un caractère subjectif, ne peuvent se prêter à cette évaluation.

Si toutes les causes ne s'offrent pas d'elles-mêmes à l'observation directe, il en est cependant un grand nombre qui se manifestent d'une façon indubitable. Pour

les étudier, il est utile d'adopter une classification qui, exempte de subdivisions compliquées, puisse s'appliquer à toutes. C'est pour ce motif que nous les avons réparties en deux groupes : 1^o Causes politiques ; 2^o Causes économiques et sociales.

Cette division bipartite n'est pas dépourvue de tout inconvénient. Certaines causes sont en effet mixtes et, au point de vue de la pure logique, demanderaient à être rangées dans une catégorie spéciale, au lieu d'être classées d'après leur caractère apparent ; mais nous préférons sacrifier la rigueur de ce raisonnement à la clarté et à la simplicité.

CHAPITRE PREMIER

CAUSES POLITIQUES

Il arrive souvent qu'après avoir pris possession des terres du pays vaincu, les conquérants ne s'y fixent pas tous, soit que l'hostilité de la population leur rende le séjour désagréable ou dangereux, soit que leurs goûts, leurs habitudes ou leurs principaux intérêts économiques les ramènent dans la mère-patrie.

Sans vouloir insister sur ce point qui est connu, il est permis de rappeler qu'à Rome la grande propriété absentéiste, si elle fut facilitée par certaines mesures politiques eut pour origine première la conquête. Mais nous avons d'autres exemples moins éloignés de nous.

Les anciens Irlandais étaient partagés en *septs*, c'est-à-dire en groupe d'hommes assez rapprochés d'un auteur commun pour que leur parenté fut réelle ou put passer pour telle¹. Plusieurs *septs* formaient une tribu obéissant à un chef commun (*Ri*). En mettant à part les terres qui formaient son domaine viager, celles sur

1 Summer Maine : *Etude sur l'histoire des institutions primitives*, p. 232.

lesquelles les nobles (*flaiths*), les bardes, les historiens, les juges, les médecins avaient acquis un droit privatif de propriété ou de jouissance comme prix de leurs services, et enfin celles que les individus précités avaient louées à des tenanciers moyennant des redevances en nature et des corvées, le sol appartenait au peuple. Les forêts, les pâturages et les marais étaient laissés au libre usage de chacun. Le terrain cultivé, *tribeland*, c'est-à-dire territoire de la tribu, était au contraire divisé entre les *septs*. Dans chacun d'eux, il était réparti entre les hommes libres qui n'occupaient leur lot que pour un temps : tous les deux ou trois ans, il était procédé à un nouveau partage (*gavelkind*).

Après la conquête de l'Irlande, les Anglais ont fait tous leurs efforts pour y introduire leurs institutions, leurs mœurs et jusqu'à leurs croyances.

Ils ont voulu tout d'abord imposer à ce peuple les règles de sa féodalité. Souvent ils obligèrent les chefs à remettre leurs biens au roi d'Angleterre qui les leur concédait aussitôt en fiefs. Mais le nouveau vassal, après avoir prêté l'hommage et reçu l'investiture, se souciait fort peu des dispositions de la législation féodale et gardait ses habitudes.

Les Plantagenets essayèrent alors d'un autre moyen. Ils attribuèrent les immenses étendues de terres dont ils avaient, après chaque révolte, dépouillé les *septs*, à un certain nombre de leurs barons, pensant que ceux-ci formeraient une classe de seigneurs-propriétaires à l'entière discrétion de la royauté. Mais, soit que « tombant sous le charme du génie celtique ils fussent devenus

plus irlandais que les Irlandais eux-mêmes¹ », soit que las de lutter contre les traditions de ce peuple qui ne cessait, en ce cas, de les poursuivre de sa haine, cette tentative de colonisation échoua. La monarchie anglo-normande eut beau, par le célèbre statut de Kilkenny rendu sous Edouard III, en 1367, défendre, sous peine de mort et de confiscation, à tout sujet anglais d'adopter les mœurs irlandaises, de se conformer aux vieilles lois brehonnnes, de prendre des Irlandaises pour femmes ou même pour maîtresses, de leur confier l'éducation de leurs enfants, de parler la langue du pays, de porter le costume national, de s'entourer de bardes et de ménestrels, et de monter à cheval à la manière irlandaise, ces dispositions tyranniques demeurèrent vaines, bien que renouvelées sans cesse pendant plus de deux siècles. Même insuccès en ce qui concerne l'absentéisme des seigneurs. C'est sans résultats que Richard II et quelques-uns de ses successeurs saisirent les deux tiers des revenus de leurs biens, et que sous Henri VIII le Parlement prononça la confiscation de plusieurs domaines dont les propriétaires se refusaient à résider en Irlande. Il n'est dès lors pas étonnant qu'aux XIV^e et XV^e siècle les Anglais, souvent engagés d'ailleurs dans des guerres civiles ou étrangères, ne fussent véritablement maîtres que du Pale, région dont les limites variaient avec leur progrès ou leur recul, et, qui, après avoir compris jusqu'à six comtés fut très souvent réduite à un rayon de huit ou neuf milles autour de Dublin.

Après la Réforme, la Couronne voulut y rétablir sa

1 Béchaux (E.) : *La question agraire en Irlande*, p. 11.

puissance ; mais l'Angleterre ayant abandonné la foi catholique avait, par ce fait, augmenté encore la distance qui la séparait de l'Irlande. Aussi la royauté ne vit-elle bientôt qu'un seul moyen pour assurer sa conquête : chasser la population indigène, la cantonner sur les territoires incultes, notamment sur ceux du Munster et du Connaught, étouffer dans le sang les révoltes et mettre en possession du sol des individus de race anglaise ou écossaise, soldats, aventuriers, *servitors* ou fonctionnaires. Inaugurées par Elisabeth, ces déportations et ces spoliations furent surtout l'œuvre des Stuarts et de Cromwell¹. A la Restauration, des restitutions partielles furent ordonnées par Charles II et Jacques II, mais elles furent, peu après, anéanties par la victoire de Guillaume d'Orange.

Avec cette dynastie nous entrons dans une ère nouvelle. « C'est ici que cesse la persécution violente et que commence la persécution pacifique, celle qui adopte toutes les formes de la justice, couvre les actes les plus oppresseurs d'une parfaite régularité, qui se croit juste parce qu'elle est légale, humaine parce qu'elle répand peu ou point de sang et qui, cependant, est plus inique parce qu'elle est plus réfléchie, plus odieuse parce qu'elle tue à froid et qu'elle n'a point pour excuses la chaleur du combat ou les entraînements de la passion². » En 1695, un statut déclare tenures *at will* toutes celles dont les conditions ne sont pas constatées par écrit : les fermiers irlandais sont ainsi à la merci de leurs

¹ et ² Beaumont (G. de) : *L'Irlande sociale, politique et religieuse*, tome 1, p. 68 et s. p. 98.

maîtres. En 1700, le parlement impose à Guillaume II l'acte de *resumption* qui révoque certaines concessions de terre faites à des « papistes » ; ces domaines devront être vendus sans que les catholiques puissent s'en rendre adjudicataires. Sous la reine Anne, les Lois Pénales excluent ceux qui appartiennent à cette religion des fonctions publiques et de la propriété du sol. Les baux consentis à des catholiques ne pourront avoir une durée supérieure à trente ans et encore ne sont ils réguliers que s'ils imposent aux tenanciers le paiement d'une rente au moins égale aux deux tiers du produit de la terre. Dans leurs familles, le droit d'aînesse est aboli, il est remplacé par le partage égal dans le but d'émietter leurs biens. Le fils aîné n'a, pour s'y soustraire, qu'un seul moyen : c'est d'embrasser l'anglicanisme dans l'année de la mort de son père. Les catholiques ne peuvent succéder à leurs parents protestants.

Ainsi opprimés, beaucoup de nobles, c'est-à-dire, beaucoup de propriétaires indigènes, durent vendre ou même abandonner leurs domaines. La plupart d'entre eux mirent leur épée au service des nations étrangères. La grande majorité de la population irlandaise s'attacha à ses anciennes terres et en dépit des efforts du gouvernement parvint presque partout à remplacer les colons anglais. Comme le travail agricole était son unique ressource, les *landlords* anglais et leurs *middlemen* purent élever impunément le taux des fermages, et soit que le *tenant* ne le consentit pas, soit que l'ayant consenti sa condition malheureuse l'empêchât de faire honneur à ses engagements, il était immédiatement expulsé, sans qu'il lui fut tenu compte des améliorations qu'il avait

faites. Swift a pu écrire qu'il « payait l'élévation de la rente avec son sang, ses aliments, ses habits, sa chaumière », et que « son genre de vie était inférieur à celui des mendiants d'Angleterre ». Les famines terribles qui désolèrent l'Irlande, et particulièrement celles de 1739-1741 n'empêchèrent pas le paiement de la rente d'être brutalement exigé.

La misère est mauvaise conseillère. Pour résister à l'oppression, les paysans ont mainte fois, au cours du XVIII^e siècle, constitué des sociétés secrètes. Telles furent celles des *Whiteboys* qui se répandit sur plusieurs comtés, celles des *Steeboys* et des *Oakboys* particulières à l'Ulster. Elles formèrent des conspirations qui ensanglantèrent et terrorisèrent souvent des districts entiers.

Beaucoup de propriétaires anglais n'ont pu vivre au milieu des ruines que leurs auteurs ou eux-mêmes ont ainsi entassées. Menacés fréquemment dans leur vie et dans leurs biens, ils ont préféré vivre en Angleterre ou sur le continent et ces habitudes ont subsisté jusqu'à nos jours. Sans doute, l'Irlande a peu à peu obtenu la restitution de ses droits : la liberté de conscience, la liberté du culte, l'égalité civile des catholiques et des protestants lui ont été rendues, mais si « les conséquences de droit de la conquête anglaise sont ainsi anéanties, les conséquences de fait subsistent et la justice tardive rendue à l'Irlande ne saurait les faire disparaître¹ ». C'est au nombre de ces dernières qu'il faut ranger l'absentéisme. Comme le droit des propriétaires anglais à son origine dans une inique spoliation dont le

¹ Fournier (P.) : *La question agraire en Irlande*, p. 48.

peuple n'a jamais perdu le souvenir, les *landlords* demeurent à ses yeux non seulement des étrangers, mais des ennemis. Il n'y a d'exceptions, avons nous dit déjà, que pour ceux qui descendent des anciens propriétaires indigènes ou qui se sont alliés avec leur famille. En face de la haine vivace qui la poursuit constamment, l'aristocratie éprouve un malaise indicible à vivre dans le pays. Elle n'y vient guère qu'en automne pour chasser le coq de bruyère et repart au bout de quelques semaines, après avoir soigneusement évité tout contact avec les paysans, puisque le rôle des *middlemen* consiste précisément à le lui épargner.

En Roumanie, c'est également à la conquête que l'on devait rattacher jadis l'absentéisme agricole. A la suite des victoires ottomanes, beaucoup d'Arméniens et de Phanariotes étaient devenus boyards et le moindre souci de ces grands terriens était de résider dans leurs propriétés ; leurs intérêts ou leurs goûts les appelaient constamment en Turquie. De même, une bonne partie du sol roumain, un tiers environ, était autrefois entre les mains du haut clergé de l'Eglise orthodoxe grecque qui résidait à Constantinople. Mais cette cause n'agit plus actuellement : elle a cessé de produire effet dès que la Roumanie, voulant sauvegarder son indépendance économique, sécularisa la plus grande partie des biens ecclésiastiques et interdit aux étrangers l'accès de la propriété foncière.

Les conquêtes peuvent être une cause d'absentéisme, non seulement pour le pays vaincu, mais encore pour le pays conquérant. Il suffit de citer pour le passé l'exemple des Croisades et pour le présent les expéditions.

coloniales des peuples européens. Celles-ci ont en effet souvent entraîné au loin en qualité de commerçants, d'industriels, de fonctionnaires ou de colons, des propriétaires fonciers de la métropole et provoqué le départ, avec ou sans eux, d'une certaine portion de leurs capitaux.

* * *

Les dissensions religieuses ne sont pas sans importance au point de vue qui nous occupe. Il en est ainsi en Irlande où l'animosité entre Anglais et Irlandais, conquérants et vaincus, entre nouveaux maîtres et propriétaires évincés était d'autant plus vive que les uns appartenaient au protestantisme et les autres au catholicisme. A l'heure actuelle, il faut le reconnaître, les idées de liberté réciproque, de tolérance mutuelle, sont en honneur et leur mise en pratique, courante. Mais il persiste néanmoins entre les fidèles de ces deux confessions des préventions que le temps n'a pas encore détruites, conséquences des luttes qui s'engagèrent entre eux autrefois.

* * *

La féodalité pendant longtemps rapprocha l'homme de la terre. Elle fixa les seigneurs dans leurs domaines jusqu'à l'époque où leur humeur guerrière et la constitution des grandes monarchies d'Europe les détournèrent de leur rôle agricole. L'un de ses caractères fondamentaux fut d'établir, les uns sur les autres, une série de personnes ayant des droits réels sur la terre. Mais toutes n'ont pas subsisté jusqu'à notre époque : il n'en est resté généralement qu'une seule, rarement deux. Ce

fut parfois, comme en France, l'individu le plus haut placé, c'est-à-dire le grand propriétaire, qui disparut ; ce fut très souvent le petit et, dans ce dernier cas, la féodalité donna naissance à la grande propriété et à l'absentéisme. Il en fut ainsi dans l'Empire romain au temps de la décadence, et plus près de nous en Hongrie, en Roumanie, en Irlande et en Ecosse. Pour celle-ci on peut même dire que la féodalité fut presque la cause exclusive de ce mal.

Le système du clan, qui prévalut en Ecosse jusque vers le milieu du XVIII^e siècle, comportait une propriété commune que se partageait le chef et les hommes du clan. Ces derniers formaient des communautés appelées *townships*, représentées par un *constable* élu par l'assemblée générale des cultivateurs et parfois par un second *constable* nommé par le chef. Les charges (dîmes, corvées) étaient fixées en bloc pour tout le *township* et elles étaient ensuite réparties entre les familles proportionnellement à ce qui leur avait été attribué dans le partage périodique (*run-rig*) du sol. D'ailleurs, avec le temps, ce devint une habitude de conserver les lots de terres arables tels qu'ils avaient été faits antérieurement et de ne posséder en commun que les terres de pâture.

La couronne lutta contre les clans avec obstination et, pour en triompher, le moyen, qui fut le plus souvent employé, consista à mettre les chefs dans cette alternative ou de voir leurs biens frappés de forfaiture s'ils résistaient, ou de faire leur soumission, moyennant quoi ils acquéraient, d'une part, les droits de *regality*, c'est-à-dire la juridiction la plus haute, la plus étendue, avec d'énormes avantages pécuniaires et, d'autre part, des

titres de propriété conçus en termes tellement vagues qu'ils devaient leur permettre d'empiéter sur les terres communes et de se considérer bientôt comme maîtres du pays¹. En effet, quant, au lendemain de la révolution jacobite de 1746, leur influence politique et leurs droits de justice leur furent en grande partie retirés, la possession du sol devint pour eux l'unique source de la richesse et de l'influence. Aussi invoquant ces titres de propriété que la royauté leur avait octroyés, agirent-ils en propriétaires exclusifs du sol. Leurs hommes furent réduits à une condition très voisine des tenanciers *at will* de la Grande Bretagne, c'est-à-dire susceptibles d'être congédiés au gré du propriétaire. Ce ne furent plus que des *crofters* ou des *cottars*, — *crofters* ceux qui conservèrent la coutume d'exploiter en commun les pâturages, — *cottars* ceux qui la perdirent. La grande propriété naquit ainsi et, avec elle, l'absentéisme.

*
*
*

La formation d'une aristocratie puissante, même non féodale, peut aussi le provoquer, soit par la fortune que possèdent ses membres et qui leur permet de se dispenser de tout travail, soit par les mesures politiques que peut prendre cette classe dans le but de maintenir ou d'augmenter son influence et de concentrer entre ses mains la propriété foncière. Il n'y en a pas d'exemples plus typiques que dans l'histoire de la Grèce et de

¹ Innes (C.): *Lectures on Scotch legal antiquities*.-Edimbourg, 1872, p. 154 et s.

Rome. En Roumanie, cette cause a agi puissamment après l'abolition de la féodalité.

. * .

Un certain nombre d'institutions liées à la constitution aristocratique d'un pays méritent aussi d'être signalées.

Le partage inégal qui résulte du droit de promogéniture assure, dans les familles, aux aînés des domaines généralement très vastes dont les revenus élevés leur permettent de se comporter en forains.

Les substitutions fidéi-commissaires, et les majorats, sortes de substitutions perpétuelles concernant les biens affectés à un titre de noblesse, produisent des effets encore plus accusés. En effet, les grevés ont entre leurs mains des biens qui sont en fait inaliénables et qui ne leur procurent aucun crédit. Aussi sont-ils portés à ne pas les regarder comme leur appartenant. D'ordinaire, ou ils les laissent dépérir parce qu'ils n'en peuvent pas tirer parti, ou bien, au contraire, ils exercent sur eux une jouissance abusive.

En France, les substitutions permises sont nécessairement simples et non graduées ; elles ne peuvent avoir lieu qu'entre proches parents et seulement jusqu'à concurrence de la quotité disponible ; enfin l'égalité la plus rigoureuse doit être établie au profit des appelés. Ainsi limitées, elles ne peuvent avoir chez nous que de très faibles inconvénients. Quant aux majorats créés entre 1806 et 1835, on peut dire qu'ils n'existent plus à cause des lois des 12 mai 1835, 7 mai 1849 et 22 avril 1905 qui les ont restreints.

Mais il n'en est pas de même dans certains pays. En Irlande notamment, les substitutions ont des effets particulièrement fâcheux. En vertu des pactes de famille (*settlements*) qui les établissent, il arrive que le domaine, qui se transmet de génération en génération, non seulement doit subvenir aux besoins actuels du grevé, mais il est encore affecté comme sûreté aux pensions qui sont dûes à sa mère, à ses sœurs et à ses frères puînés, qui sont les uns et les autres complètement écartés de la possession de la terre. Dans ces conditions, le *landlord* subit parfois des charges très lourdes et n'a pas de capitaux mobiliers suffisants pour entreprendre de grandes améliorations foncières ; son unique souci est d'exiger des tenanciers des fermages aussi élevés que possible.

* * *

On a souvent prétendu que le partage égal appliqué aux vastes héritages n'avait que d'heureuses conséquences, mais qu'il morcelait à l'infini les petits et les moyens et conduisait ainsi au paupérisme agricole ¹.

On a même dit qu'il favorisait la constitution des grandes propriétés, soit que ces parcelles, trop exigües pour être exploitées séparément, fussent vendues de leur plein gré par ceux qui les possédaient, soit que ceux-ci rapidement endettés, ne fussent expropriés par leurs créanciers.

Cette opinion ne nous paraît pas exacte. D'abord, il est difficile de comprendre comment le partage égal ne pourrait que diviser les très grandes propriétés en

¹ Le Play et son école notamment. V. la Réforme sociale, passim.

grandes et les grandes en moyennes sans jamais les émietter davantage. En outre, le morcellement a des limites. Déjà en 1826, Benjamin Constant avait dit : « Le morcellement des terres s'arrêtera toujours au point au delà duquel il deviendrait funeste¹ ». L'expérience lui a donné raison. La Révolution française « n'a pas désorganisé la propriété et la terre chez nous ne tombe pas en poussière ». Les statistiques fiscales « tout abstraites qu'elles soient, suffiraient à le prouver. Jusqu'en 1875, le nombre des cotes foncières allait progressant avec entrain ; l'augmentation depuis 1875 ressortait à près de 50 pour 100. Dès les premières manifestations de la crise agricole, on a vu le mouvement se ralentir, sans cesser encore. Depuis quinze ans, le recul est ininterrompu et 650.000 cotes environ, sur un peu plus de 14.000.000, ont déjà disparu des tableaux officiels² ». S'il faut un autre exemple, n'avons-nous pas « dans une de nos provinces encore séparées de la métropole par la politique, un plaidoyer vivant et plusieurs fois séculaire en faveur de l'innocuité du partage forcé. Les lois de la vieille Normandie, qui prescrivent le partage égal des terres entre les enfants, n'ont pas cessé d'être en vigueur dans l'île de Jersey et ses annexes. L'effet inévitable de cette coutume, remarque le jurisconsulte David Low, agissant depuis plus de neuf cents ans dans les étroites limites de cette

¹ De Foville : *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, de Léon Say et Chaillot-Bert, v^e morcellement. V. aussi l'ouvrage du même auteur : *Le Morcellement*.

² De Foville. Académie des Sciences morales et politiques. Séance du 3 août 1901.

petite île, a été de réduire tout le sol du pays en petites possessions. A peine pourrait-on trouver dans l'île entière une propriété de dix hectares ; beaucoup varient de 5 à 15 acres et le plus grand nombre ne dépasse pas cette étendue. L'agriculture n'en est pas plus pauvre ; la terre ainsi divisée est cultivée comme un jardin et il n'y en a pas pour tout le monde puisqu'elle s'affirme dans les environs de Saint-Héliér jusqu'à douze livres sterling par acre, ce qui équivaut à 750 francs l'hectare¹ ».

On ne peut donc pas dire que le partage égal, obligatoire et en nature, engendre forcément la grande propriété et l'absentéisme, d'autant plus que les conséquences fâcheuses qu'on lui reproche sont dues souvent à notre procédure civile si formaliste et si coûteuse² et à l'immixtion nécessaire des officiers ministériels dans le règlement des affaires de famille.

Le morcellement peut constituer un danger là où l'on pratique la culture extensive. En Italie, après que la petite propriété rurale eut été émancipée et que le paysan eut été libéré des charges féodales, les petits propriétaires ne tardèrent pas à disparaître ; ils devinrent les tenanciers des grands capitalistes qui acquirent leurs héritages et achetèrent parfois des villages entiers³. Le même phénomène s'est produit en Roumanie, après la loi de 1864⁴. Même en France, il n'est pas demeuré

¹ Flour de Saint-Genis, op. cit., p. 332.

² Lorsque le partage judiciaire est exigé par la loi et qu'il concerne un bien de faible valeur il est démontré par les statistiques du ministère de la justice que les frais absorbent et parfois même dépassent le prix de vente.

³ Roscher, op. citat.

⁴ Braesko : *Le paysan roumain et la question paysanne en Roumanie*,

inconnu. C'est ainsi, pour ne citer que ce seul exemple, que, dans le pays de Caux, les fermiers et métayers actuels sont en majeure partie les descendants des anciens propriétaires dont les riches industriels ou commerçants du Havre et de Rouen ont acquis les terres¹.

Mais la division du sol, pourvu qu'elle n'aboutisse pas à ce que l'on a appelé « la poussière de propriété », est sans inconvénients quand elle coïncide avec la culture intensive. « Tandis que naguère, dit Roscher, en présence d'un mode de culture extensive, le domaine pouvait facilement devenir trop petit, souvent il paraîtra au contraire trop grand en présence d'un mode de culture intensive. Ainsi, par exemple, il y a des provinces en Allemagne où les autorités sont unanimes pour se plaindre de la trop grande étendue des héritages des paysans ; le *wirth* est hors d'état d'élever les constructions nécessaires, d'entretenir un bétail suffisant, car il ne peut ni aliéner ni hypothéquer sa possession ; aussi n'en exploite-t-il qu'une fraction. Dans de pareilles circonstances, la simple division de la propriété peut présenter un grand avantage. Autrefois, cela aurait été le moyen d'ébranler la fortune du paysan ; aujourd'hui cela peut être la meilleure méthode pour l'augmenter²... ».

* * *

La centralisation politique et administrative joue en notre matière un rôle important en ce qui concerne

passim. — Tasca : *Considération sur les lois relatives à la propriété rurale en Roumanie*, passim.

¹ Baudrillart : *Les populations agricoles de la France*, 1.

² Roscher, op. citat.

notre pays. Inaugurée par François I^{er}, développée par ses successeurs et notamment par Louis XIV, elle donna naissance à l'absentéisme des seigneurs et à celui des titulaires de bénéfices. Très atténuée sous la Révolution, elle est réorganisée par Napoléon I^{er} et dès lors elle n'a cessé de s'accroître avec le développement des fonctions de l'Etat ». Tout grand centre a en lui-même, dit M. E. Villey, une grande puissance d'attraction et la capitale possède cette puissance au plus haut degré. Or, au lieu de faire, comme il conviendrait, tous ses efforts pour développer la vie locale, l'Etat semble avoir pris à tâche par tous les moyens d'accélérer le mouvement de concentration. Les avantages, les distinctions, les faveurs de toute nature sont presque exclusivement réservées à Paris. Mais c'est surtout la centralisation à outrance, sous laquelle la France est administrée, qui tend énergiquement à développer cette concentration. Toutes les affaires du pays se décident dans la capitale ; les états-majors de plus en plus nombreux de toutes les administrations publiques y ont leur siège ; toutes les fonctions importantes et tous les postes enviés se trouvent ainsi réunis à Paris qui devient par là même l'objet de l'ambition universelle. Paris exerce de la sorte sur l'immense armée des fonctionnaires une attraction analogue à celle que la Cour exerça jadis sur la noblesse. Ce fut alors un grand mal, mais le mal est aujourd'hui incomparablement plus grand. La Cour en était cependant plus brillante de même que la capitale a atteint de nos jours un degré de splendeur qui ne peut manquer de faire illusion au gouvernement qui y réside¹ ». Si Paris

¹ Villey : *Principes d'économie politique*, 3^e édit. p. 102-103.

possède « l'état-major » de la bureaucratie et du fonctionnarisme, le « gros de l'armée » fourmille dans toutes les villes et le recrutement s'en fait pour une frès forte part dans les campagnes. La certitude et la fixité du gain, l'assurance de toucher, après un certain nombre d'années de services, une pension de retraite, constituant de sérieux avantages aux yeux du petit et même du grand propriétaire, rebutés l'un par le travail pénible de la terre, l'autre par les soucis de la surveillance et de la direction, tous deux par le caractère aléatoire des bénéfices agricoles. Les charges publiques ne laissent en général à leurs titulaires le loisir de résider dans leurs terres que durant quelques semaines par an et d'autre part, ceux-ci, soit à cause des exigences de leur situation, soit à cause de la modicité de leurs traitements, ne peuvent consacrer qu'une faible partie de leurs revenus ou de leurs capitaux à améliorer leurs fonds. Leurs fonctions viennent-elles à prendre fin, il leur en coûte souvent de rompre avec les habitudes acquises et les campagnes demeurent privées des bienfaits des propriétaires résidants.

*
* *

On est en général d'accord pour reconnaître que la terre subit chez nous des charges fiscales excessives. Elle est en effet la matière imposable par excellence, celle qui ne peut se soustraire aux évaluations administratives. L'impôt prélevé sur ses produits ne lui profite guère. C'est ainsi, a-t-on remarqué, que les voies de transport qui sont de toute évidence un élément fondamental de l'outillage agricole sont entretenues par les

habitants et l'impôt que perçoit l'Etat n'y contribue que pour une part minime. Ce sont les centimes additionnels des départements et des communes et ce sont les prestations qui subviennent aux dépenses de la plupart de ces voies de communication. Quant aux chemins de fer, on sait qu'ils ont pour prêteurs les particuliers. On peut dire qu'en France, à la différence de ce qui se passe dans d'autres pays, telle l'Angleterre, l'impôt constitue une machine à épuisement pour nos campagnes. En effet, tandis que dans le Royaume-Uni c'est sur elles que les trois quarts du produit des contributions sont déversés, un tiers au moins de notre budget se dépense à Paris et un autre tiers dans nos grandes villes. La propriété rurale que frappe la fiscalité dans l'héritage, dans l'acquisition et dans l'emprunt par l'exagération des tarifs, est, en outre, souvent la victime d'interprétations administratives de loi arbitraires et maladroites. En voici un exemple typique et dont on a beaucoup parlé. La révision des évaluations de la propriété bâtie doit se faire tous les dix ans aux termes de l'article 8 de la loi du 8 août 1890. En exécution de celle-ci l'administration a émis la prétention de considérer comme immeubles par destination motivant une plus-value de la valeur locative et par conséquent une augmentation de l'impôt foncier non seulement les moteurs agricoles et leurs accessoires et toutes autres machines fixées au sol, mais même tout appareil mécanique qui « n'adhérerait aux installations destinées à le recevoir que par son simple poids ». Cette mesure n'a pu qu'entraver les progrès de l'agriculture qui s'est efforcée depuis quelques années de lutter avec énergie contre la concur-

rence étrangère en adoptant un matériel d'exploitation perfectionné mais dont l'achat est dispendieux.

Veut-on avoir une idée des charges fiscales qui pèsent sur l'agriculture? On peut consulter le tableau suivant dressé par M. Flour de Saint-Genis, il y a quelques années¹ et qui, s'il était alors exact, ne l'est pas moins aujourd'hui dans ses grandes lignes.

D'après les statistiques officielles les plus exactes puisqu'elles sont tirées d'opérations de comptabilité soumises à un triple contrôle, le seul droit de mutation sur les transferts

de droits immobiliers (année 1896) s'élève à 230.694.468

Les droits d'hypothèque. 23.250.000

Les droits de timbre. 12.750.000

Le droit de bail 8.212.000

Les honoraires taxes et droits des notaires que

la Chancellerie évalue d'habitude aux 4/5 des

droits payés au Trésor Mémoire

Sans tenir compte, à moins d'entrer dans un

détail infini, des droits sur les actes et des

frais de réalisation du gage en matière hypo-

thécaire, on peut évaluer avec M. de Foville,

les intérêts de la dette agraire à 500.000.000

A quoi il faut ajouter l'impôt direct :

Propriétés bâties. 149.813.125

Propriétés non bâties 245.611.367

Contribution personnelle et mobilière. 158.256.615

Contribution des portes et fenêtres. 89.873.789

Centimes additionnels Mémoire

Prestations 59.205.750

Total. . . Fr. 1.477.667.114

¹ Flour de Saint-Genis, op. citat. d. 376.

Cette somme énorme serait à prélever sur un revenu net agricole « dont la détermination exacte, à quelques centaines de millions près, est impossible mais que les spécialistes les plus autorisés évaluent de 2.095 à 2.645 millions¹ ». On conçoit que, si notre pays n'avait pas par ailleurs de puissantes richesses mobilières, un tel fardeau puisse affecter gravement la propriété rurale, et notamment ruiner la petite. Mais il a très certainement détourné de l'agriculture des hommes et des capitaux.

Notre régime fiscal a encore cet inconvénient d'être un obstacle à la sécurité du titre foncier. Nos petits propriétaires sont au nombre de 4 millions environ, mais la plupart d'entre eux n'ont pas de titres ou, du moins, n'ont que des titres irréguliers. Il n'y a pas d'autre explication à ce fait que la complication et les frais de la procédure à suivre. Supposons qu'un paysan veuille acheter un petit champ d'une valeur de 500 francs. L'acquisition est facile en elle-même, mais si l'acheteur veut être absolument sûr de demeurer maître de cette parcelle de terre, il faut tout d'abord qu'il rédige lui-même avec le concours du vendeur l'acte de vente et qu'il le fasse enregistrer, où, s'il est peu instruit, qu'il s'adresse à un notaire. Il doit ensuite faire transcrire son titre au bureaux du conserva-

¹ Flour de Saint-Genis. *Ibid.* p. 375, d'après les travaux de la Commission extra-parlementaire de l'impôt sur les revenus (1897). — Le rapporteur de la Commission de législation fiscale de la Chambre l'a évalué, il y a quelques mois, à 2.700.000 francs (Discussion au sujet de l'impôt sur le revenu, 1908-1909). — V. aussi les renseignements donnés par M. Klotz dans son rapport sur le budget de l'agriculture de 1905.

teur des hypothèques, afin qu'il soit dans l'avenir opposable aux tiers, et dans ce but, c'est encore au notaire qu'il a presque toujours recours. Enfin, pour se débarrasser de toutes les charges inconnues qui peuvent peser sur son immeuble, il faut qu'il fasse la purge des privilèges et hypothèques. Si on calcule les frais au taux des tarifs actuels, on voit que l'acquéreur est obligé de payer une somme équivalente à la valeur de son bien¹. On s'explique aisément que dans ces conditions les petits agriculteurs renoncent à faire l'acquisition d'un titre régulier. C'est là une cause de discrédit et parfois même de ruine pour la petite propriété, et dont la grande ne peut que profiter.

En Italie et en Roumanie, la fiscalité est intimement liée à la question agraire.

En ce qui concerne le premier de ces Etats, il y a une grande disproportion entre les contingents des différentes provinces au point de vue de l'impôt foncier. La cause principale en est, disent beaucoup d'auteurs, dans ce fait qu'il n'y a pas encore de cadastre général mais une série de cadastres particuliers remontant à des époques différentes. A raison de ce manque d'unité, il se trouve que l'Italie du Sud paye une contribution extrêmement lourde. « L'élévation des impôts devient très souvent un obstacle à l'amélioration des conditions agricoles, et les cas ne sont pas rares où l'impôt atteint le prix du loyer de la terre. Il est alors préférable pour

¹ Il faut d'ailleurs remarquer que si la valeur du champ était moindre les frais n'en seraient que proportionnellement plus élevés : pour une parcelle de 100 francs il eut fallu verser une somme d'environ 400 francs.

le propriétaire d'abandonner la culture, ce que prouvent suffisamment les quantités de biens offerts aux enchères par les percepteurs à la suite du non-paiement des impôts »¹. C'est ainsi que de 1883 à 1893, dans la seule province de Caltanissetta, l'administration des Finances a poursuivi l'expropriation de 16.662 cultivateurs². Encore faut-il tenir compte que l'impôt foncier d'Etat est une charge moins écrasante que les autres taxes directes ou indirectes.

En Roumanie, le poids de l'impôt pèse surtout sur la petite propriété paysanne. D'après certains auteurs³, celle-ci serait presque en moyenne imposée du double par rapport à la grande propriété. Aussi voit-on souvent le petit propriétaire vendre son bien et émigrer à la ville pour s'engager comme ouvrier ou comme domestique. Ce fait est d'autant plus remarquable que par ailleurs les gouvernements libéraux se sont toujours efforcés d'augmenter le nombre des petits propriétaires. Il serait non moins désirable de conserver ceux qui existent, en leur faisant un sort meilleur.

* * *

Il y a bien d'autres cas où la législation peut être considérée comme étant de nature à favoriser l'absentéisme. Mais la plupart de ces causes étant intimement liées à

¹ Sachs (J.): *L'Italie, ses finances, son développement économique*, 1885, p. 328. (Cité par Bouchetal de la Roche : *La colonisation interne en Italie*, p. 43).

² Villari (P.): *La Sicilia e il socialismo*, Milan, 1896, p. 110.

³ Braesko, op. citat. et ceux qui sont cités par lui (MM. Haret et Creanga)

des théories ou à des faits économiques, nous avons cru devoir les ranger dans le chapitre suivant.

Aussi ne nous reste-t-il qu'à en signaler deux : d'une part les emplois en immeubles, en raison des circonstances dans lesquelles ils sont faits et de leur caractère obligatoire, et d'autre part l'inaliénabilité de certains biens fonciers (biens dotaux par exemple) laquelle empêche ces terres de devenir propriété d'un agriculteur laborieux et pousse leur possesseur à s'en désintéresser.

CHAPITRE II

CAUSES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

L'absentéisme agricole peut être provoqué par le milieu physique où le propriétaire a son petit ou son grand domaine.

Lorsque la terre est naturellement pauvre et que ses possesseurs, dépourvus de ressources, ne peuvent la fertiliser, il arrive souvent qu'ils abandonnent leurs biens pour de longues années. Ils en cèdent, gratuitement ou non, la jouissance à leurs parents ou à leurs voisins et vont chercher ailleurs de meilleures conditions d'existence. Les hautes vallées des Alpes (notamment celle de Barcelonnette), des Pyrénées et du Massif Central sont dans ce cas. Leurs habitants vont tenter fortune soit dans nos grandes villes de France, soit en Algérie, soit encore à l'étranger et particulièrement en Amérique (Mexique et République Argentine).

L'absentéisme qui affecte l'Irlande est dû aussi pour partie à la mauvaise qualité du sol. Dans ce pays, sur les 20.350.725 ares qui forment la superficie, les landes, les tourbières et les marais occupaient encore, en 1901, une étendue de près de 4.000.000 acres. Aussi

les *landlords* ont-ils déserté tout particulièrement ces régions, d'autant plus que l'état misérable de leurs populations les y a également incités. .

Si nous jetons les yeux sur l'Italie, la même remarque s'impose : partout où règne en maîtresse la *malaria*, ou, pour mieux dire le paludisme, le grand propriétaire est toujours un forain.

Il se peut aussi que la nature du terrain, sans être mauvaise, ne se prête qu'à une seule forme de culture. Tel sol maigre et sablonneux, qui est de toute évidence impropre à l'industrie maraîchère, peut très bien convenir à la sylviculture. Tel autre ne permet que l'élève du bétail. Ce sont là en général des systèmes de culture extensive. Or celle-ci favorise l'absentéisme. D'une part, elle n'exige que peu de surveillance et peu de personnel ; d'autre part, elle donne parfois aux propriétaires un produit net assez rémunérateur.

Dans certains cas, c'est le climat qui les éloigne de leurs domaines. Il provoque ce phénomène soit en leur rendant le séjour au milieu de leurs terres désagréable, soit, comme précédemment, en ne se conciliant qu'avec des procédés extensifs. Pour quelques économistes italiens, les *latifundia* de leur pays n'auraient pas d'autre origine. « La raison de tout cela, dit M. di Rudini, est le manque de pluie et la rareté des eaux courantes dans certaines régions ; par suite de la sécheresse, on ne peut établir de prairies artificielles susceptibles d'être fauchées ; or les prés sont l'élément essentiel de toute culture perfectionnée. Le système du pâturage errant et migrateur s'impose, puisqu'on ne peut pas récolter du fourrage. Il faut donc pour le bétail de

vastes étendues de terrains, ce qui conduit à l'abandon sans culture d'une partie du sol »¹. Le climat est d'ailleurs, comme les autres causes précitées, quoique dans une moindre mesure, soumis à la puissance de l'homme. On sait, pour citer un exemple connu, que la conquête française, par les travaux qu'elle a accomplis en Algérie, a très sensiblement modifié les conditions hygrométriques de la région cotière : les pluies y sont devenues beaucoup plus fréquentes qu'auparavant.

Signalons enfin l'influence que peut exercer la difficulté des communications. Quand les campagnes ne sont pas facilement reliées aux centres urbains, leurs habitants ne peuvent guère, faute de débouchés suffisants, développer les cultures intensives. Ils s'attachent à l'éducation du bétail « richesse qui se transporte elle-même » et aux productions fourragères.

* * *

L'absentéisme a quelquefois son origine dans l'état matériel ou moral des populations. Si elles sont pauvres ou arriérées, ou si elles ne possèdent pas les aptitudes que le grand propriétaire aurait voulu utiliser, il hésite à vivre au milieu d'elles. Si leur densité est faible, la difficulté qu'il éprouve à recruter la main d'œuvre dont il a besoin, le conduit à ne pratiquer parmi les cultures que celles qui n'exigent que peu de travail et peu de capitaux, partant, qui ne l'astreignent pas à une

¹ Rudini (di) : *Terre incolte e latifondi*. Giornale degli Economisti, février 1895.

résidence continue.¹ Enfin, il peut être en butte à leur malignité. On a constaté ce fait non seulement en Irlande et en Ecosse où elle a des raisons historiques que nous avons expliquées, mais encore en Italie et en France².

C'est ainsi qu'en Sicile la *mafia* est très certainement une cause d'absentéisme. Cette sorte de société occulte se rattache aux *compagnie d'armi* formées au commencement du xix^e siècle par la monarchie pour se défendre contre la France et assurer l'ordre à l'intérieur du pays. La dissolution du régime féodal avait, en effet, été suivie de troubles et d'anarchie. Pour y remédier on crut bon d'armer et d'enrégimenter les brigands. La *mafia* ne fit que continuer plus méthodiquement leurs opérations et fit payer tribut aux propriétaires en garantie de leur sécurité. C'est en vain qu'en 1860, Garibaldi prononça la dissolution de ces compagnies et que le gouvernement italien s'efforça à plusieurs reprises, notamment en 1876 et en 1895, de les abolir. Les populations persistent à reconnaître l'autorité de la *mafia* et lui conservent leurs sympathies. Les propriétaires sont d'un excellent rapport pour les *giovani d'onore* ou *mafiosi* : ils sont obligés de se soumettre à leurs exigences, de les prendre comme gardes, jardiniers ou cultivateurs. Celui qui refuse ou dénonce un *mafioso* est en butte à la *vendetta* sous toutes ses formes : il est

¹ Ces causes paraissent n'avoir pas été sans influence en Roumanie et en Irlande.

² En Roumanie, les ruraux semblent en général réserver leur antipathie au fermier général.

exposé à voir ses récoltes dépérir, ses arbres se dessécher, ses bâtiments prendre feu, et il est exposé lui-même à être tué par les *malandrini*, sortes d'agents d'exécution. L'assassin est protégé contre l'action de la justice par l'*omertà* ou point d'honneur qui empêche tout habitant de témoigner contre lui, par la crainte éprouvée par chacun que ses amis n'usent de représailles, et même par la complicité de certains fonctionnaires affiliés. Il est aisé de comprendre que, sous un tel régime, les propriétaires n'aiment point à vivre au milieu de leurs terres.

En France, avant 1848 « la propriété rurale, a-t-on dit, conférait le privilège de l'électorat et de l'éligibilité, et aussi en fait, par le choix du gouvernement, le monopole des fonctions municipales. Depuis l'avènement du suffrage universel, le paysan n'aurait plus dissimulé l'hostilité secrète qu'il nourrissait contre la bourgeoisie, qui aurait, en conséquence, déserté la résidence de la campagne et les occupations agricoles »¹. Peut-être cet état d'esprit n'a-t-il d'autres raisons que le violent désir des non-propriétaires de devenir maîtres de la terre qu'ils fécondent de leurs sueurs comme journaliers ou tenanciers. En tous cas, on ne saurait nier l'existence de ces dispositions désobligeantes, car les témoignages qu'on peut recueillir à ce sujet sont nombreux². Un

1 Legoyt : *Du progrès des agglomérations urbaines et de l'émigration rurale en Europe et particulièrement en France*. Marseille, 1867, p. 120. (Cité par Guillou, op. cit.).

1 Baudrillart : *Les populations agricoles de la France*. (Bretagne et Normandie, p. 292 et s.) — V. aussi Dauprat : *La science sociale. (La révolution agricole*. Décembre 1899.)

agronome émérite en a été lui-même la victime, lors d'une tentative qu'il avait faite pour exploiter directement ses domaines. C'est M. Georges Ville, qui a rapporté le fait dans une conférence qu'il donna à Bruxelles en 1883 : « J'avais compté, dit-il, sans l'hostilité des classes rurales dont Balzac a dépeint avec tant de vérité l'âpre et insatiable cupidité ; je me suis heurté, dès mes premiers pas, à des résistances imprévues, à des coalitions occultes, à des trahisons coupables pour ne pas dire criminelles ; l'hostilité universelle du milieu a fini par paralyser mes moyens d'action. Croirait-on que, malgré tous mes efforts, je n'ai pu produire avec économie les récoltes que la pratique agricole de tous les pays réalise depuis vingt ans sur mes indications, et que finalement, quoique j'aie pu faire, à la solution d'un problème de science et de pratique agricole s'est substituée peu à peu une lutte sourde, sans trêve ni merci, contre les défaillances, les trahisons et les grèves qui m'enveloppaient de toutes parts »¹.

*
* *

La nature du propriétaire, son éducation et ses goûts sont l'un des facteurs les plus importants de l'absentéisme agricole.

Le propriétaire peut être un étranger. Nous ne voulons pas parler ici, l'ayant déjà fait plus haut, des individus obligés de vivre au loin parce qu'à l'origine de leur établissement dans le pays on trouve la conquête

¹ Georges Ville : *Le propriétaire devant sa ferme délaissée*, p. 5.

et que celle-ci a envenimé pour longtemps toutes relations entre eux et leurs tenanciers. L'étranger peut, en effet, devenir propriétaire de plusieurs autres façons. C'est un mariage contracté entre des personnes de nationalité différente (et ce n'est pas rare dans l'aristocratie), qui apporte à l'un des conjoints ou aux enfants nés de cette union, des domaines qu'ils n'ont même jamais vus. C'est un créancier qui, en exerçant ses droits, devient propriétaire. C'est un capitaliste qui fait un placement exotique avantageux. Dans tous ces cas, l'étranger hésitera à vivre dans un milieu qui lui est inconnu. Il lui faudrait apprendre la langue de ce pays, et, ce qui est plus difficile encore, se familiariser avec son esprit et ses mœurs. Il y renoncera souvent et ne s'occupera de ses lointains domaines que pour en toucher les fermages.

Les sociétés qui se livrent à la culture et qui sont composées surtout d'actionnaires étrangers, bien qu'elles aient souvent le mérite d'apporter des capitaux là où ils font défaut, n'échappent pas au reproche d'absentéisme, car, outre qu'elles ne se prêtent que difficilement à la culture intensive, inconvénient commun à toutes les sociétés, les revenus du sol sont exportés et dépensés au dehors. C'est pour ce motif surtout que les Etats-Unis ont pris contre les sociétés étrangères les mesures que nous savons.

Il faut dire aussi que tout être collectif, quel qu'il soit, est, par sa constitution même, une sorte de propriétaire forain. Les biens qu'il possède sont généralement donnés à ferme, plus rarement en régie. Dans le premier cas, le fermier épuise la terre ; dans le second,

le régisseur est souvent trop ou trop peu surveillé ; en tous cas, il lui manque, pour être un bon exploitant, le stimulant de l'intérêt personnel. Ces résultats sont d'autant plus fâcheux que les propriétés sont plus étendues.

Il en est ainsi en Russie où les domaines privés de l'Etat couvrent une superficie de plus de 150 millions d'hectares, en Hongrie et en Roumanie. On peut en dire autant des domaines de la Couronne qui dans certains pays¹ sont également très importants. En France, les propriétés de l'Etat ne comprennent guère que des forêts. Leur caractère domanial se justifie par l'importance des intérêts généraux que leur exploitation met en jeu. Aussi leur administration est-elle confiée à un service tout spécial.

Les personnes morales du droit public (circonscriptions territoriales, communautés diverses², établissements publics et d'utilité publique) présentent, à des degrés variables, le même caractère de propriétaires absentéistes.

Les sociétés par actions, non seulement celles qui sont étrangères au pays dans lequel elles ont leurs exploitations, mais encore celles qui se sont constituées et fonctionnent sur le territoire national, encourent la même critique. Les capitaux qui ont été demandés aux grandes villes vont, notamment sous forme de salaires, se déverser sur les campagnes, ce qui est assurément

¹ En Russie principalement.

² Notamment celles qui sont si nombreuses dans l'Europe orientale : *mirs*, *zadrugas*, etc.

avantageux pour elles à ce point de vue. Mais les revenus fonciers suivent les actionnaires. Ceux-ci, qui sont en réalité les propriétaires de l'exploitation, n'en restent pas moins moralement et matériellement séparés de leurs biens. En outre, pour répartir des dividendes élevés, ces sociétés ont en général intérêt¹ à employer des méthodes de culture extensive, sans restituer au sol ses éléments fertilisants. La production est donc relativement faible et en même temps d'immenses superficies de terres sont ainsi accaparées au grand détriment de la population. C'est en vue de parer à ces abus que certains Etats ont dû limiter le cercle d'action des ces sociétés. Le gouvernement russe leur a défendu en 1885 d'acquérir des domaines d'une étendue supérieure à 200 *déciatines*. Aux Etats-Unis, il leur est interdit, ainsi que nous l'avons déjà vu, de posséder plus de 5,000 arpents, exception faite pour les compagnies de chemins de fer.

A notre avis, ces sociétés ne sauraient jouer un rôle utile que dans les pays encore dans l'enfance au point de vue économique, dans ceux qui possèdent une population inhabile et peu dense laissant incultes de vastes territoires, dans nos colonies de l'Afrique occidentale, par exemple. Elles peuvent aisément faire les premières mises de fonds qui sont nécessairement importantes et devant lesquelles les particuliers, pris isolément, auraient sans doute reculé. Elles défrichent et mettent rapidement en valeur leurs domaines. Elles constituent l'amorce de la colonisation future. L'idéal

i Surtout dans les pays neufs.

serait qu'elles fissent place à des propriétaires individuels dès qu'elles auraient rempli cette tâche.

Si le terrien considéré est un voyageur, et, à fortiori, s'il mène une existence cosmopolite, on doit en principe le considérer comme absentéiste. En effet, même si ses dépenses lui permettent chaque année d'affecter une partie de ces capitaux ou de ces revenus à des améliorations foncières ou culturelles, il est assez peu porté à les enfouir dans une exploitation qu'il ne surveille pas. Néanmoins, il n'y a là rien d'absolu. Des individus, qui sont de véritables globe-trotters, peuvent administrer avec beaucoup d'habileté leurs biens parce que, dans le court espace de temps qu'ils consacrent à leurs inspections, ils savent déployer une activité remarquable. Les Anglais, en ce qui concerne les propriétés qu'ils possèdent dans l'Angleterre proprement dite, sont dans ce cas. Ils rapportent même parfois de leurs longs séjours au loin des connaissances variées dont ils essayent aussitôt, avec l'esprit pratique, caractéristique de leur race, de faire l'application.

L'absentéisme d'un très grand nombre d'individus est dû à la prépondérance de certains de leurs intérêts économiques sur ceux qu'ils ont en tant que propriétaires. Le commerçant, l'industriel qui négligent de surveiller leurs terres alors même qu'ils n'en sont pas éloignés, n'ont souvent pas d'autres motifs à invoquer. Ce sont là, en effet, des professions qui sont absorbantes et le peu de loisirs qu'elles permettent sont, en général, consacrés à d'autres délassements que la science et la pratique agricoles. Cependant, à titres d'exceptions, on peut citer les cas dans lesquels des industriels mettant

en œuvre des produits que fournissent ou què peuvent fournir leurs propriétés, sont intéressés à s'occuper de ces cultures. Ne sont-ce pas, en France, les fabricants de sucre qui, par leurs nombreuses expériences, ont perfectionné la culture de la betterave, et les féculiers, celle de la pomme de terre? On conçoit d'ailleurs très bien que les commerçants puissent exercer une semblable influence.

L'histoire nous montre qu'on a jadis attaché une grande importance au sexe du propriétaire foncier. Là où était pratiqué le système de la propriété collective, la répartition du sol se faisait souvent par tête d'homme adulte. C'est ainsi que chez les Anglo-Saxons établis en Grande-Bretagne, lorsqu'à la propriété collective de village se substitua la propriété familiale, les femmes furent exclues de la succession à la terre, parce que sa possession avait une importance militaire et politique. En France, notre ancien régime féodal s'inspirait d'idées semblables. De nos jours, la femme est traitée à ce point de vue sur le même pied que l'homme, mais, en fait, il lui est très difficile de diriger une exploitation quelque peu étendue. Ce n'est pas assurément qu'il lui soit malaisé d'acquérir les connaissances nécessaires, mais le genre de vie, qui incombe à tout grand propriétaire s'occupant sérieusement de ses biens, serait pour elle une cause de fatigues physiques et de pénibles contacts moraux. Il lui faudrait, bravant les intempéries des saisons, accomplir des trajets parfois longs et difficiles. fréquenter les marchés et les foires pour vendre ou acheter, donner des ordres aux ouvriers et domestiques, décider sur les lieux mêmes les travaux de tous

genres qui doivent être effectués, autant de choses qui ne lui conviendrait guère, que souvent elle ne voudrait ni ne pourrait faire. En somme, elle se conduira comme un propriétaire forain, même si, en réalité, elle réside sur ses domaines.

Cet *absentéisme sur place* qui s'impose à la femme, est aussi le fait, mais purement volontaire de certains oisifs. Cependant nous le croyons plutôt rare, à notre époque, par suite de l'attraction puissante qu'exercent les villes sur les populations des campagnes en général, mais tout particulièrement sur cette classe remarquable par son *urbanomanie*.

Les motifs qui poussent nombre de propriétaires à abandonner la direction de leurs domaines pour aller habiter la ville, varient selon les individus et selon leur degré de fortune.

On sait que le sentiment de la propriété foncière exerce une action conservatrice sur les ruraux. Le possesseur d'un petit champ ne se décide que difficilement à l'abandonner, même quand les ressources qu'il en tire sont modiques, n'en serait-ce que pour la considération que donne au village le fait d'être propriétaire. Néanmoins, le petit agriculteur se laisse quelquefois rebuter par le travail pénible de la terre, l'incertitude des récoltes, la difficulté qu'il éprouve à s'enrichir rapidement. Le déclin de l'industrie paysanne et du commerce local, qui pouvaient l'aider à vivre, le découragent également. Il va à la ville comme ouvrier, employé, petit fonctionnaire ou négociant, tenté par l'appât de salaires, de traitements ou de gains relativement élevés. Son bien, il l'a loué jusqu'à son retour, à moins qu'il n'en

ait, à titre gracieux, laissé le libre usage à ses parents ou qu'il ne l'ait vendu au grand propriétaire voisin toujours désireux de s'arrondir.

Un autre mobile peut aussi le guider. Bien que l'avènement de l'esprit démocratique dans la plupart des pays ait eu pour heureux résultat de détruire en grande partie cette idée que les professions sont hiérarchisées, il croit encore souvent que toute autre situation que la sienne l'élèvera de quelques degrés dans l'échelle sociale. « Si on leur dit souvent, ou bien s'il a pu lire toute la noblesse des travaux des champs, il se souvient bien mieux encore des plaisanteries et des quolibets auxquels se livrent sur sa personne, son accoutrement ou ses manières quelques citadins mal éduqués qu'il a rencontrés dans ses promenades à la ville. Pauvre *Jacques Bonhomme* ! Il n'est pas de pays a-t-on dit, qui n'ait son petit vocabulaire plaisant ou grotesque ; les Allemands se délectent du *Land Pomeranze* et les Anglais du *Country Cousin*. Or, rien ne pèse sur un homme comme cette impression qu'il fait partie d'une caste inférieure ou subordonnée. Le paysan qui, sur de fausses apparences, se laissera convaincre de l'infériorité de sa profession, est déjà mûr pour l'émigration : qu'une occasion propice se présente, il n'hésitera pas un instant à courir à la ville¹. »

Quant au moyen et au grand terrien, un des mobiles auxquels ils obéissent le plus fréquemment n'est autre que de faire valoir leurs capitaux, et il est évident que c'est la ville qui offre dans ce rapport toutes facilités.

¹ Guillou, op. cit.

L'argent a cette propriété que M. Levasseur appelle son « pouvoir social » d'attirer l'argent et à sa suite l'homme. La richesse mobilière qui s'est prodigieusement accrue au cours du siècle dernier, au fur et à mesure que progressaient le commerce et l'industrie, est venue faire à la fortune immobilière une concurrence redoutable. « Les capitaux mobiliers, a dit un auteur¹, ont donné l'habitude psychologique et pratique de revenus parfois si extraordinaires et les affaires, sans parler même du jeu et de la spéculation proprement dite, ont permis d'espérer de tels coups de fortune, que la terre a été délaissée comme ne rapportant plus assez et qu'elle a été regardée comme une mauvaise affaire. » C'est que les valeurs de Bourse (fonds d'Etats, obligations ou actions des grandes sociétés) possèdent toutes les qualités dont sont dépourvus les placements fonciers : fixité et périodicité des revenus pour les obligations, taux élevé des bénéfices pour les actions, absence de difficultés pour transférer la propriété de ces titres, modicité des impôts qui les grèvent et même parfois exonération des charges fiscales. Les placements en immeubles urbains ont également détourné des entreprises agricoles, parce qu'ils se sont multipliés² avec le développement des villes et qu'ils se sont montrés d'un rapport très avantageux.

Mentionnons aussi, dans les rangs élevés de la société, les habitudes de luxe qui se sont généralisées et qui constituent, au dire de Le Play, pour l'agriculture une

¹ Brunhes (J.) : *L'homme et la terre cultivée*. Neufchatel, 1900.

² Legoyt (A.) : *Du progrès des agglomérations urbaines et de l'émigration rurale en Europe et particulièrement en France*. Marseille, 1867.

cause importante de décadence. Elles ne sont pas d'ailleurs particulières à la France. « Les mœurs privées, a-t-il écrit, s'opposent presque autant que les lois à la conservation des familles agricoles, et le principal obstacle se trouve dans les habitudes de luxe contractées par la classe riche la plus influente. La difficulté vient surtout des jeunes gens et des femmes qui, ne pouvant trouver hors des villes la satisfaction de besoins compliqués, refusent de se plier aux habitudes simples de la vie rurale. De là il résulte que tout homme distingué, qui aura le choix des meilleures alliances s'il se livre à une profession urbaine, s'il entre dans la bureaucratie ou même s'il vit dans l'oisiveté, sera généralement repoussé s'il annonce l'intention de résider sur un domaine rural. Cette propension des jeunes filles de notre génération exercera sur notre constitution sociale une influence funeste tant qu'une nouvelle impulsion ne sera pas donnée aux esprits par les classes dirigeantes¹. » Beaucoup de jeunes gens sont ainsi amenés à faire le sacrifice de leur vocation². Ce n'est pas tout. « Si le propriétaire foncier résidant ne fait pas prime comme parti matrimonial, il n'est cependant pas réduit au célibat obligatoire. Seulement il arrive alors trop fréquemment que les goûts rurifuges de la femme se manifestent après le mariage et que, n'ayant pu se faire au séjour monotone de la campagne, elle arrive insensiblement à contraindre son mari à abandonner l'exploitation de son domaine, pour venir vivre à la ville. La paix et le

¹ Le Play : *Réforme sociale*. Chap. xxxiv.

² V. Flour de Saint-Genis, p. 386 et 387.

bonheur du ménage étant en jeu, il a fait pour les conserver le sacrifice de la situation honorable qu'il s'était créée... Ses dernières résistances se sont d'ailleurs évanouies, quand on lui a fait entrevoir que l'éducation de ses enfants nécessitait le séjour à la ville de toute la famille¹. » Ses fils seront alors vraisemblablement entraînés vers les fonctions publiques ou les professions libérales, si même ils ne se bornent pas à être des oisifs. Ses filles hériteront des inclinations de leur mère et trouveront dans leur penchant pour la somptuosité, les modes et les « chiffons » une raison assez forte pour avoir en aversion la vie rurale.

D'autres motifs sont communs au grand et au petit propriétaire. Il y a tout d'abord l'instruction et l'éducation reçues. Le principe de l'instruction obligatoire est excellent en soi et nous y adhérons sans réserves. Mais il n'en est pas de même de la façon dont elle est distribuée et notamment dans notre pays. Pourquoi, en ce qui concerne l'enseignement primaire, imposer un programme identique dans ses moindres parties aux élèves des campagnes comme à ceux des villes? Sans doute, demander aux instituteurs ruraux l'enseignement de la pratique agricole serait leur faire un rôle pour lequel ils n'ont aucune aptitude, mais ils peuvent donner à leurs écoliers les notions scientifiques élémentaires qui s'y rapportent. Il n'est que juste de dire qu'un mouvement s'est dessiné en ce sens, depuis quelques années. On peut encore reprocher à beaucoup d'entre eux de pousser vers les villes et vers les emplois de l'administration

¹ Guillou, op. cit., p. 233.

leurs meilleurs élèves. Une bourse de l'État, du département ou de la commune les aide à y parvenir, si leur famille ne peut assumer les frais de leur éducation dans un lycée ou dans un collège. Si l'enfant est de condition aisée, ses parents le mettent de bonne heure dans un de ces établissements. Or l'enseignement secondaire, malgré ses réformes récentes, ne procure qu'une très faible partie des connaissances nécessaires à la profession agricole. Quant à l'enseignement donné aux jeunes filles, on peut lui adresser les mêmes critiques. Dès que celles qui habitent la campagne sont en possession de leur brevet élémentaire ou supérieur, elles s'empres- sent, s'il leur faut gagner leur vie, de courir à la ville solliciter un emploi plutôt que de vaquer aux occupa- tions agricoles. Celles qui ont été élevées dans les meil- leures maisons d'éducation (lycées et collèges, institu- tions privées laïques ou religieuses) font certainement bonne figure dans un salon. Elles connaîtront les arts d'agrément, toutes les bienséances et toutes les élégan- ces. C'est fort bien. « Mais quant aux connaissances spéciales nécessaires à une maîtresse de maison à la campagne on ne voit pas que jusqu'ici elles aient trouvé place dans aucun de ces programmes où pourtant on a fait entrer tant de choses... Les jeunes filles « comme il faut » doivent toutes se marier en ville, même celles qui viennent de la campagne. S'intéresser à ce qui se fait au jardin, à la basse cour, aux vaches, aux poules, fi donc ! mesdemoiselles, c'est bon pour des paysan- nes »¹.

1 Burnichon : *Le retour aux champs*. France agricole, 15 mai 1901.

L'exode des propriétaires ruraux s'explique encore par la monotonie de la vie rurale. Ce n'est pas que la profession d'agriculteur présente ce caractère à un plus haut degré que l'exercice d'un commerce ou d'une industrie, mais c'est que les distractions et les plaisirs de toutes sortes que l'on peut se procurer si facilement à la ville sont beaucoup moins variés et même font souvent défaut à la campagne¹. Cette cause agit principalement sur les désœuvrés.

En outre, la vie des citadins est beaucoup plus indépendante parce que l'individu est noyé dans la foule, parce que ses écarts de conduite peuvent plus facilement être dissimulés et que, s'ils viennent à être découverts, ils bénéficient souvent de la très grande tolérance de l'opinion publique.

On peut, enfin, mettre au nombre des avantages de l'existence urbaine les facilités qu'elle donne à chacun « de s'instruire et de perfectionner ses connaissances professionnelles ou intellectuelles par les renseignements de tous genres que lui donnent les écoles de tous les degrés, les cours d'adultes, les universités et les conférences populaires, les bibliothèques publiques, les contacts de tous les instants, la coexistence et le voisinage de toutes les professions, les chocs répétés des idées, le commerce utile ou agréable de gens à vue large ou originale dont on peut quelquefois tirer profit »², sans oublier qu'elle permet, plus aisément encore

1 V. notamment Leveson Gower : *L'émigration des campagnes vers les villes*, j. des Econom. sept. 1896.

2 Guillou, op. cit., p. 268.

que les campagnes, de faire œuvre de citoyen et de participer d'une façon plus large à la vie politique de la nation.

La connaissance de toutes ces commodités se propage au fur et à mesure que se développent les voies de communication, que le service militaire se généralise, que se répandent dans les moindres villages les livres et les journaux.

*
* *

Si le milieu physique où se trouve placée la propriété, si la population, si les origines, l'éducation, les goûts du propriétaire sont des facteurs d'absentéisme, il faut également mettre au nombre de ceux-ci, en lui donnant un rang important, la propriété elle-même.

Que la grande propriété soit une cause d'absentéisme, le fait ne peut pas être mis en doute : il n'est pas de pays où celle-là se soit développée sans que celui-ci ne prit naissance. L'Irlande, l'Ecosse, la Russie, l'Autriche, la Hongrie, l'Espagne, les Etats-Unis, l'Italie méridionale et la Roumanie en sont des exemples frappants. Au contraire, là où le régime dominant est un régime de petite propriété, et tel est le cas de la France, des îles anglo-normandes, de la Belgique, de la Hollande, de la Suisse..., on n'y rencontre l'absentéisme qu'à un bien moindre degré. Pourquoi ? Il y a au moins trois raisons qui l'expliquent.

Tout d'abord, le grand propriétaire est par cela seul et indépendamment de la fortune mobilière qu'il peut posséder, un homme riche. Il lui est dès lors loisible de rechercher les meilleures conditions d'existence et c'est

généralement celles des villes nationales, parfois celles des villes étrangères, qu'il préfère « d'autant plus qu'il a perdu à la campagne l'influence et l'autorité primitivement attachées à la richesse¹. Les individus, dit M. Arsène Dumont, « ressentent l'attraction urbaine en raison de leur fortune... L'expérience prouve que l'homme peut avoir à profusion des matelas et des lits de plume, des mets délicats et des vins fins, des chambres confortables et spacieuses, des vêtements chauds et fréquemment renouvelés, sans que tout cela l'empêche de périr d'ennui. Il n'est pas donné à toutes les natures de vivre comme un champignon sur une couche de terreau... Plus un homme est assuré contre le besoin, plus il a de confort chez lui, moins il a d'efforts à dépenser pour avoir le bien-être physique et plus d'autre part il lui reste de forces disponibles qu'il ne sait comment employer sans sortir de la campagne »². Il pourrait sans doute diriger l'exploitation de ses domaines, mais il ne le veut pas, à cause des soins qu'elle exigerait de lui.

La surveillance et l'administration de ses biens, s'il voulait s'en occuper sérieusement, constituerait en effet un travail parfois assez pénible, en tous cas une cause de continuel souci. Il préfère en rejeter le poids sur un autre. Il met à sa place un régisseur ou bien loue ses terres à des fermiers. Son revenu est moindre assurément, quoique considérable à cause de l'étendue de son héritage, mais il est délivré de toute préoccupation. Il est d'ailleurs des cas où il ne peut prendre que cette

¹ Leroy-Beaulieu (Paul) : *Essai sur la répartition des richesses*, p. 198.

² Dumont (Arsène) : *Dépopulation et civilisation*, Paris, 1890, p. 180.

détermination : c'est lorsque ses propriétés sont non seulement grandes, mais très grandes. Il importe, en effet, de remarquer qu'une différence fondamentale sépare à ce point de vue l'agriculture de l'industrie proprement dite. L'industrie se prête à la concentration : même si celle-là est considérable, celle-ci n'occupe jamais que des espaces restreints et ses procédés de travail sont uniformes : travaux et travailleurs peuvent être facilement conduits et contrôlés. Dans l'agriculture, au contraire, les méthodes varient selon les différentes sortes d'ouvrages que comporte une exploitation, ces derniers se diversifiant eux-mêmes suivant la nature des terrains et suivant les saisons ; d'autre part, les travailleurs sont disséminés. Il en résulte qu'il y a une limite à l'activité du grand terrien à partir de laquelle il ne peut être qu'absentéiste.

Enfin la propriété étendue a souvent des origines politiques, la conquête par exemple, qui à elles seules sont déjà de nature à éloigner les grands propriétaires de leurs fonds.

Les ventes et concessions de terres que les Etats font dans les régions incultes de la métropole ou dans leurs colonies peuvent donc présenter de graves inconvénients, lorsqu'elles sont excessives. Le danger apparaît surtout quand, à la suite de l'accroissement de la population et des apports de capitaux, la culture devient intensive. Les Etats-Unis qui, au début de leur existence, ont adjugé d'immenses superficies de territoire à quiconque en voulait, moyennant le prix minime d'un dollar par acre, commencent à s'en ressentir.

Est-ce à dire que seule la grande propriété puisse être

affectée d'absentéisme? Certainement non, et nous avons eu l'occasion de le dire. Les considérations qui précèdent ne peuvent guère sans doute s'appliquer à la moyenne propriété. Aussi est-ce pour d'autres raisons qu'elle comporte des forains. Ceux-ci sont essentiellement des industriels, des commerçants, des fonctionnaires, des personnes exerçant une profession libérale, dont les occupations absorbent tout le temps et les retiennent loin de leurs biens. Quant aux petits propriétaires, ce sont surtout la misère et l'attrait des villes qui les poussent à désertir leur champ. Il n'en résulte d'ailleurs, la plupart du temps, qu'un demi-absentéisme, en ce sens que leur modeste héritage, laissé jusqu'à leur retour aux mains de leur famille, ne cesse pas d'être cultivé comme par eux-mêmes.

Disons, en terminant, que petite, moyenne ou grande propriété, la terre est d'une possession très sûre et que les revenus qu'elle donne, souvent sans travail de son maître, sont même parfois plus élevés que ceux que donnent les valeurs mobilières de « tout repos ». Certains peuvent alors acquérir des biens fonds dans le seul but de faire un placement avantageux, avec l'idée bien arrêtée de ne s'en occuper que pour en toucher des fermages.

*
* *

Le crédit peut-il provoquer l'absentéisme? Il importe de distinguer ses diverses manifestations.

En ce qui concerne les sociétés par actions, nous avons dit plus haut que leur rôle pouvait être bienfaisant dans les pays économiquement arriérés. Mais dans

ceux qui ont une agriculture habile, elles ne présentent, à notre avis, que des inconvénients, parce qu'elles séparent l'intérêt du propriétaire de celui de la terre.

L'hypothèque appliquée à la petite propriété est pour elle une cause de ruine. « Le prêt hypothécaire par lui-même, même dans les conditions les plus favorables est très onéreux¹. Non seulement pour la très grande majorité des cas la sécurité du titre foncier est équivoque, mais l'emploi du crédit qui découle de la propriété est très discuté. Qu'on me permette de signaler ici un danger réel pour l'avenir de la petite propriété, erreur causée par l'esprit de généralisation trop absolu qui veut comparer des situations dissemblables. Dans les pays neufs et mal peuplés, au *Far-West* des Etats-Unis, en Tunisie, à la Nouvelle-Calédonie, à Madagascar, la vaste étendue des concessions à exploiter permet d'utiliser le droit de propriété comme un moyen de crédit et la dette hypothécaire est la condition même de la culture et du peuplement de ces déserts². Il n'en est pas de même en Europe et surtout en France, en ce qui concerne la petite propriété, celle qui n'a point de titres authentiques et qui, par sa valeur médiocre, ne peut devenir utilement un gage hypothécaire. L'hypothèque n'est plus l'auxiliaire du droit de propriété, c'est une brèche à la propriété elle-même et les expédients qu'on offre comme remèdes ne peuvent qu'aggraver le mal. Sous prétexte de créer le crédit, on excite à l'emprunt.

¹ Flour de St-Genis, op. cit. p. 267.

² « Dans ces contrées l'hypothèque, ainsi que l'a dit M. Levasseur avec un rare bonheur d'expression est le pont qui conduit du prolétariat à la propriété. » Ibid.

C'est un immense danger économique ; le mot spirituel de Law et de Calonne : *la dette prouve le crédit* a causé bien des déceptions ». C'est qu'en effet la terre ne rapportant net, en moyenne, que 3 0/0, le cultivateur est exposé à être très vite obéré, même s'il sait modérer ses besoins. En outre, qu'un événement fâcheux et imprévu se produise, qu'une épizootie atteigne son bétail, que la grêle dévaste ses récoltes, il est, s'il a épuisé son gage, exposé à la saisie parce qu'il ne peut tenir ses engagements. Quant au prêteur, il a le désagrément de voir, par le seul fait de cette procédure, son gage déprécié dans une proportion qui est rarement inférieure à 30 0/0 et il arrive fréquemment qu'il ruine l'emprunteur sans parvenir pour autant à être intégralement remboursé. De tout cela, il résulte souvent que la grande propriété se reconstitue sur les ruines de la petite.

*
* *

Le régime protectionniste n'est pas sans influence au point de vue qui nous occupe. Si la culture pratiquée dans le pays considéré est une culture intensive, il faut amener les propriétaires forains à s'intéresser à leurs terres et à y enfouir des capitaux dans l'espérance d'obtenir des profits très rémunérateurs, même quand s'appliquera la loi du rendement non proportionnel. S'il s'agit au contraire d'une culture extensive ou arriérée qui assure, sans beaucoup de frais ni de soins, un certain revenu au propriétaire, le système protecteur ne peut que seconder son absentéisme. La législation an-

glaise, par les mesures qu'elle prenait jadis contre l'importation des blés étrangers, produisait ces résultats pour le plus grand avantage des *landlords*. On a souvent reproché, en France, aux pouvoirs publics d'avoir refusé à l'agriculture la large protection qu'ils avaient accordée à l'industrie. Les traités de commerce de 1860 pouvaient assurément donner prise à ces critiques : les industries manufacturières recevaient les matières premières dont elles avaient besoin, en franchise, ou moyennant l'acquittement de taxes très légères, tandis que les produits similaires à l'étranger supportaient des droits d'entrée dont le minimum était de 20 o/o de leur valeur. Le résultat fut que les capitaux se dirigèrent en grande quantité vers l'industrie qui assurait de gros bénéfices¹. Mais on ne saurait faire, sans injustice, aux gouvernements de la Troisième République les mêmes reproches ; aucun d'eux n'a laissé à cet égard l'industrie agricole indéfendue².

*
* *

Pour terminer cette partie de notre étude, il nous faut dire quelques mots de la crise agricole qui, depuis plus de vingt ans, est l'objet des doléances des agriculteurs de l'ancien monde.

Qu'est-ce au juste ? Il importe de remarquer que le mot est tout à fait inexact. « On a tort de croire, disait en 1879 M. Georges Ville, que nous traversons une crise momentanée ; il y a dans la situation quelque chose de

¹ Lecouteux, op. cit., tome 1, p. 481 et s.

² V. notamment : *La France sous la Troisième République*. Paris, Alean, 1902.

bien plus grave ; nous sommes au début d'un conflit qui est destiné à changer les conditions économiques du vieux monde ; c'est le prélude de la concurrence qui ne pouvait manquer de naître un jour entre le monde ancien et les sociétés nouvelles. C'est une lutte pacifique, si l'on veut, mais qui ne finira plus et dont les moyens d'action sont l'initiative publique et privée, le travail, l'activité nationale sous toutes les formes¹ ». M. Flour de Saint-Genis², M. P. Ronce et M. E. Levasseur³ sont du même avis.

Voici maintenant les faits : La concurrence est devenue, au cours du siècle passé, de nationale européenne puis mondiale, grâce aux progrès incessants des moyens de transport. Les pays neufs sont alors venus déverser sur les marchés européens d'énormes quantités de produits et à des prix très bas, vu leur coût de production peu élevé. La valeur des denrées agricoles a donc été fortement dépréciée et, par suite, les revenus ruraux ont subi une diminution proportionnelle. Il faut citer d'ailleurs comme autres facteurs de ces perturbations économiques des fléaux naturels, épizooties, maladies des végétaux, particulièrement celles de la vigne⁴ et la disparition de plusieurs cultures ruinées par la découverte de certains produits industriels⁵.

¹ Ville (G.) : *Le propriétaire devant sa ferme délaissée*. Paris, 1890, préface.

² Flour de Saint-Genis, op. cit., p. 36, 38 et 48.

³ Ronce (P.) *La crise agricole*. Paris, 1900 et la préface de M. Levasseur.

⁴ Phylloxera, mildew, black-rot, etc.

⁵ La garance a cédé la place à l'alizarine artificielle. Les autres plantes tinctoriales sont concurrencées par les colorants dérivés de la houille. Le pétrole tend à remplacer partout l'huile de colza, etc.

Ces événements furent d'autant plus vivement ressentis en France que notre pays jouissait alors d'une prospérité agricole incontestable. On crut que ce mal ne serait qu'éphémère, mais on dut assez rapidement reconnaître qu'on s'était trompé. C'est alors que le législateur s'efforça de remédier à cette situation par une forte protection douanière. Les résultats de ces mesures heureuses ne furent pas d'ailleurs immédiats. Ils se produisirent lentement mais d'une façon continue si bien qu'on peut dire que la « crise », si « crise » il y eut, est aujourd'hui à son déclin.

Quelles en ont été les conséquences ? Que le petit propriétaire ait, comme le petit fermier ou le journalier pris souvent le chemin de la ville, parce que sa terre ne le nourrissait plus, le fait ne saurait être nié, bien qu'il n'ait pas constitué la règle. Quant au moyen et au grand propriétaire, ils ont eu à choisir entre ces trois partis : ou exploiter leurs domaines soit directement, soit par l'intermédiaire de régisseurs — ou vendre leurs biens à des agriculteurs de profession — ou consentir à un abaissement du taux des fermages. Il semble bien que ce soit cette dernière solution qu'ils aient en général préférée. Précisant ce point, l'enquête agricole de 1892 nous indique que cette diminution a été de 10 0/0 en moyenne. Mais si la crise agricole n'a pas agi directement sur eux, il est vraisemblable qu'elle n'a pas été cependant dénuée d'effet. Il est permis de penser que beaucoup se sont souvenus de leurs déceptions et de leurs mécomptes, quand il s'est agi d'orienter leurs enfants vers une profession. Par l'instruction, par l'éducation ou par les conseils qu'ils leur ont donnés, ils les

ont sans doute détournés de l'agriculture et dirigés vers la bureaucratie, les carrières libérales, l'industrie ou le commerce enlevant ainsi à la terre ce dont elle a le plus besoin : des capitaux et des propriétaires instruits.

*
* *

Voilà donc exposées les causes de tout ordre qui expliquent sans le justifier le plus souvent, l'abandon par les diverses catégories de propriétaires ruraux de leurs petits ou de leurs grands domaines. On estime unanimement que l'absentéisme volontaire ne saurait être assez fustigé. Il constitue en effet l'abdication d'un devoir social élémentaire¹ en même temps qu'il dénote de ceux qui le pratiquent la méconnaissance absolue de leurs propres intérêts. C'est ce que mettra en relief l'étude des conséquences politiques, économiques et sociales auxquelles il peut donner lieu.

¹ V. notamment Mortara : *I doveri della proprietà fondiaria e la questione sociale*. Rome, 1886 : Les propriétaires sont, pour lui, responsables de la bonne tenue de leurs domaines vis à vis de la société. L'état doit réprimer leurs négligences ou leurs abus au moyen de pénalités variées. Il répète le principe d'Ulpien : *Expedit rei publicae ne sua rebus male utatur*. V. Bernard, J. des Economistes, août 1886 où cette théorie est exposée

TROISIÈME PARTIE

LES CONSÉQUENCES

Dans le domaine des faits économiques et sociaux on a mainte fois remarqué qu'il n'est pas toujours aisé de discerner les clauses exclusives qui leur donnent naissance d'avec les seules conséquences qui en découlent logiquement. Un même fait peut apparaître, tantôt comme une cause, tantôt comme une conséquence d'un autre fait, tantôt comme étant simultanément l'une et l'autre. Telle est la première raison qui explique la diversité des conséquences auxquelles l'absentéisme agricole peut donner lieu.

La seconde, c'est que les causes principales que nous venons d'énumérer (nous ne saurions en effet avoir la prétention de les avoir toutes citées) sont elles-mêmes nombreuses et chacune peut avoir ses résultats particuliers.

Nous pensons cependant pouvoir grouper les plus importantes de ces conséquences dans les quatre chapitres qui suivent, en étudiant successivement l'influence

de l'absentéisme sur l'emploi des capitaux dans l'agriculture, la rente et le revenu fonciers — sur le mode de culture de la terre — sur le régime des tenures — enfin, sur le travail et la population.

CHAPITRE PREMIER

CONSEQUENCES DE L'ABSENTÉISME AGRICOLE SUR L'EMPLOI DES CAPITAUX DANS L'AGRICULTURE SUR LA RENTE ET LE REVENU FONCIERS

On peut assurément concevoir l'absentéisme du propriétaire non accompagné de celui de ses capitaux¹.

L'antiquité en connut des exemples. C'est ainsi que les notables de Carthage, retenus à la ville par leurs intérêts politiques ou économiques, n'en faisaient pas moins pratiquer sur leurs vastes domaines une culture savante parce qu'ils disposaient de capitaux très abondants : en ces temps là, ils étaient constitués par les esclaves. Ce système n'échappait pas d'ailleurs aux autres inconvénients résultant de l'absence du propriétaire lui-même.

De nos jours, on voit parfois des forains faire les dépenses nécessaires à la mise en valeur du capital foncier (drainages, irrigations, plantations, etc.) parce qu'elles sont généralement la source de revenus certains quoique non immédiats. On les voit aussi et, pour le même motif, confier à leur amodiateurs des cheptels vifs ou morts, capitaux fixes qui restent à

1 C'est en Angleterre que le fait est le plus fréquent.

demeure dans la métairie ou la ferme. Mais ce ne sont là que des exceptions. Très ignorants des choses agricoles, ils ne se rendent généralement pas compte des bénéfices qu'ils peuvent en retirer. En tous cas, ce qui est extrêmement rare, c'est de les voir confier à leurs fermiers ou métayers des capitaux circulants. Ce sont en effet essentiellement des sommes d'argent, sur lesquelles il leur est difficile d'exercer un contrôle quelconque, et le profit qui doit résulter pour eux de ces avances est des plus aléatoires. Ils aiment mieux faire d'autres placements.

On peut donc dire que le plus souvent l'absentéisme du propriétaire rural entraîne celui de ses capitaux. Or, ce fait est des plus regrettables. L'accumulation des capitaux dans l'agriculture ne produit, quand ils sont judicieusement employés que d'heureux résultats. Léonce de Lavergne a affirmé qu'ils ont dans la plupart des Etats de l'Europe doublé de la fin du XVIII^e siècle à nos jours et que c'est la seule raison qui puisse expliquer le perfectionnement de la culture et l'augmentation du produit brut. « Que le capital, dit un économiste auquel j'emprunte cette longue citation¹ ait frappé ses plus grands coups, ses coups les plus saisissants dans le domaine de l'agriculture, ce n'est pas douteux quand on ne traduit pas en chiffre les résultats obtenus. La vérité, c'est que, dans ces sortes de comparaison, l'agriculture a le désavantage considérable d'agir sur un atelier si vaste qu'il n'est pas donné à l'œil nu d'assister à un spectacle où, d'après les idées reçues, mais quelque

¹ Lecouteux : *Cours d'Economie rurale*, tome 1, p. 244 et 245.

peu anti-agricoles, les choses sont d'autant plus importantes qu'elles se groupent mieux dans une mise en scène plus concentrée. En d'autres termes, l'agriculture française c'est la France entière avec ses cinquante millions d'hectares cultivés ou cultivables. Et certes, c'est, par imagination, un spectacle qui a sa grandeur aussi que ces millions d'hectares de terres labourées à quinze centimètres d'épaisseur et comme telles ne donnant pour la plupart que de précaires et insuffisantes récoltes procèdent maintenant à la conquête de plusieurs millions d'hectares gisant naguère à l'état de sous-sols sous notre ancien domaine labourable. » Plus loin le même auteur ajoute : « Chiffrez les résultats de ces conquêtes à coups de charrue ; ajoutez-y les résultats obtenus par le matériel moderne..., animaux perfectionnés, récoltes de haut rendement ; tenez compte surtout de l'accroissement de nos matières fertilisantes de toute origine et vous aurez aussitôt la haute et juste idée que dans notre siècle de progrès il est permis de se faire du rôle et des résultats du capital en économie rurale. Plus se multiplieront à l'heure opportune les terres profondes et les moyens de fertilisation..., plus se développera la culture intensive avec toutes ses conséquences économiques, avec tous ses capitaux qui seront des milliards de francs »¹. Si tels sont les avantages de l'emploi des capitaux, on en déduit aisément les inconvénients que peut présenter leur absentéisme. Nous devons dire cependant un mot du principal d'entre eux².

1. *Ibid*, p. 246.

2 Signalons toutefois, sans qu'il soit besoin d'insister, que l'absentéisme a également pour effet d'être un obstacle à l'industrialisation de la culture.

Si le crédit est « l'âme des affaires » dans l'industrie et le commerce, il doit l'être aussi dans l'agriculture. De même en effet que le chef d'une entreprise industrielle peut, grâce à lui, faire de fructueuses opérations sur le produit desquelles il se libèrera, de même le chef d'une entreprise agricole doit pouvoir emprunter pour tirer un bon parti du bien qu'il exploite; l'accroissement du rendement, soit en matière, soit en valeur, lui permettra de rembourser ses prêteurs. Mais l'exode des capitaux du grand ou moyen propriétaire rural va les raréfier et les rendre très chers. Ce sera une grosse difficulté pour l'organisation du crédit. Il ne faut pas le regretter, quand l'emprunt se présente sous la forme du crédit foncier. Celui-ci, qui consiste principalement dans le crédit hypothécaire, offre beaucoup de dangers pour l'emprunteur. Le paiement de l'intérêt est très onéreux pour lui parce que son taux dépasse souvent le revenu que donne habituellement la terre, et la restitution du capital est souvent impossible. C'est alors l'expropriation du débiteur qui s'impose, mesure désagréable au créancier et qui n'a même pas toujours pour effet de le désintéresser complètement.

Par contre l'absentéisme des capitaux ne peut avoir qu'une mauvaise influence soit sur le crédit réel mobilier, d'ailleurs assez peu développé dans notre pays, soit sur le crédit personnel qui semble appelé à un brillant avenir. Il faut particulièrement à ce dernier des capitaux abondants et à bon marché. C'est ce qui explique que là où cet absentéisme a été très intense l'initiative publique ou privée s'est efforcée d'arriver à ces résultats : l'Italie, l'Irlande, la Roumanie sont dans ce cas. En

France, où pourtant le mal n'a jamais revêtu un état alarmant comme dans les pays que nous venons de citer, l'Etat a, par la loi du 17 novembre 1898, stipulé, à l'occasion du renouvellement du privilège de la Banque de France, que l'on emploierait au profit du crédit agricole la somme de quarante millions qu'elle était tenue de lui avancer et la redevance annuelle de deux millions qu'elle devait lui payer. Il a été en outre décidé par la loi du 31 mars 1899, que ces fonds seraient prêtés à des caisses régionales qui s'en serviraient pour escompter le papier des sociétés locales de crédit agricole. Le capital et les annuités accumulées forment à l'heure actuelle une somme d'environ quatre vingt millions, le crédit n'en a usé que du quart à peine.

*
* *

Il est un revenu tout à fait spécial de la propriété terrienne qu'on nomme la rente foncière. Il ne s'agit pas du loyer, du fermage qui représente l'intérêt des capitaux incorporés au sol, mais d'une redevance due « pour l'exploitation des facultés productives et impérissables du sol ». Quels sont sur cette rente ainsi définie par Ricardo, et sur le revenu foncier les effets de la direction intelligente du propriétaire et de la présence de ses capitaux ?

A l'origine, dit l'auteur que nous venons de citer, les hommes n'ayant besoin que d'une petite quantité de ternes ont choisi les meilleures. Leur revenu est évidemment le même que celui qu'ils retireraient d'un capital quelconque : la valeur de leur produit est abaissée par

la loi de la concurrence au niveau du prix de revient, puisqu'il y a des terres de reste. Mais lorsque la population vient à augmenter, il faut que les moyens de subsistance s'accroissent. Il faudra donc mettre en culture des terrains moins fertiles et plus éloignés et qui exigeront, par conséquence, un capital plus élevé. Les premières terres rapporteront donc davantage : elles donneront tout d'abord aux capitaux déversés sur elles un profit absolument égal à celui que donneront les capitaux absorbés par les dernières, et, en outre, une rente qui sera l'excès du premier profit sur le second. Dans un pays qui se développe, c'est-à-dire dont la population augmente, la rente s'accroît par rapport au capital, mais le profit diminue. Seuls la découverte de terres nouvelles très fertiles, et les progrès qui viendraient à être introduits dans l'industrie agricole, seraient capables d'empêcher ces mouvements de se produire.

Malthus, au contraire, prétend que les perfectionnements apportés à l'agriculture font croître la rente. S'ils diminuent le coût de production, sans que la production matérielle s'accroisse et sans que les prix changent, les capitaux ainsi rémunérés vont affluer, mais leur concurrence va bientôt abaisser les profits et c'est la rente qui s'élèvera. Si les progrès développent la production matérielle, les prix baisseront mais pour un temps seulement, car la population augmentant alors rapidement selon sa célèbre théorie, aura pour effet de les faire remonter et, tandis que les profits reviendront à leur taux primitif, la rente croîtra. D'ailleurs cette hausse attire les capitaux dans l'agriculture et permet au progrès de naître. Les effets de l'absentéisme doivent varier

suivant les besoins de la population, suivant la nécessité plus ou moins grande de mettre en valeur les terres. S'il diminue la production, le prix des produits et la rente se relèveront. S'il occasionne la baisse des salaires, celle-ci, d'après Malthus augmentera la rente. Toutefois dans le cas où ce serait le coût de production maximum sur les terres les plus deshéritées qui déterminerait la rente par le prix, ne peut-on pas dire que cette dépression des salaires abaissera ces frais de production ainsi que le prix et pourra réduire la rente ? Si, enfin, il met obstacle au perfectionnement des méthodes et des instruments de culture le coût de production sur les terres inférieures demeurera élevé, comme aussi la rente foncière, par voie de conséquence.

*
* *

S'il n'est pas douteux pour nous que l'absentéisme agricole restreint le produit brut, faut-il dire qu'il accroît le produit net ? Ce serait très heureux, parce que c'est essentiellement ce dernier et non l'autre, qui multiplie les richesses, développe la population et l'activité des échanges. Si l'idéal, en matière de production, est qu'il y ait, en même temps, gros produit brut et gros produit net (l'intérêt particulier des agriculteurs concorde alors avec l'intérêt du pays), la situation est encore satisfaisante, quand le maximum de produit net découle d'un produit brut relativement limité. Nous croyons que l'absentéisme ne peut que diminuer le produit net.

Tout d'abord la présence du propriétaire, même s'il

n'a pas beaucoup de capitaux d'exploitation, est des plus utiles. Il est le premier intéressé à les déverser où et quand il convient. Or, c'est une observation très juste, et d'ailleurs souvent faite, qu'il est bien plus facile de fournir aux diverses cultures des capitaux en abondance que d'en faire un judicieux emploi.

En outre, si l'on admet avec un certain nombre d'auteurs¹ qu'il n'y a pas dans la production « deux agents distincts et indépendants l'un de l'autre, l'homme et la nature », que l'homme seul produit car « seul il veut, prévoit et agit dans son autonomie, la nature étant passive, involontaire, indifférente au bien comme au mal » qu'elle est « force, moyen d'agir, rouage de transmission du mouvement mais rien de plus »; si l'on admet qu'il n'y a « qu'un moteur spontané seul responsable de tout l'acte bon ou mauvais, seul fondé par conséquence à revendiquer l'utilité et la valeur du résultat quelles qu'elles soient » et qu'ainsi « il n'y a pas de valeur naturelle, d'utilité naturelle et de fertilité naturelle » l'absentéisme du propriétaire, en privant ses domaines des ressources de tous genres qu'il peut posséder, et non seulement de ses capitaux, mais encore de son savoir, de son intelligence, de ses qualités morales, ne peut que réduire le revenu foncier.

Seulement une remarque importante s'impose ici. Quand la culture est très arriérée, quand la terre produit peu, la diminution du produit net est plus grande que celle du produit brut parce que les frais destinés à

¹ V. notamment R. de Fontenay : *Le revenu foncier*, passim et plus spécialement les chapitres 7 et 8 du livre I et le chapitre 5 du livre II.

obtenir un certain accroissement de la production ne sont, dans ce cas, jamais très élevés. Ils sont au contraire beaucoup plus considérables, s'il s'agit de tirer d'une terre bien cultivée et donnant déjà un rendement appréciable, un plus grand rapport ; dans ce cas, la baisse du produit net dépassera celle du produit brut.

CHAPITRE II

CONSÉQUENCES DE L'ABSENTÉISME AGRICOLE SUR LE MODE DE CULTURE DE LA TERRE

Si la culture extensive est une des causes de l'absentéisme, elle en est aussi une des conséquences. Le forain y trouve le double avantage de n'avoir pas à y engager beaucoup de capitaux et de s'épargner presque toute surveillance. S'agit-il par exemple, d'industrie fourragère et d'élevage en grand, il lui suffira de visiter son domaine une ou deux fois par an notamment à l'époque de la fenaison. Le personnel de l'exploitation est en effet beaucoup plus réduit que dans la culture proprement dite et les travaux beaucoup plus simples.

C'est pour ces motifs que tous les pays où l'on rencontre ce mode de culture très développé sont des pays où sévit l'absentéisme. N'est-ce pas pour le pratiquer aisément que les landlords écossais ont dépeuplé d'un seul coup d'immenses territoires par l'application du trop fameux *clearance-system*, et que les agents de la maison de Sutherland, impatients d'arriver à leur fin, n'ont pas craint d'incendier les maisons pour en chasser

les paysans et substituer à la culture l'élevage du mouton ou des chasses à daims. Et l'on pourrait faire de semblables remarques en ce qui concerne l'Irlande et l'Italie, pour ne citer que les exemples les plus frappants.

Assurément la culture extensive ne mérite pas les critiques qu'on lui adresse d'ordinaire, dans tous les cas indistinctivement. Il y a mainte situation dans laquelle, la culture intensive étant dangereuse, elle est une nécessité absolue. Le peu de valeur de la terre considérée, la modicité du capital d'exploitation, le manque de débouchés et l'éloignement du marché sont autant de causes qui l'imposent. « Chacun de ces systèmes, dit Lecouteux¹, a sa raison d'être, non seulement au point de vue des intérêts généraux de l'Etat qui est le premier intéressé à ne pas appuyer, recommander, encourager des systèmes de culture se traduisant en perte pour leurs applicateurs, mais encore pour les exploitants de grands domaines qui embrassent sous leur action des terres d'inégales aptitudes productives, les unes riches et les autres pauvres, les unes éloignées et les autres rapprochées des bâtiments d'exploitation, les unes sèches, mais irrigables, et les autres sèches, mais non arrosables, les unes faciles et les autres difficiles à travailler. A de telles dissemblances il faut non pas un seul système cultural, mais un ensemble harmonique de systèmes qui applique à chaque terre ce qui lui convient le mieux ». Il n'en reste pas moins vrai, cependant, que beaucoup ne peuvent invoquer ces raisons pour expliquer l'obstination qu'ils mettent à refuser à leurs

¹ *Cours d'Economie rurale*, tome 2, page 466.

propriétés leur argent et leurs soins. Dans ce cas, leur conduite est au premier chef un obstacle au progrès agricole. Et d'ailleurs même dans le cas où la culture extensive se justifie, il est du devoir de ceux qui la pratiquent de la considérer comme un moyen d'arriver peu à peu à la culture intensive qui nous paraît être la forme de l'avenir, et tout particulièrement dans notre pays. « Les débouchés gouvernent la production, dit F. Bernard. Ce principe s'applique dans l'industrie agricole aussi bien que dans toute autre industrie. Voilà la raison déterminante qui fait que l'agriculture française doit trouver sa voie dans les systèmes de culture intensifs. Heureusement qu'il nous est relativement plus facile qu'aux Américains de viser aux hauts rendements ; une main d'œuvre agricole à bon marché, une population dense, de nombreux effectifs en bétail de rente et animaux de trait, des transports à petite distance tant pour s'approvisionner que pour écouler les produits, sont autant de facteurs à notre avantage tendant tous à provoquer l'engagement des capitaux dans l'exploitation du sol. Il y a plus. Au point où nous en sommes, tout progrès raisonné et judicieusement fait rend bien au-delà de ce qu'il a coûté, de telle sorte que notre intérêt le mieux compris est encore de suivre l'impulsion à laquelle nous sommes forcés d'obéir. » De fait, on constate de nos jours que ce sont les Etats les plus riches qui pratiquent les cultures les plus intensives¹,

¹ A noter d'ailleurs que si tous les économistes sont à peu près d'accord pour déclarer que la culture intensive est la forme de l'avenir, ils ne s'entendent pas sur les moyens destinés à y parvenir. Les collectivistes prêchent la substitution de la grande production capitaliste à la production actuelle,

et améliorent la production agricole soit en quantité soit en qualité par l'abaissement des prix de revient, la spécialisation des cultures et l'extension des industries accessoires qui se greffent sur elles.

c'est-à-dire la substitution de la grande propriété anonyme à la propriété privée (Karl Marx, Kautsky) ; d'autres, appartenant à l'école libérale ou à des écoles dissidentes, se prononcent pour la constitution de vastes sociétés agricoles par actions (tel de Molinari) ; d'autres, et ce sont les plus nombreux, ont foi dans la propriété individuelle fortifiée au besoin par les formes nouvelles de l'association agricole : syndicats, coopératives, mutualités (Gide, Lecoûteux, Flour de Saint-Genis, etc. etc.).

CHAPITRE III

CONSÉQUENCES DE L'ABSENTÉISME AGRICOLE SUR LE RÉGIME DES TENURES

Le type le plus parfait de propriétaire est constitué par le propriétaire exploitant. Deux traits le caractérisent : Il vit sur son domaine et il en conserve seul la haute direction. Résider ne suffit pas. « Il faut que sa résidence ait lieu dans des circonstances et des conditions essentiellement favorables aux intérêts de l'agriculture, à ceux des habitants de la campagne, aussi bien que du propriétaire lui-même. Ne voit-on pas des propriétaires aisés et même riches s'imposer, non sans douleur, la dure obligation de passer plusieurs mois dans l'une de leurs terres pour y vivre avec la plus stricte économie, quelquefois même avec la plus excessive parcimonie, afin de réparer les brèches faites à leur fortune l'hiver précédent, ou dans l'intention de se préparer des ressources pour faire face aux dépenses que doivent occasionner prochainement la passion du luxe et même très souvent la fureur du jeu, de la spéculation, dont la soif insatiable de l'or est la cause première et le plus funeste stimulant. Pense-t-on que dans de telles conditions, la

présence d'un propriétaire sur ses terres puisse être considérée comme une circonstance heureuse et favorable à la prospérité générale? »¹ Le faire-valoir direct est de tous les modes d'exploitation du sol le plus avantageux et pour l'individu et pour la société. D'une part, en effet, cet homme qui donne son savoir, son temps, ses capitaux à la culture d'un domaine stable dans ses mains, ne peut, à cause de l'intérêt personnel qui le guide, que tirer des opérations qu'il fait des résultats financiers remarquables, s'il est persévérant et à la fois prudent et hardi. Ici, sans aucune crainte d'expropriation le capital d'exploitation s'unit au capital foncier. Ici, la culture et la propriété ne sont jamais sacrifiées l'une à l'autre. Ici les améliorations foncières sont entreprises de la façon la plus rationnelle, parce que le propriétaire sait que si les avantages qu'il doit en retirer exigent plusieurs années d'attente, il sait que les bénéfices en seront pour lui. L'œil du maître fait reluire les chevaux, les vestiges de ses pas fument les terres, dit un proverbe allemand. D'autre part, il contribue au progrès social en détruisant les préjugés, en répandant autour de lui les bonnes méthodes, les bons conseils, en commanditant, s'il en a les moyens, les cultivateurs en qui il a confiance, en créant des caisses rurales qui éviteront aux paysans le recours à l'usurier de village et les risques de la procédure, en fondant des syndicats professionnels pour la défense ou l'étude de leurs intérêts agricoles. L'exploitant peut d'ailleurs, tout en conservant la direction de l'ensemble, déléguer une

1 V. de Tracy : *Lettres sur l'agriculture*.

partie de ses fonctions de surveillance à des auxiliaires spéciaux qui ont autorité sur les simples domestiques ou ouvriers agricoles : tels sont les chefs de culture les magasiniers, les pâtres-chefs des pays d'élevage, les *païres* des vignobles languedociens.

Les propriétaires n'abdiquent cependant pas toujours leurs devoirs, quand ils renoncent au faire-valoir direct. Ils peuvent recourir à une sorte de compromis entre ce dernier et l'amodiation. C'est le faire-valoir par régie. Ici la direction de tous les services appartient à un représentant du propriétaire. Parfois, lorsqu'à la probité il joint des connaissances techniques étendues, le propriétaire, tant que ses vues concordent avec les siennes, lui laisse une grande liberté d'allures pour organiser l'exploitation. Il est alors un véritable ingénieur. Mais généralement son rôle est plus modeste et se borne à ne remplir que des fonctions d'exécution. Le propriétaire discute avec lui le plan d'exploitation qui sera suivi pendant l'année, notamment le système financier et le système cultural de l'entreprise. Il le lui impose même, souvent sans le consulter. De temps à autre, il vérifie si ses instructions sont fidèlement mises en pratique. Quand rien ne s'entreprend sur le domaine que sous réserve de la vigilance du maître, et que celui-ci ne se désintéresse pas de l'exploitation de son régisseur, ce système, bien que les frais de régie soient relativement élevés, n'a pas de mauvais effet. S'il en est autrement, il n'est, de toute évidence, qu'une forme d'absentéisme analogue à celle qui résulte trop souvent du fermage. « La comtesse d'Aulnay, dans la relation d'un voyage qu'elle fit en 1679, parle de la gestion déplorable des

intendants espagnols dont les maîtres, par indolence ou fausse dignité, ne s'enquéraient même pas de ce qu'il pouvait y avoir de vrai ou d'inexact dans leurs comptes. En Bohême, où ce système était fort usité, des témoignages d'historien attestent que les régisseurs dévoraient le tiers et jusqu'à la moitié du revenu »¹. La régie est pratiquée dans les grands domaines seigneuriaux de la Russie, de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne et dans les pays neufs (Etats-Unis, Algérie, Tunisie) où se portent les capitaux qui recherchent des placements très rémunérateurs. En Angleterre, pays où la proportion des terres affermées est très forte, il faut noter que là où le faire-valoir est pratiqué, par exemple sur les réserves des grands propriétaires fonciers, c'est sous la forme de la régie agricole qu'il se présente le plus souvent. Il leur permet de voyager durant une bonne partie de l'année sur le continent sans que leurs domaines soient négligés. En France, ce mode d'exploitation est fort peu important. Le nombre des régisseurs tend constamment à décroître : en 1882 ils étaient au nombre de 17.966 et en 1892 de 16.091. C'est, au contraire, le chiffre des propriétaires exploitant qui s'élève d'une façon régulière (2.199.220 en 1892, au lieu de 2.150.676 en 1882).

L'absentéisme fait généralement préférer aux forains le bail à ferme au métayage, à cause de la surveillance que nécessite celui-ci.

1 H. Baudrillart : *Dictionnaire d'Economie politique*, v^o Tenures.

*
* *

Le fermage, c'est-à-dire « l'exploitation faite par un tiers des terres d'autrui, moyennant le paiement d'une redevance fixe »¹, présente de très nombreux inconvénients en ce qui concerne la culture, le cultivateur, et le propriétaire lui-même. L'absentéisme ne peut que les aggraver.

Bail à ferme et culture épuisante, a-t-on dit avec raison, sont choses souvent synonymes. Les propriétaires recherchent généralement les baux à court terme parce qu'ils leur permettent, à chaque renouvellement, de profiter de l'accroissement de la valeur locative de la terre. Les fermiers ne se considèrent donc que comme des exploitants² et ils se comportent en conséquence. La culture pour eux se résume dans l'art de savoir épuiser le sol, dans « l'art de prendre à l'immeuble toute sa partie périssable et de ne laisser lors de la remise des lieux que la partie impérissable... En d'autres termes, quand le propriétaire insouciant de l'avenir ne voit dans un bail que l'argent des loyers, le fermier ne voit également dans la terre qu'une machine à battre monnaie en prenant pour matière tout l'engrais contenu dans cette terre...³ ». Selon le mot de Thaer, le propriétaire regarde sa terre comme une épouse, le fermier la traite

1 Exposition Universelle de 1900, groupe xvi, 2^e partie, chap. 9, p. 91. (Rapport de M. Chevallier).

2 « C'est un champ de ferme », dit quelquefois le cultivateur savoyard, quand on l'interroge sur l'état négligé d'un champ, fait d'ailleurs plutôt rare. (V. Gide op. cit., p. 530.)

3 Lecouteux, op. citat., tome 2, page 34 et s.

comme une maîtresse¹. Supposons un bail de neuf ans, ce qui est en France sa durée normale. Voici ce qui se passe : Durant les trois premières années le cultivateur reconstitue la terre que son prédécesseur a complètement ruinée, sans pour autant pratiquer une culture savante et intensive, car celle-ci exigerait des connaissances et des capitaux qu'il ne possède généralement pas. Pauvre fermier, pauvre terre, pauvre agriculture, ont coutume de dire les agronomes. Dans les trois autres, il jouit en partie des amendements qu'il a entrepris. Dans les trois dernières, il rentre dans toutes les avances qu'il a faites; évitant toutes les dépenses qui ne sont pas d'une productivité immédiate, il s'acharne à tirer de la terre tout ce qu'elle peut donner. Les intérêts du fermier et du propriétaire, s'ils sont théoriquement solidaires, sont donc pratiquement opposés.

Mais, nous objectera-t-on, les conventions passées entre le bailleur et le preneur peuvent sauvegarder les intérêts de l'un et de l'autre. Des clauses peuvent obliger le fermier à ne pas épuiser la terre et à lui restituer, dans les dernières années qui précèdent l'expiration du bail, ses éléments fertilisants. Elles peuvent stipuler que les baux seront à long terme, que la valeur des avances faites par le cultivateur lui sera remboursée, que les années de jouissance seront rachetables, que les fer-

1 N'est-ce pas le cas de rappeler le passage bien connu de Michelet parlant du paysan propriétaire : « A trente pas il s'arrête, se retourne et jette sur sa terre un regard profond et sombre, mais pour qui sait bien voir, il est tout passionné ce regard, tout de cœur, plein de dévotion », La terre, ajoute Gide, ne sera jamais regardée de cet œil là ni par le fermier, ni même par le propriétaire qui l'a affermée !

mages varieront avec le prix des denrées. Examinons rapidement leur mérite.

En ce qui concerne les premières, le forain étant presque toujours très ignorant en matière agricole, elles sont théoriquement ou insuffisantes ou au contraire trop sévères et paralysent alors l'activité du cultivateur. Pratiquement, elles ne sont que partiellement observées, car l'œil du maître est ici absent.

Si le bail est à long terme, s'il s'agit par exemple de baux héréditaires que consentent souvent les personnes morales en Allemagne, en Italie, et au Portugal, le fermier qui, pour reprendre la comparaison de Thaer traite habituellement la terre en maîtresse, cesse de le faire, car plus cette relation dure plus elle se rapproche de la condition légitime. Il peut donc, s'il a quelques ressources, faire des amendements et même réaliser des améliorations foncières. Mais l'initiative raisonnée du maître, sans parler de ses capitaux, fait défaut et il est à craindre que ce soient de vieilles méthodes, des procédés routiniers qui soient employés pendant toute la durée du contrat. Du reste, le forain préfère de beaucoup, en général, les baux à court terme, à cause de leurs avantages plus apparents que réels.

Quant aux autres clauses, elles ont l'inconvénient d'entraîner des complications, des règlements de compte délicats. Telle est notamment celle qui prévoit le remboursement des avances. Elle nécessite habituellement la confection de deux états de lieux, l'un au commencement, l'autre à la fin du bail. Le premier n'occasionne pas de difficultés, mais le second exige presque toujours une expertise. En outre, « ce n'est praticable que dans

les pays de fermage avancés en agriculture, et même dans ces pays, y a-t-il lieu très souvent de tenir compte de la tendance des experts à favoriser le fermier aux dépens du propriétaire. En Angleterre, où les expertises de cette nature sont fréquentes, où les experts sont fermiers eux-mêmes, il n'est pas sans exemple de rencontrer des cultivateurs-spéculateurs qui recherchent les baux à court terme basés sur ce mode de remboursement, parce qu'entre tous les fermiers d'une même contrée, il y a réciprocité de reconnaissance pour les services rendus à l'occasion des expertises de fin de bail¹ ». Il est vrai qu'en France, cette dernière critique est sans portée. Ces conventions y sont rares et, de plus, on peut facilement trouver des experts parmi les propriétaires-cultivateurs. Il n'en résulte pas moins des embarras et des frais.

Cependant, on a maintes fois projeté chez nous de reconnaître, par mesure législative, au fermier sortant le droit de participer aux bénéfices des améliorations qu'il a exécutées. Il nous semble qu'il n'y a pas lieu d'approuver ces idées. A quoi donc, a-t-on dit, servirait le propriétaire ? Ce serait lui ôter la direction de ses terres, le soumettre au tenancier et favoriser ainsi indirectement l'absentéisme. Et puis, pourquoi la loi viendrait-elle restreindre ainsi la liberté du travail et des contrats ? Le fermage n'est-il pas l'expression de la libre volonté des parties ? A quels résultats choquants n'aboutirait-on pas s'il prenait fantaisie au cultivateur de plâtrer, de planter, de drainer ou d'irriguer à tort et à travers, pour obtenir, à l'expiration du contrat

¹ Lecouteux, op. cit. p. 41.

de fortes indemnités ? Le bailleur ne serait-il pas, dans bien des cas, payé en prétendues améliorations, alors qu'il peut avoir besoin d'argent pour exécuter certains engagements dont répondent ses biens ?

Le fermage présente encore ce grave inconvénient de créer une division de classes dans la société : il y a d'un côté des créanciers et de l'autre des débiteurs. Des haines, peut-être sourdes, mais en tous cas tenaces, naîtront, surtout quand un évènement imprévu, un fléau quelconque, à la merci desquels se trouve le fermier, le mettront dans l'impossibilité de s'acquitter de la redevance convenue.

On peut aussi lui reprocher d'entraîner la plupart du temps l'emploi d'ouvriers salariés. Dans les pays où il est pratiqué, on trouve, a dit Bastiat, des châteaux déserts, des fermes dont une loi inexorable arrête les progrès et des amas de masures où pullule la race des journaliers. On remarque un antagonisme incurable entre les trois classes que nourrit le sol : des propriétaires qui souvent n'ont jamais vu la terre qui fournit à leur luxe de cour ; des fermiers déplorant l'aspect de leurs riches moissons, signe certain du surcroît de charges qui les menace ; des journaliers sans instruction, sans intérêt au succès de leur œuvre, sans prévoyance et sans espoir en un avenir qui, pour eux, ne recèle aucun germe d'amélioration. Telle est la condition réelle à laquelle ont été réduites ces contrées, combinaison trop vantée parcequ'elle a été trop souvent considérée au seul point de vue de la production et dans le seul intérêt du propriétaire »¹.

¹ Bastiat : *Journal des économistes*, février 1845.

Le fermage suppose que le preneur possède une aisance relative : il faut qu'à lui tout seul il assume les risques de l'entreprise. (C'est, du reste, très logique, puisqu'il a comme compensation tous les bénéfices qui peuvent lui échoir). Souvent même, il est dans l'obligation, au début de son bail, d'acheter un cheptel. Aussi certains individus qui disposent d'une abondante main-d'œuvre, parce qu'ils disposent d'une nombreuse famille, mais qui ne possèdent que de très modestes capitaux, éprouvent de sérieuses difficultés, dans un pays, où domine ce mode d'amodiation, à trouver une exploitation à diriger.

Enfin le bail à ferme, selon un certain nombre d'auteurs, discrédite la propriété, lui fait perdre le fondement — ou du moins l'un des fondements sur lequel elle repose. Si la propriété foncière est, comme nous le croyons, « une fonction sociale qui doit être exercée personnellement et non par délégation, ce qui est d'ailleurs la règle pour toutes les fonctions publiques, si... elle se fonde sur l'utilité publique, elle n'a plus de fondement du jour où son titulaire n'a plus d'autre rôle que de toucher des fermages et démontrè, par son absentéisme même, qu'il vit en parasite »¹.

*
* *

Le métayage est un contrat par lequel le propriétaire, en se réservant la haute direction et la surveillance de l'entreprise, fait l'apport de son domaine et

¹ Gide : *Cours d'Economie politique*, p. 730 et suiv. V. aussi le *Lehr- und Handbuch der politischen Oekonomie* de Wagner. Cet économiste soutient que le fait par un propriétaire de se désintéresser de sa terre et notam-

d'une partie du capital d'exploitation, tandis que le cultivateur fournit l'autre partie et la main-d'œuvre nécessaire, sous la condition mutuelle que les profits et les pertes seront partagées dans une proportion convenue entre eux d'avance. Celle-ci est d'ailleurs très variable : tandis que le *Khammès* africain ne reçoit que le $\frac{1}{5}$ de la récolte, le colon de l'Espagne ou du Portugal en reçoit souvent les $\frac{2}{3}$. La définition que nous venons de donner fait pressentir combien grandes sont les différences qui séparent cette convention du bail à ferme, et quelle supériorité elle possède sur lui, malgré que les économistes du XVIII^e siècle et ceux de la première partie du siècle passé se soient montrés beaucoup plus favorables à celui-ci.

Turgot, Arthur Young, Adam Smith, Jean-Baptiste Say furent les principaux adversaires du métayage. Léonce de Lavergne n'en était pas partisan. Sismondi, qui sut tracer un tableau très saisissant de la valeur et de l'aisance du métayer toscan, Bastiat et Stuart Mill en furent des apologistes convaincus. De nos jours, ce mode d'amodiation est en honneur. L'école libérale, sans le prôner, reconnaît qu'il n'est pas dénué d'avantages, l'école catholique voit en lui une restauration partielle des mœurs patriarcales d'autrefois ; l'école solidariste, une forme de coopération. Voyons donc ses avantages.

Ici, la redevance payée au propriétaire, en nature ou en argent, n'est pas fixe. Si, par conséquent, les revenus

ment de la donner à ferme devrait être considéré comme une cause légitime d'expropriation. Beaucoup d'auteurs italiens partagent cette manière de voir, notamment Pavese.

d'une métairie augmentent, le bailleur n'a aucun avantage à changer de preneur, puisque lui-même va profiter tout naturellement de cette hausse. Peu importe donc, à ce point de vue, la durée des baux. En fait, ils sont généralement conclus pour une année avec la clause de renouvellement par tacite reconduction. Parmi les économistes, les uns¹ font remarquer que c'est là un grand inconvénient analogue à celui que nous avons signalé à propos du fermage ; les autres² font valoir que le colonage partiaire reposant sur une confiance réciproque et une entente mutuelle, mieux vaut que les parties ne soient pas liées pour longtemps, leur mésintelligence entraînant, à bref délai, la ruine de l'exploitation. Quoiqu'il en soit, cette discussion est plutôt d'ordre théorique. En réalité, bien que fait à courte échéance, les engagements se prolongent presque toujours et il n'est pas rare de les voir se perpétuer dans certaines familles.

Les intérêts du propriétaire et du colon ne sont pas antagonistes. » Il y a, disait de Gasparin, dans le principe du partage des produits entre le travailleur et le capitaliste une vertu secrète qui s'adapte merveilleusement aux faiblesses de la nature humaine, qui fait taire la jalousie et la cupidité et qui semble particulièrement adapté à la situation actuelle des peuples. Dans les pays à métairies, on ne voit pas cette fureur aveugle contre la propriété qui anime les esprits dans ceux à fermage. Courir ensemble les mêmes chances, craindre les mêmes

¹ De Tourdonnet : *Situation du métayage en France*. H. Baudrillart : *Les populations agricoles de la France*.

² Convert : *L'Agriculture de la Creuse*. (J. de l'Agriculture, octobre 1904.)

fléaux, se réjouir des mêmes événements, pleurer les mêmes pertes, c'est établir une confraternité qui ne laisse pas prise aux mauvaises passions »¹. En effet, tandis que dans le fermage les intérêts des deux contractants sont bien souvent, en fait, en raison inverse les uns des autres, ils sont ici en raison directe, et si l'on peut dire que le fermage se rapproche du salariat, le colonage, lui, ressemble à une participation aux bénéfices, tout en lui étant supérieur, puisqu'il réalise l'association du capital et du travail. Le colon participe à la direction dans une certaine mesure, et ce, même en France où la loi semble l'en avoir exclu. D'abord, en droit, tout changement dans la culture peut être refusé par lui si le bail n'a par réglé ce point. En outre, il n'y a en pratique que les bases principales sur lesquelles elle repose, qui fassent dans le contrat l'objet d'une réglementation ; les détails sont toujours laissés à son initiative. Enfin, le propriétaire consulte très souvent le preneur et celui-ci, même quand il y a désaccord entre eux, cas où c'est la volonté du maître qui doit l'emporter, son avis ne manque pas d'influence : « Il a pour lui la force d'inertie qui sans aller jusqu'à provoquer une rupture, impose la réflexion. Son propriétaire sait qu'il ne fera bien que ce qu'il croira utile et profitable. Aussi se garde-t-il d'abuser des droits qu'il se réserve pour arriver, par la conviction, à l'accord qui sauvegardera les doubles intérêts en présence. »²

Le colonage partiaire donne-t-il un revenu plus élevé

¹ De Gasparin : *Le métayage*, introduction.

² F. Convert : *L'agriculture de la Creuse* (J. de l'Agriculture oct. 1904).

que le fermage ? *A priori*, on doit répondre par l'affirmative. Il est logique que le maître qui s'occupe de ses domaines soit, par la force même des choses, dédommagé de ses soins. C'est aussi ce que confirme l'expérience. La plupart des auteurs ou des agronomes qui l'ont étudié ou pratiqué l'affirment. Tels sont MM. Riefel¹, de Garidel², de Tourdonnet³, Convert⁴, Ratouis de Limax⁵. Du reste, s'il en était autrement, les propriétaires comprenant leur intérêt ne manqueraient pas de faire cultiver leurs terres par des fermiers, or ceux-ci sont loin de faire défaut, même là où domine le régime du métayage.

Une autre supériorité du mode de tenure que nous étudions consiste dans la facilité avec laquelle il supporte les crises. On sait que depuis vingt-cinq ans le prix des produits agricoles a considérablement baissé dans la plupart des Etats de l'ancien continent. Or, tandis que ce fait a pesé très lourdement sur les pays de fermage, il n'a que faiblement atteint les pays de métayage. En voici les raisons : D'une part, le fermier ayant à payer à date fixe la redevance convenue, qui est presque toujours une somme d'argent, doit vendre ses produits. Mais la dépression des cours peut le mettre dans l'impossibilité de s'acquitter envers le propriétaire. Dans ce cas, le bail sera vraisemblablement résilié. Avec

1 Cité par H. Baudrillart. *Rev. des d. mondes*, 1885, (*Le métayage en France et son avenir*) et par F. Bernard (*Les systèmes de culture*, p. 148).

2 *La Réforme sociale et le Centenaire de la Révolution*, p. 550.

3 *La situation du métayage en France*.

4 F. Convert : *La propriété*.

5 *Le métayage et les baux à colonage partiaire dans le département de l'Indre*.

le métayage, cet inconvénient n'existe pas, puisque le colon ne paye que proportionnellement aux bénéfices qu'il a réalisés et généralement en nature. « En présence d'une crise, dit M. de Tourdonnet, le fermier reculant devant les chances de l'avenir, abandonne sa ferme. Le métayer, au contraire, reste sur la brèche ; certain qu'il n'aura jamais à prélever, dans les mauvaises années, sur un capital lentement amassé, un complément de prix du fermage, certain que le propriétaire le conservera et l'aidera au besoin, il attend paisiblement des jours meilleurs¹ ». Sa part est sans doute dépréciée, mais comme il la consomme en nature presque toute entière, sa valeur d'usage ne suit pas les vicissitudes de sa valeur d'échange. D'autre part, le propriétaire, lui aussi, souffre beaucoup moins. Le fermier trouve dans la crise un motif ou un prétexte pour ne pas s'acquitter envers lui de sa prestation. Avec un métayer, rien de tel ; sa part de récoltes ne lui échappe pas. C'est à cause de ce partage des risques entre le bailleur et le preneur que les cultures à rendements irréguliers sont si souvent soumises à ce régime : telles sont les cultures arbustives, vignes, mûriers, oliviers, amandiers, de la France et de l'Italie. C'est, a-t-on dit, le premier type de la mutualité agricole. Il est vrai qu'on trouve parfois, stipulée dans les conventions, une redevance fixe, impôt ou prestation colonique, que doit verser le colon au propriétaire. Elle semble fausser l'esprit du contrat de métayage qui est de tout partager. Certainement, elle est détestable lorsqu'elle devient

¹ De Tourdonnet, op. citat., page 77.

oppressive et qu'elle ne peut représenter ni le loyer de la maison d'habitation du métayer, ni l'impôt foncier que paye le propriétaire, ni la portion à laquelle il a droit de certains produits difficilement partageables. Elle peut alors empêcher le cultivateur de faire les frais nécessaires à une bonne exploitation des terres, dans la crainte de la voir s'élever. Cependant il est très rare, au moins en France, que les propriétaires abusent de la prestation colonique; elle est généralement faible (5 à 10 francs par hectare) et il est d'usage de ne jamais l'augmenter pour le métayer qui continue, après l'expiration du bail, à occuper le même domaine.

Enfin le métayage présente ceci de particulier qu'il pousse le propriétaire à la résidence. Dans le fermage, il n'a qu'un très vague droit de contrôle à exercer à l'égard du tenancier, et l'antagonisme qui existe naturellement entre le cultivateur et lui, l'incite à désertir la campagne. La terre n'est pour lui qu'un capital ordinaire dont il veut toucher des intérêts aussi élevés que possible. Ici, il n'en est pas de même. Il est intéressé au premier chef à voir le rendement augmenter et à être présent au moment des moissons et du partage des produits. Il est le chef de l'exploitation : C'est à lui de diriger les semencements, les assolements, l'achat, l'élève et la vente du bétail, après s'être entendu avec le tenancier en suivant les clauses du bail. Il est le caissier de l'entreprise, il reçoit seul le montant des ventes, et il acquitte seul les dépenses. Le règlement se fait à la fin de l'année. Il en est aussi le banquier : c'est lui qui fait les avances destinées aux améliorations culturales, résolvant ainsi de la façon la plus heureuse le

problème du crédit agricole. Quant aux améliorations foncières, elles sont exclusivement à sa charge. On comprend donc que par cette fusion d'intérêts qui pousse les métayers à « remuer bras et jambes » ainsi qu'à exercer leur intelligence, et les propriétaires à féconder le sol et le travail par leurs capitaux et leur initiative, la puissance productive du métayage puisse s'élever très haut. De fait, ne voyons-nous pas en France que dans les départements où l'on rencontre le plus de métayers, la culture y est très perfectionnée ? L'Allier, la Gironde, la Mayenne, la Haute-Vienne, la Nièvre, pour ne citer que ceux-là, n'en sont-ils pas des exemples frappants¹ ? N'assistons-nous pas aussi depuis quelques années, dans le Languedoc, pour la viticulture qui exige une abondante main-d'œuvre et des capitaux, à une rénovation du métayage due aux difficultés qui se sont élevées ces dernières années entre propriétaires et ouvriers ruraux ? Les riches contrées de l'Italie ne contiennent-elles pas presque autant de colons que de petits propriétaires ? Si P. Leroy-Beaulieu a dit : « Le métayage a un grand défaut, si ce n'est un grand vice, c'est qu'il est incompatible avec la culture intensive² », nous croyons que c'est là une erreur manifeste.

Par les caractères que nous venons de signaler, surtout par le dernier, le colonage se différencie beaucoup du fermage et se rapproche du système de l'exploitation

¹ Avec quelques modalités on le trouve assez fréquemment pratiqué autour de Paris pour les cultures maraîchères, dans le département du Lot pour la viticulture ainsi que dans les départements voisins de ce dernier, enfin dans l'Angoumois (*quartayage*).

² Paul Leroy. - Beaulieu : *Essai sur la répartition des richesses*. Chap. 5.

directe. Il exige au moins une demi-présence, selon le mot de Gasparin. Ne pouvons-nous pas dire qu'il ne constitue dès lors qu'un demi-absentéisme ?

*
* *

Le sol, dit-on souvent, ne peut nourrir deux maîtres. Et cependant il lui faut parfois en nourrir davantage. Il en est ainsi lorsque le forain recourt à un fermier général. On appelle de ce nom l'individu qui sous-loue à de petits fermiers ou métayers les terres qu'il a lui-même louées à un propriétaire préoccupé de se décharger de tous les soins que lui occasionne l'étendue de ses domaines et la multiplicité des exploitations, très désireux aussi d'avoir un revenu fixe et assuré. Son rôle, qui consiste à spéculer sur la différence entre le montant du fermage, dont il se constitue débiteur vis-à-vis du domaine, et le total des redevances que doivent lui payer les cultivateurs, ressemble beaucoup à celui que remplit, dans l'industrie proprement dite, le *marchandeur*. C'est, dans l'un et l'autre cas, un rôle de parasite et qui produit le même résultat funeste : l'oppression par l'intermédiaire.

En France, sous l'ancien régime, les fermiers généraux furent un véritable fléau pour les populations rurales qu'ils exploitèrent à merci. Leurs excès, parfois inconnus des grands seigneurs qui vivaient à la Cour ou à la ville, plus souvent peut-être tolérés par eux, furent, c'est presque une banalité de le rappeler, l'une des causes de la Révolution. Encore nombreux pendant la première moitié du siècle passé, ils se firent consentir de longs baux par les propriétaires, ce qui était très avan-

tageux pour eux, puisque la rente agricole haussait sans cesse, exercèrent leur industrie principalement à l'égard des colons, alors peu instruits, et amassèrent ainsi de grosses fortunes. Dans les pays de métayage, les riches terriens d'aujourd'hui ne seraient, paraît-il, pour une bonne part, que les descendants de ces anciens fermiers généraux. Si, actuellement, leur nombre a beaucoup diminué, ils n'en ont pas moins gardé, en de certaines régions, leur pernicieuse influence, dans l'Allier notamment. C'est l'impôt colonique qui leur sert à pressurer le paysan. « Sous le titre de prestation colonique, dit M. E. Méplain, le métayer paye chaque année au fermier une somme qui varie selon l'importance des profits qu'il peut obtenir. Au moyen de ce contrepoids, les améliorations du domaine sont pour lui sans profit et sa part est toujours ramenée au strict nécessaire. Que par ses soins les produits s'accroissent, le fermier augmente aussitôt le chiffre de la prestation colonique et reprend par cette voie la portion des profits que le colon avait perçue ; si le colon refuse de subir cette exigence, il le renvoie et fait accepter sa condition par un autre qui, n'ayant point contribué à l'amélioration du domaine, n'a point à se plaindre qu'on le prive d'un bénéfice acquis par son travail. Cette injustice révolte et cependant c'est la base de ce système de fermage qui pivote, pour ainsi dire, sur cette iniquité »¹. En outre, le fermier multiplie les redevances accessoires de manière à ne lui laisser que le minimum indispensable et il use de ses droits de la façon la

¹ Méplain (E.) : *Traité du bail à portion de fruits*, p. 12.

plus odieuse et la plus brutale ». Sans doute, dit encore le même auteur, le fermier n'use envers le colon que des droits dont le propriétaire aurait pu user lui-même, mais il en use en spéculateur, comme l'usurier envers l'emprunteur nécessaire, tandis que le propriétaire eut apporté dans les stipulations du contrat des ménagements et de la bienveillance, il n'eut pas demandé au colon plus qu'il n'exige du fermier et la condition du premier se trouverait améliorée de tout le bénéfice que celui-ci prétend réaliser »¹. C'est qu'en effet la plupart d'entre eux n'appartiennent pas à l'agriculture et il leur importe assez peu, par conséquent, de grossir leur prime aux dépens de la fertilité de la terre et de pousser les tenanciers à « la culture vampire » par leurs exigences. « Si seulement, dit le tract d'un syndicat de métayers de l'Allier, les fermiers généraux qui font des conditions pareilles, qui veulent seuls avoir la direction de la culture, qui veulent sans contrôle acheter et vendre connaissent tous bien la culture. Mais combien ne font ce métier là que pour tâcher de vivre en rentiers au détriment des travailleurs de la terre et ne connaissent absolument rien des meilleures manières de la cultiver. Des fermiers généraux, on en voit sortir de tous les corps d'état : des bouchers, des boulangers, des épiciers, des marchands de vin, des savetiers même. Et tous ces gens là se ruent à la curée. C'est à celui qui arrivera premier pour savoir dépouiller un malheureux sans défense. Et les propriétaires inconscients ou complices laissent faire »².

1 Méplain (E.), op. citat., p. 4.

2 Tract des métayers de Bourbon l'Archambault.

Il n'est qu'un seul cas, dans lequel l'intermédiaire soit intéressé à jouir, « en bon père de famille », des biens qu'il a loués. C'est lorsqu'il a fait des avances au propriétaire et que celui-ci est accablé de dettes. Il peut alors espérer l'évincer tôt ou tard. Mais devenu à son tour grand terrien, si ses domaines sont bien gérés, peut-être aura-t-il cependant gardé la rudesse et le caractère intraitable inhérents à son ancien métier. Peut-être aussi, quand ses descendants auront hérité de cet immense domaine s'en désintéresseront-ils, et sera-ce le nouvel intermédiaire, auquel ils auront recours, qui les supplantera eux-mêmes.

Le régime que nous étudions et qui donne lieu, là où il existe, à des plaintes unanimes¹ est néanmoins très rare dans notre pays. Il est en effet essentiellement lié à l'existence d'une puissante aristocratie foncière. La propriété étant en France très morcelée, la présence d'un intermédiaire ne paraît guère utile et la plupart des propriétaires afferment directement leurs biens. Tout autre est la situation de l'Irlande, de la Roumanie et de l'Italie méridionale.

En Irlande, la plupart des *landlords* donnent leurs domaines à ferme à des *middlemen* qui les sous-louent à de petits fermiers. Mais ces sous-contrats sont nombreux. Généralement, il y en a quatre². Comme ces individus s'exploitent réciproquement à l'expiration de chaque bail et que la charge en retombe toujours sur le

¹ Exposition Universelle de 1900 à Paris, groupe xvi, 2^e partie, p. 101. Rapport de M. Chevallier.

² Lecarpentier : *La question agraire d'Irlande*. (Revue politique et parlementaire, 1903).

tenancier, il en résulte tout d'abord que le taux des fermages devient exorbitant par rapport à la valeur réelle de la terre, celle-ci étant en général de médiocre qualité. Il arrive même parfois que chaque *middleman* originaire intercale, en quelque sorte, entre ses tenanciers et lui-même, d'autres intermédiaires : on peut alors juger de l'oppression que subissent les petits cultivateurs. D'autre part, les fermiers généraux ont intérêt, étant donné que l'île a une population très dense, au moins par rapport à ses ressources, que l'industrie y est dans l'enfance, et que l'Irlandais a pour la terre un attachement sans bornes, à morceler à l'infini leurs fermes, car pour la moindre parcelle il y a toujours quantité de preneurs et plus elle est exigüe, plus elle se loue chèrement. Le résultat, c'est que le paysan, l'échéance venue, ne peut pas s'acquitter de ses obligations et qu'il est expulsé. Immédiatement d'autres se présentent pour prendre sa tenure et c'est celui qui, en outre du fermage le plus élevé, aura promis de payer le montant des termes arriérés dûs par le dernier occupant, qui sera préféré. A son tour, ce nouvel amodiateur, très vite endetté, subira l'éviction, heureux encore, quand ces co-villageois qui se considèrent trahis par lui, parce qu'il a fait surenchère, parce qu'il est un *landgrabber*, ne lui auront pas fait un mauvais parti. Maint cultivateur a même été, pour ce seul fait, assassiné avec la complicité d'une grande partie des habitants et sans qu'on puisse jamais en trouver l'auteur. Enfin les *middlemen* qui, pour être moins détestés que les *landlords*, sans doute parce que ceux-ci sont invisibles et que c'est en conformité de leurs ordres que ceux-là

paraissent agir, n'en sont pas moins méprisés et payent quelquefois de leur vie la véritable tyrannie qu'ils exercent sur les *tenants*, éprouvent le besoin de vivre loin du pays pendant une partie de l'année. Or comme ils constituent avec les *landlords* l'élément riche de la population, l'Irlande subit de ce chef une perte de capitaux et de revenus. Ce régime plusieurs fois séculaire permettait à Arthur Young, qui visita l'île vers la fin du XVIII^e siècle, de dire sans aucune exagération, que les *middlemen* étaient la source de la tyrannie la plus oppressive qui ait jamais donné son concours à la destruction et à la ruine d'un pays : « the most oppressive species of tyrant that ever lent assistance to the destruction of a country ». Néanmoins, les diverses lois promulguées pour l'Irlande de 1860 à 1903 et destinées à résoudre la crise agricole ne les ont pas supprimés bien qu'ils en aient été la cause la plus importante.

Le même mal a sévi aussi en Ecosse au XVII^e siècle et pendant la première partie du siècle suivant. Le fermier général s'appelle *tacksman* et les petits tenanciers qu'il pressure, *crofters*. Mais les *landlords* voulant s'approprier autant que possible tous les bénéfices que réalisaient à leur détriment le *tacksman*, substituent à celui-ci le *chamberlain* qui administre le domaine pour leur compte. C'est un régisseur. Au XIX^e siècle le *chamberlain* devient le *facteur*.

En Roumanie, l'Etat qui, comme nous l'avons dit déjà, est un très grand propriétaire foncier (il possède environ 400.000 hectares) afferme, aux spéculateurs qui se présentent et qui lui offrent le plus haut fermage, d'assez vastes étendues de terre. Les petits agriculteurs, qui

sont très nombreux, parce que la terre est à peu près l'unique ressource du peuple, ne disposent pas de capitaux suffisants pour traiter directement avec l'Etat et ils sont obligés d'avoir recours à ces fermiers généraux, qui leur consentent des sous-locations, mais à des conditions léonines. M. Haret, ancien ministre de l'Instruction publique¹, rapporte avoir vu lui-même un de ces intermédiaires obliger les paysans à lui payer 240 francs par *falcea* de terre à fourrage, tandis que lui payait à l'Etat 12 francs. Et ce fait n'est pas isolé. « Par ces moyens l'Etat a augmenté continuellement ses revenus, tandis que les paysans vivant sur ses terres étaient exploités de la façon la plus ignoble. Pendant que tout le monde s'enrichissait autour d'eux, ils tombaient peu à peu dans la misère et ne pouvaient pas améliorer leur situation, car tout le produit de leur travail était partagé entre l'Etat et ses fermiers². »

Les fermiers généraux des boyards exercent leur industrie d'une façon tout aussi brutale. Pour l'exploitation des domaines qu'ils ont loué, ils se sont constitués en *trusts*, de manière à imposer facilement leurs volontés aux paysans. Si ceux-ci se présentent comme journaliers ou comme ouvriers à la tâche, ils leur offrent, quand ils les savent dans le besoin (et ils sont presque toujours dans ce cas) de leur verser une somme d'argent. Ceux-ci acceptent avec empressement et sous-

¹ *La question paysanne*, Bucarest, 1905 (Cité par Tasca, *Considérations sur les lois relatives à la propriété rurale en Roumanie*, Paris, Rousseau, 1907).

² La *falcea* équivaut 14,302 mètres carrés.

³ Haret, op. citat.

crivent à tous les arrangements qu'on leur propose. Sans bien savoir ce qu'ils font, il s'engagent souvent pour un temps très long, hors de proportion avec la somme qu'ils ont reçue, de sorte qu'on a vu le prix de leur journée de travail descendre parfois à vingt centimes. Quant aux métayers, les prestations, qui sont exigées d'eux, sont multiples et il est véritablement difficile d'en trouver de plus onéreuses surtout si l'on tient compte du peu d'étendue des exploitations. En voici un exemple typique donné par M. Basilescu ¹, professeur à l'Université de Bucarest. Aux environs de cette ville, « le paysan qui veut louer trois *pogons* de terre » doit donner 1^o la moitié de la récolte de ses trois *pogons* faites avec les semis et le travail du cultivateur ; 2^o la *claka* faites pour le propriétaire sur une étendue d'un *pogon*, à savoir le labourage, le hersage, la moisson, le transport à l'aire, ce qui compte en argent équivaut à 26 francs ; 3^o les corvées, à savoir un jour avec sa charrette, deux jours sans sa charrette : un transport à la gare ce qui en argent vaut 10 francs ; 4^o des œufs, des poulets, ou un franc par personne. Donc en dehors de la dîme, il doit payer pour 3 *pogons* 37 francs. Quelle peut être la production de ces trois *pogons* ? Supposons une bonne récolte : une *chila* et demie de maïs par *pogon* à raison de 40 francs par *chila*, on voit que le produit d'un *pogon* ne peut dépasser 60 francs. Or de ces 60 francs il paiera à l'exploiteur la moitié, 30 francs

¹ Basilescu. *Talpa Tarei*, p. 36, et *Cronica*, 24 avril 1902. (Cité par Tasca, op. cit. p. 132).

² Trois *pogons* équivalent à 1 hectare $1/2$ (exactement 1 hectare, 50 ares et 33 centiares).

comme dîme et 12 francs comme *claka* et corvée ; au total 42 francs pour en avoir 18, ce qui revient à 230 $\frac{0}{100}$. » Pour parer aux abus qui résultent des baux à long terme, la loi du 23 mai 1893 a disposé que leur durée maxima serait de cinq années. Elle a, d'autre part, décidé que la durée des contrats entre fermiers et ouvriers ne pourraient, en principe, excéder un an. Ce ne sont là que des palliatifs, qui ont laissé le paysan roumain soumis à une sorte d'esclavage économique. Les troubles agraires, qui se sont produits depuis quelques années dans la Valachie, mais surtout dans la Moldavie, en sont la conséquence.

Dans la Campagne Romaine, les intermédiaires sont généralement au nombre de deux. Il y a tout d'abord le *mercante di campagna* qui conclut avec le *latifondiste* un bail de neuf ou douze ans, presque toujours renouvelé d'ailleurs, car les fermiers généraux sont moins nombreux que les grands propriétaires, et fait exécuter les travaux soit par des ouvriers agricoles, soit par des sous-amodiataires. Il a même souvent recours à ces deux moyens à la fois. Cet entrepreneur est un gros capitaliste appartenant à la bourgeoisie de Rome. C'est de cette ville qu'il dirige au point de vue financier l'exploitation très vaste qui lui a été confiée. Il lui faut donc, pour diriger la culture des terrains et pour surveiller l'élève du bétail, un employé, une sorte d'intendant. Si l'on considère que le propriétaire perçoit, d'après les statistiques de Canevari un revenu net moyen de 27 *liras* par hectare (soit un intérêt de 5,70 $\frac{0}{100}$ par rapport au capital foncier), que d'autre part l'intendant touche un traitement rémunérateur, et qu'enfin le *mercante*

recueille de l'exercice de cette profession des bénéfices considérables (c'est là l'origine de la plupart des grosses fortunes de Rome ¹) on devine sans peine combien les salaires des ouvriers et les profits des tenanciers doivent être réduits.

Nous retrouvons en Sicile un fermier général qui ressemble beaucoup au *mercante di campagna* c'est le *gabello*. Mais ici le contrat qui le lie au propriétaire, simple particulier, ou personne morale, n'est habituellement conclu que pour une durée assez courte, trois ou six ans, le maître du domaine espérant pouvoir augmenter le prix de location à chaque renouvellement. L'intermédiaire n'a donc pas d'intérêt à faire des dépenses d'améliorations et laisse le sol s'épuiser de plus en plus. C'est « un agriculteur stationnaire, rebelle à tout progrès »². Le *terraticchiere* et le *metaticchiere* ne peuvent discuter les conditions de la tenure variables et soumises à la concurrence. La redevance principale, en nature ou en argent, qui équivaut généralement aux deux tiers de la récolte constitue déjà une assez lourde charge, mais les redevances accessoires l'aggravent encore. Aussi le gain annuel moyen du cultivateur ne dépasse-t-il pas, au dire de certains auteurs³, 350 francs par an. S'il a besoin d'argent, soit pour payer des impôts, soit pour faire des achats de semences ou d'outils, soit simplement pour vivre en attendant les récoltes, le *gabello* en profite pour lui consentir des prêts usuraires.

¹ Valenti : *La campagna romana*, p. 22.

² Villari : *La Sicilia e il socialismo*, p. 61.

³ V. *Giornale degli economisti*, octobre 1894.

Le taux de l'intérêt varie entre 25 et 30 o/o. On a même vu des cas, dans lesquels il s'élevait à dix centimes par *lire* et par mois¹. Quant aux journaliers (*braccianti*) leur situation est encore pire, ils sont vraiment les « parias de l'île ». Au surplus, ce tableau n'est pas seulement celui de la Sicile mais il est aussi, avec quelque atténuation, celui des Calabres, de la Basilicate et de la Pouille.

* * *

Nous n'avons examiné jusqu'ici que les rapports de l'absentéisme avec les modes d'exploitation dans lesquels le premier jouit seulement de droits personnels. Ce sont les plus fréquents. Lorsque les tenures comportent un droit réel et qu'elles sont libres, tel est le cas de l'emphytéose (il ne saurait être question du servage ou du colonat, vieilles formes aujourd'hui disparues et dont les inconvénients sont évidents) elle constituent un avantage pour le tenancier qui peut faire des avances à la terre et sacrifier, dans une certaine mesure, le présent à l'avenir, parce que la tenure réelle est presque toujours de longue durée. Mais cette superposition de propriétaires produit ce résultat fâcheux que le haut propriétaire n'a qu'un droit imprécis de contrôle et de surveillance sur ses domaines ; il ne les considère que comme un titre de rente et les redevances qu'il touche que comme des coupons. Ce qui peut arriver de plus heureux, au point de vue économique, c'est qu'il

¹ Loncaio P. *Il lavoro e le classe rurali*. Palerme, 1900, p. 126.

soit dépossédé. De fait, c'est à ce motif qu'il faut rattacher le plus souvent la disparition assez générale de l'emphytéose et des tenures féodales, celles-ci ayant d'ailleurs fréquemment leur origine dans celle-là. Parfois, on serait tenté de croire à la résurrection de ce système. N'a-t-on pas vu le *Land Act* de 1870 complété par celui de 1881, reconnaître au tenancier irlandais, même quand sa tenure est temporaire, un droit réel ? Ce n'est là qu'une apparence. Ces mesures n'ont pas eu pour but d'instaurer dans ce pays le système féodal anglais, qui n'y a jamais fonctionné. Il faut y voir simplement le désir de faire au cultivateur un sort meilleur et un acheminement vers l'évincement prochain du *landlord*.

CHAPITRE IV

CONSÉQUENCES DE L'ABSENTÉISME AGRICOLE SUR LE TRAVAIL ET SUR LA POPULATION RURALE.

Instruire les populations, c'est là, a-t-on dit, un des moyens les plus efficaces d'accroître la force productive d'un pays¹. Mais il y a deux sortes d'instruction, « celle des livres » et « celle de la pratique et du savoir-faire »². La première est dans la plupart des pays dispensée généreusement par l'Etat. C'est la seconde qui manque le plus dans les campagnes. Elle est donnée en majeure partie par les grands et moyens propriétaires, souvent inconsciemment. Leurs ressources leur permettent, en effet, de faire l'application des connaissances théoriques qu'ils ont acquises et d'utiliser leurs goûts, leurs aptitudes et leur génie inventif. Leurs domaines sont de vastes champs d'expériences. Le petit agriculteur jette sur elles un regard curieux, ironique souvent, mais toujours attentif, et il attend les résultats. Sont-ils heureux et suggestifs, il ne se décide pas pour autant à imiter de suite son riche voisin. Il se borne à lui

¹ Lecouteux, op. citat. tome 1, p. 323.

² Flour de Saint-Genis, op. citat. p. 304. 1

demander des renseignements et il laisse s'écouler plusieurs mois, plusieurs années s'il le faut, afin de s'assurer que ces succès n'ont pas un caractère trop aléatoire. Enfin, il se décide à essayer le nouveau procédé. C'est sous cette forme surtout que se manifeste le progrès agricole chez le paysan : l'histoire du trèfle de Franklin en est un exemple très connu. Il n'a en effet ni les loisirs ni les ressources nécessaires pour faire des études d'agronomie, qui supposent non seulement l'acquisition de livres, mais des voyages, des visites aux expositions et aux concours agricoles. Les eut-il, son instruction ne lui permettrait pas de saisir entièrement ce qu'il étudierait et il risquerait sur le terrain de la pratique de commettre des erreurs. Il reviendrait alors à ses anciennes habitudes considérées par lui comme étant les meilleures et s'y attacherait au point que rien désormais ne pourrait les lui faire abandonner. Le propriétaire peut, au contraire, facilement s'enquérir des méthodes nouvelles, en saisir sans peine l'esprit, en faire l'application sur ses biens, et en provoquer l'imitation dans le village qu'il habite. S'il a l'intelligence éveillée, sa présence et son activité augmentent peut-être la production dans une proportion plus considérable que le travail de plusieurs cultivateurs. Si l'absentéisme sévit dans un pays, les conseils éclairés et les bons exemples font défaut, les préjugés s'enracinent, le travail agricole est maladroit, l'outillage défectueux, la production faible. Il en est ainsi tout particulièrement en Irlande qui a conservé, à bien des égards, des mœurs et des procédés qu'on pouvait croire disparus en Europe depuis plusieurs siècles. N'y voyait-on pas encore, au milieu du siècle

passé, des bœufs attelés à la charrue par la queue ! Et, de nos jours, ne voit-on pas, en maint endroit où le sol exceptionnellement fertile se prêterait à merveille à la culture intensive, dans certaines régions du Leinster notamment, le paysan se refuser obstinément à convertir ses pâturages en champs de céréales ou de lin et de nourrir son bétail à la ferme, ce qui lui permettrait de tirer de l'élève du bétail le même revenu et ensuite de faire d'importantes récoltes. Et l'on pourrait multiplier à l'infini ces exemples.

Le Play faisait dans les termes suivants l'éloge du propriétaire résidant : « L'habitation du grand propriétaire est le lieu de réunion accoutumé de toutes les classes de la population qui y reçoivent toujours, selon la condition propre à chacune d'elles, accueil cordial, conseils et services, protection et assistance. Largement pourvue de toutes les ressources que donne une grande situation sociale, mais repoussant le luxe qui ne se rattache pas à de vrais besoins intellectuels et moraux, elle offre en permanence une hospitalité généreuse aux étrangers d'élite qui y apportent les idées, les sentiments et les mœurs des sociétés les plus perfectionnées. Une bibliothèque et d'autres collections créées par le concours des générations s'y enrichissent selon le progrès des lettres, des sciences et des arts. Elles assurent à la localité les moyens d'instruction que le partage forcé désorganise de nos jours en France, dans l'intérêt des musées urbains, souvent au profit des grands propriétaires étrangers, toujours au détriment de nos campagnes... »¹.

¹ Le Play : *Economie sociale*, Collection Guillaumin, p. 99.

Et par contre, il consistait que l'absentéisme avait pour conséquence la décadence intellectuelle des populations rurales. Il allait même jusqu'à écrire : « Nos populations rurales, considérées dans leurs qualités morales et intellectuelles, sont en beaucoup de lieux tombées au-dessous du niveau qu'elles avaient atteint au moyen âge. Cette décadence a commencé avec l'absentéisme des grands propriétaires appelés à la cour par les derniers Valois et surtout par Louis XIV »¹. Il y a là, à notre avis, en ce qui touche notre époque, un peu d'exagération. Plus loin, il ajoutait avec plus de justesse : Le propriétaire non résidant « ne peut ni élever ses enfants dans le milieu le plus favorable à la vie physique, ni les retenir à la meilleure école du travail et de la vertu. Il ne contribue en rien aux progrès de l'agriculture et il reste étranger aux sentiments et aux intérêts de ceux qui sont attachées à sa propre fortune. Il laisse la localité dépourvue du foyer de sociabilité et de patriotisme que seul il pourrait constituer et il l'appauvrit, en outre, matériellement en consommant le produit net du sol dans la ville ou les lieux de plaisir qu'il habite. En laissant sommeiller les aptitudes que la vie rurale propage chez les riches, il porte à la paroisse, à la province et à l'Etat un dommage irréparable »².

Dans l'agriculture française contemporaine, c'est aux grands propriétaires résidants que l'on doit la plupart des progrès qu'elle a accomplis, la lutte contre les habitudes routinières du paysan et ses idées préconçues,

¹ Le Play, op. citat. p. 100, note de 1873.

² Le Play, op. citat. p. 105.

l'introduction du machinisme, l'amélioration des diverses races de bestiaux, l'emploi rationnel des engrais chimiques, et, après la crise phylloxérique, la reconstitution de nos vignobles. « Pareils aux moines défricheurs et initiateurs du moyen-âge, ils ont repris et continué leur rôle dans la mesure qu'autorisait la différence des temps ; ils furent, surtout depuis la Restauration les pionniers de la civilisation agricole »¹. Par là, on peut juger combien leur non-résidence peut-être funeste pour l'éducation des petits agriculteurs, propriétaires ou non.

*
* *

Mais il ne suffit pas que la population soit instruite pour que la production soit abondante et rémunératrice. Il faut encore qu'elle puisse disposer de quelques capitaux. Or, dans un pays où sévit l'absentéisme, ils sont exportés au loin. L'argent des fermages et des redevances, qui sont souvent excessifs à cause de la présence des intermédiaires et qui ne laissent aux tenanciers que peu de ressources, ne revient jamais aux champs stimuler en quelque sorte la terre et élever ses rendements, ou s'il y revient, c'est sous la forme de prêts usuraires. Les salaires agricoles sont peu élevés parce qu'ils sont, pour une très forte part, liés à l'abondance des capitaux engagés dans l'agriculture ; la production est minime (on a calculé qu'en Irlande elle était inférieure de moitié à celle de l'Angleterre) ; enfin la culture forcément extensive ne peut pas entretenir une nombreuse population². De toute façon, l'épargne est impossible. Dans

¹ Flour de Saint-Genis, op. citat. p. 283.

² En 1838, la population de l'Irlande était de 8 millions d'habitants

ces conditions, le paysan ne peut être qu'un bien mauvais exploitant. Comme il est dans un état misérable, d'où il n'a pas l'espérance de sortir, même au prix d'un travail acharné, même avec le secours de petites industries secondaires qui par contre-coup sont elles-mêmes très peu lucratives, son activité diminue et il se décourage. Désormais, soit qu'il mette au nombre de ses moyens ordinaires d'existence les secours de la charité publique ou privée, soit que, abdiquant toute dignité, il vive d'expédients, il escompte souvent, dans l'un et l'autre cas, la venue d'une crise ou d'une révolution agraire qui lui apportera le salut.

Ces faits supposent évidemment dans les pays où on les considère un absentéisme généralisé, érigé en système. Il va de soi que là où il ne revêt qu'une forme sporadique, en France par exemple, ces conséquences ne se produisent pas toutes ni avec cette même intensité.

C'est en Irlande et en Italie que la pauvreté de la population atteint son maximum. On peut en juger par quelques traits. La plupart des Irlandais, à la fin du siècle dernier, se nourrissaient presque uniquement de pommes de terre, de harengs saurs et de farine d'avoine. Leur habitation se composait généralement de deux ou trois chambres mal éclairées, beaucoup d'entre eux n'avaient même qu'une cabane aux murs de terre ne comprenant qu'une seule pièce où bêtes et gens vivaient pêle-mêle. Enfin, leurs vêtements n'étaient que des guenilles et ils ne possédaient même pas une paire de

environ. Un rapport officiel constatait à cette date qu'il y avait 2 millions 1/2 de gens mourant de faim pendant plusieurs mois de l'année.

souliers. Depuis quelques années, il est vrai, cette situation s'est modifiée. Au fur et à mesure que les tenanciers, aidés par la loi de 1903, deviennent propriétaires de leur tenure et qu'ils n'ont plus à payer au *landlord* l'odieux *rack-rent*, leur manière de vivre a complètement changé. Mais, en général, la condition du petit agriculteur n'en reste pas moins à l'heure actuelle encore très malheureuse.

Dans l'Italie méridionale, il en est de même. Dans l'*agro-romano* « mal nourri, mal vêtu, couchant dans les champs malgré la *malaria* ou bien dans des cavernes ou des huttes de paille, le travailleur agricole mène au ^{xx}e siècle une vie qui pourrait lui faire envier celle de ses prédécesseurs, les esclaves, qui sous l'empire romain, cultivaient les domaines des riches patriciens »¹. En 1881, on n'y comptait, paraît-il², que 556 maisons pour 12.734 personnes. En Sicile, le sort des tenanciers est également très dur. Mais celui des bergers et des simples journaliers est au-dessous de toute expression. « Les bergers dorment rarement à couvert. Pendant l'hiver recouverts de peaux de mouton, qui leur donnent l'aspect d'hommes primitifs, ils restent exposés aux pluies et aux tempêtes. L'été, durant les journées accablantes, ils sont heureux quand ils trouvent un arbre ou un repli de terrain qui leur procure un peu d'ombre. Ils se nourrissent de pain desséché, d'herbes cuites sans assaisonnement et parfois si un animal meurt, ils mangent sa chair. Tous ces hommes affectés

¹ Bouchetal de la Roche : *La colonisation interne en Italie*.

² Celli : *Come vive il campagnolo nell' agro romano*, p. 20.

au pâturage ne retournent chez eux qu'une fois par mois ou même tous les trois mois, au grave détriment des rapports de famille. Leurs salaires, outre leur maigre nourriture, varient de 75 à 200 *lires* par an »¹. Quant aux journaliers agricoles, leur vie est à peu près la même, sauf que leurs ressources sont encore plus faibles. Ils touchent de quarante centimes à un franc par jour. On a même vu, depuis quelques années, les moissonneurs recevoir seulement soixante-quinze centimes pour des journées d'une durée de seize heures sous un soleil tropical. Souvent éloignés de leur foyer, parce qu'ils habitent généralement dans des bourgs, les *braccianti* doivent, deux fois par jour, accomplir un long trajet, à moins qu'ils ne préfèrent passer la nuit dans les champs, sous un mince abri, s'exposant ainsi à contracter la *malaria*.

* * *

La faiblesse de la production agricole, la réduction de la consommation, la pauvreté de la population, faits intimement liés l'un à l'autre ont pour effet, faute de capitaux et de débouchés, de paralyser l'industrie et le commerce. Chacun produisant peu, s'il s'agit de tenanciers, ou ne recevant qu'un salaire infime, s'il s'agit d'ouvriers, consomme directement presque tout ce qu'il produit ou indirectement presque tout ce qu'il touche et se trouve dans l'impossibilité de faire d'autres achats que des achats minimes. En Irlande, on peut dire que le

¹ D'après Colajanni. *Gli avvenimenti di Sicilia et le loro cause*. Palerme, 1895.

commerce et l'industrie (sauf à Belfast et à Londonderry) n'existent pas et ce, non seulement dans les campagnes, mais même dans les villes, puisque l'absentéisme en ce pays n'est pas seulement un phénomène d'économie locale ou régionale mais d'ordre international. Les espèces monnayées sont si peu abondantes que les transactions se font parfois par voie de troc. Les magasins ou boutiques sont rares et mal fournis. Les *landlords* de passage dans l'île s'y servent le moins possible et font venir d'Angleterre ce dont ils ont besoin. Il en résulte que l'absentéisme produit, en ce pays plus que partout ailleurs, une diminution très notable de la classe moyenne. On sait, en effet, qu'elle a son origine principale dans les fermiers et les commerçants.

*
* *

C'est un fait bien connu que, là où la richesse augmente, la natalité diminue. Les pays, où l'absentéisme est endémique, devraient donc toujours avoir une nombreuse population. Il n'en est cependant pas toujours ainsi, parce que, quand la plupart des habitants d'un pays sont non dans une position simplement médiocre, mais véritablement dans la misère, ils tentent de s'y soustraire par l'émigration. Il faut d'ailleurs remarquer que ceux qui y ont recours sont surtout des individus jeunes, vigoureux et d'un caractère énergique. On comprend donc aisément les funestes conséquences de ce mouvement pour la métropole.

Il est curieux de constater que c'est dans le peuple réputé jadis comme essentiellement prolifique, à juste titre

encore, quand on ne considère que ceux de ces nationaux qui habitent à l'étranger, que l'on trouve l'un des taux de natalité les plus bas. Le chiffre des naissances en Irlande, qui remonte légèrement à l'heure actuelle, y est en effet tombé dans la période 1886-1890 à 25,1 alors qu'il était entre 1876 et 1880 de 28,3 et de 29,9 entre 1871 et 1875. C'est là l'effet de « l'exode » qui date de 1840 environ. Il faut ajouter cependant qu'il n'a pas eu pour cause exclusive l'état déplorable qui découlait de l'absentéisme, mais aussi des fléaux naturels : La maladie de la pomme de terre qui, en 1846 et 1847 principalement, ravagea nombre de pays, fut une calamité pour l'Irlande. La famine s'y fit sentir avec une intensité effroyable, car c'était là le principal aliment de la majeure partie de la population. Plusieurs milliers de personnes périrent. Ce malheur donna une vive impulsion au premier courant d'émigration pendant quelques années. Encore peut-on soutenir que ce désastre fut aggravé par l'absentéisme.

Dans l'Italie du Sud la diminution de la natalité n'est pas très sensible ; peut-être est-elle due cependant au même mouvement démographique. En France, comme dans la plupart des Etats très civilisés et très prospères, cette baisse est due au désir du bien-être. L'accroissement des charges que causent les enfants est redoutée par les gens aisés et l'on sait que ceux-ci sont très nombreux chez nous.

* * *

L'émigration roumaine n'a jamais été très remarquée, soit que l'attachement des habitants au sol ait été extrêmement vif, soit que leur condition n'ait pas atteint les

derniers degrés de la misère comme ailleurs. Celle des Ecosais, provoquée d'ailleurs par le gouvernement, a, de 1851 à 1881, diminué de près de moitié la population. Celle des Irlandais, est légendaire. De 1841 à 1900 il y a eu plus de 5.617.000 départs d'émigrants. De 1841 à 1850 la migration annuelle par rapport au chiffre de la population était de 20,97 o/o. Depuis cette époque elle a constamment déchu. En 1900, elle était de moitié environ (10,67). En 1904, le chiffre absolu des émigrants n'est plus que de 58.257. L'Italie connaît aussi et principalement depuis 1880, les émigrations par grandes masses. Tandis que de 1876 à 1880 elle ne constatait en moyenne que 28.889 départs par an, la période 1881-1885 en comptait 64.043, celle de 1886-1890 133.917, celle de 1891-1895 150.226 et la progression continue jusqu'en 1902 où elle atteint son maximum (284.654). Les Calabres, à elles seules, ont perdu par an jusqu'à 17.000 habitants. La Basilicate a vu en 25 ans sa population diminuer de 50.000 individus. Ce mouvement d'émigration est proportionnellement moins fort en Sicile que dans ces régions, car des obstacles ont été établis pour y parer et provoquer la hausse des salaires agricoles¹.

Les effets de l'émigration sont des plus regrettables. Sans doute, les pays d'où l'on émigre peuvent s'enrichir quelque peu, si les émigrants y reviennent après fortune faite, s'ils y envoient une partie de leurs bénéfices,

¹ V. notamment au sujet de l'émigration : Gonnard (R.) *L'émigration au XIX^e siècle*. Paris, Colin, 1906 et Landry : *Manuel d'Economie*, p. 744 et s.

ou encore si des relations commerciales s'établissent, grâce à eux, entre leur lieu d'origine et le lieu où ils se sont fixés. C'est vrai, mais il est cependant un très grave inconvénient qui va se produire immédiatement pour les pays d'où part le courant d'émigration : une perte de main-d'œuvre et, par suite, une réduction de la production, d'autant plus que cette raréfaction n'a pas pour effet d'élever le taux de la natalité. Il faut dire aussi que les avantages qu'ils doivent retirer ne sont ni instantanés ni même certains : on a remarqué que les Italiens sont loin d'avoir été tous heureux en Amérique. Quant aux Irlandais, s'ils ont envoyé à leur ancienne patrie de nombreux secours rapidement et assez improductivement consommés parce qu'ils lui parvenaient par petites fractions et servaient à payer tout ou partie des fermages ou à faire de la propagande politique, ils sont bien rarement revenus habiter la terre natale et enfouir dans son sein leurs capitaux ; en tous cas, ils n'ont pas réussi à créer entre leur pays d'origine et leur pays d'adoption de sérieux courants commerciaux.

* * *

Quand l'absentéisme n'est pas généralisé dans un Etat, il ne donne pas naissance à l'émigration externe mais il contribue à provoquer ce mouvement démographique interne qu'on appelle l'exode rural, l'émigration des campagnes vers les villes. Ce phénomène, qui se manifeste dans presque tous les pays civilisés, vieux ou neufs, et qui pour avoir des avantages, n'en présente pas moins de graves et fâcheux résultats, est dû à des causes multiples : insuffisance des salaires agricoles,

absence d'institutions d'assistance, disparition des petites industries paysannes et développement de la grande industrie, défauts du système douanier, attrait des grands centres, le manque d'instruction professionnelle, la crise agricole, les progrès économiques contemporains, la difficulté des ouvriers et domestiques à fonder une famille à la campagne, etc. Mais l'abandon des champs par les grands et les moyens propriétaires n'est certainement pas sans influence. Tout d'abord, la désertion prolongée de ces *urbanomanes* discrédite l'agriculture. Elle fait croire au paysan qu'il est dans une situation inférieure au point de vue économique comme au point de vue social. Il veut se relever et parvenir à telle ou telle condition qu'il juge bien supérieure à la sienne. Il quitte son village natal, sa profession et va se réfugier à la ville. A côté de l'action ainsi exercée par le forain, on doit aussi ranger celle qu'il a d'une façon plus immédiate sur tous les ruraux aux alentours de son domaine. Il faut se souvenir que la propriété absenteïste est vouée fatalement à la culture extensive : or celle-ci est essentiellement dépeuplante, puisque sous ce régime la main d'œuvre est réduite au minimum ; les bras disponibles vont se diriger vers les entreprises industrielles des villes,

*
* *

Quand les populations rurales sont malheureuses, elles essayent souvent de tirer une partie de leur subsistance de certaines sources autres que la terre. Souvent elles ont recours aux diverses petites industries, mais celles-ci se ressentent inévitablement du marasme de

l'agriculture et ne leur procurent que de très faibles gains.

En Irlande, — ce pays est véritablement une mine inépuisable d'exemples dans les questions agraires, — les hommes ont recours au tissage et à la pêche, les femmes font des broderies ou des dentelles. Il y a même des habitants, rares à la vérité, qui ne vivent presque pas des produits de leurs tenures mais de l'exercice de ces métiers. Ils payent cependant des redevances mais elles apparaissent plutôt comme le loyer d'une maison d'habitation, que comme un fermage. Il en est d'autres, dont les revenus supplémentaires sont constitués par les secours de la bienfaisance¹ publique ou privée. D'autres, enfin, vivent en partie de rapines ou d'expédients quelconques.

Dans l'Italie méridionale, c'est le brigandage qui fournit les ressources supplémentaires. Il s'y développe tout à son aise étant donné que les *latifundia* sont presque inhabités. Vienne une mauvaise année, la plupart de ces individus, qui mènent une vie précaire, vont se trouver dans le dénûment le plus absolu. Ils ne paieront pas la rente au propriétaire ou au fermier général et risqueront ainsi d'être expulsés. La misère est mauvaise conseillère : elle pousse à l'agitation, aux troubles et au socialisme agraire. En Sicile, la crise agraire a pour effet d'embrigader les paysans dans les associations révolutionnaires des « fasci » qui comptent 300.000 ou 400.000 adhérents. Tantôt elles imaginent de curieuses manifestations, comme celle de prendre

1 En 1880, les *work-houses* ont contenu jusqu'à 60.000 pauvres.

jour pour aller, par grandes masses, s'asseoir sur les trottoirs des grandes rues de Palerme et y manger des pieds de fenouil sauvage cuits à l'eau (telle est malheureusement le principal aliment des *contadini* siciliens), tantôt elles prennent, dans des réunions où ils accourent en foule, des résolutions menaçantes. Quand ils essayent de les réaliser, elles donnent lieu à des incidents tragiques. Ceux des années 1893 et 1894 ont fait couler beaucoup de sang. Les bandes armées des cultivateurs n'ont pu être dispersées que par les troupes après des luttes qui laissèrent sur le terrain, de part et d'autre de nombreux morts et blessés. En outre, un grand danger politique est apparu. Des idées séparatistes se sont fait jour qui, si elles ne se sont pas encore beaucoup développées, n'ont pas néanmoins cessé de se manifester. La Basilicate et les Pouilles connaissent aussi les émeutes. C'est au cours de l'une d'elles, en février 1901 que l'on a vu les foules mourant de faim envahir les propriétés et demander à travailler tout le jour et, au besoin la nuit, pour un salaire de vingt centimes¹.

En Roumanie, l'agitation des paysans a également engendré depuis quelques années des désordres très graves. Cependant le but qu'ils poursuivent n'a rien de commun avec le socialisme agraire, à la différence de ce qui se passe en Sicile. Ce qu'ils veulent essentiellement obtenir, c'est que la loi intervienne pour réprimer énergiquement les abus des *trusts* de fermiers particulièrement nombreux en Moldavie et qui les exploitent

¹ Ghio (Paul) : *Les dernières crises agraires en Italie*. Journal des Economistes, septembre 1901.

d'une façon absolument inhumaine : c'est aussi, d'une manière générale, que la loi, qui leur a donné, il y a plus d'un demi-siècle, l'émancipation politique, leur facilite aujourd'hui leur émancipation économique.

En Irlande, où la crise agraire est plus vive que partout ailleurs, une très forte proportion des fermages ne rentre pas. Les *landlors* ou les *middlemen* « évictent » impitoyablement les tenanciers dont les termes sont arriérés. Le chiffre des *évictions* mesure en quelque sorte la production agricole, le rendement des récoltes. En 1849, leur nombre fut de 90.440 ; en 1850 de 104.163 : en 1851 de 63.023. Dans les années suivantes il fut encore très fort, si bien qu'en 1880 les évictions pratiquées depuis 1840 étaient évaluées à plus de trois millions et demi. (3.668.000).¹ Jusqu'à ces dernières années, elles ont donné le chiffre de 20 à 30.000 par an. Elles se font souvent par masses dans le même domaine. Bien que ce soit un spectacle profondément triste, il est néanmoins très recherché des Anglais. Les journaux ne manquent pas d'en publier des comptes rendus détaillés et illustrés. Comme les tenanciers irlandais estiment que la terre qu'ils occupent leur appartient, conception historique très exacte, ils ne cèdent que devant la force, aidés dans leur résistance par toute la population du village. Les fermiers généraux ou les *landlords* sont donc obligés d'avoir recours aux troupes et à la police. Il est presque toujours impossible d'arracher les cultivateurs de la maison qu'ils habitent, parce que eux et leur famille se barricadent solidement

¹ D'après l'*Irlande libre*.

et défendent, avec le courage du désespoir, l'entrée de leur demeure. Force est donc de la démolir en partie. Pour ce faire, les assiégeants se préservent au moyen de boucliers de bois contre l'eau ou l'huile bouillante et les projectiles divers que leur jettent les assiégés. Le travail achevé, et ceux-ci extraits de leur habitation, les ouvertures sont immédiatement bouchées et le toit démoli, pour leur ôter toute velléité d'y rentrer. Du reste, lorsque les opérations sont terminées et que les forces d'infanterie et de cavalerie qui maintenaient la foule et l'empêchaient d'intervenir se sont retirées, des postes de *constables* demeurent encore sur les lieux pendant quelque temps pour empêcher les *évictés* de revenir sur le domaine. La rébellion qu'ils ont commise les conduit très souvent devant les tribunaux et leur vaut de longs mois de prison. Mais c'est là pour eux un titre de gloire. La presse nationaliste parle d'eux et vante leurs exploits. Généralement ils émigrent ou se réfugient au sein des villes. Quelques-uns continuent à résider dans la paroisse. La ligue nationale les entretient dans des sortes de cabanes construites sur les terrains communaux. Là où ces abris n'existent pas, ils mènent une vie toute animale et si atroce que les *landlords* et les *middlemen* pris de pitié leur concèdent parfois gratuitement un réduit chétif et une petite parcelle de terre pendant quelque temps. Leur intérêt bien compris peut aussi les y pousser, puisque nous savons qu'il n'est pas rare de les voir payer de leur vie les *évictions* qu'ils ont ordonnées. Dans l'un et l'autre cas, les *évictés* « montent la garde » près de leur terre. Avec plus d'obstination encore que leurs autres compatriotes, ils attendent que justice leur

soit faite. En effet, chacune des mesures législatives destinées à résoudre la question agraire, même les plus récentes, n'ont pas satisfait les Irlandais : ils réclament la vente forcée des terres à ceux qui les cultivent, le « *land compulsory purchase* ». L'*United Irish League* ne cesse de prêcher cette croisade.

L'Ecosse a connu durant le XIX^e siècle une situation analogue à celle de l'Irlande, quoique moins misérable. Ses habitants ont eux aussi beaucoup souffert des *évictions* et de l'émigration forcée. Vers 1880, un vif mouvement agraire se dessina, qui prit naissance chez les Ecossais établis en Angleterre. « Le développement des moyens de transport, les progrès de l'industrie et du commerce avaient attiré dans le sud beaucoup de jeunes Highlanders qui n'avaient pas tardé à occuper dans les affaires des situations influentes. Mais l'Ecossais n'oublie pas son pays. Il garde au cœur le souvenir des injustices souffertes par les siens. Ce que le modeste *crofter* ou *cottar*, impuissant au fond de sa *glen*, ne pouvait faire contre le *landlord*, son fils indépendant osa l'accomplir »¹. Les Ecossais des villes menèrent une active campagne contre lui. Des ligues se formèrent dans les grands centres de l'Ecosse et à Londres. Elles se groupèrent en 1884, pour former la puissante « *Highland land law reform association* » dont le but était d'améliorer le sort des paysans en leur faisant restituer leurs anciens droits sur le sol. En maint endroit, les *crofters* évinçèrent de vive force le grand propriétaire au cours d'émeutes où la force armée fut souvent vaincue. Les

¹ Guerrier (Ch.) : *Les Crofters écossais*, p. 100.

effets de cette agitation furent très sensibles. Aux élections de 1885 seize députés *crofters* furent envoyés au Parlement. Six mois après, le *Crofters' Act* était voté qui substitua à la propriété du landlord une sorte de propriété divisée entre les deux parties. Malgré ses heureux effets, cette loi n'a pas cependant épuisé la question agraire, car beaucoup auraient voulu qu'au moyen d'un système de prêts consentis par le Trésor aux *crofters*, ceux-ci eussent l'accès de la pleine propriété. Ces revendications ont, à la vérité, moins d'échos que jadis, néanmoins elles existent encore.

Les crises agraires, est-il besoin de le dire, font souvent trembler les Etats sur leurs bases. Faut-il rappeler les révolutions et les troubles dont sont remplis l'histoire de la Grèce ancienne et de Rome, et la décadence de ces deux peuples ? Plus près de nous, l'Irlande, la Pologne, la Hongrie ne nous ont-elles pas montré les vives répercussions de ces faits sur la situation politique de la nation ?

CONCLUSION

Nous connaissons l'absentéisme agricole dans ses diverses manifestations, dans ses causes et dans ses conséquences. Ils nous reste à exposer dans leur ensemble les appréciations qu'il nous suggère et à indiquer les moyens susceptibles de l'atténuer ou d'obvier à quelques-uns de ses inconvénients.

Le plus souvent l'absentéisme, aussi vieux que les sociétés civilisées, procède soit de la constitution aristocratique de la nation considérée, soit de la concentration de la propriété dans cet Etat. En effet l'une ou l'autre de ces causes se retrouve dans tous les cas et il arrive même qu'elles se cumulent. Quand l'absentéisme dépend essentiellement de la conquête, il a pour caractères saillants d'être très intense et très durable : l'exemple de l'Irlande en fait foi. Très intense, disons-nous, parce que le conquérant n'apporte rien au pays conquis et ne fait au contraire que le dépouiller de ses richesses, tandis que le forain ordinaire a acheté la terre qu'il possède. Très durable, parce que les différences de race et les haines des vaincus contre leurs vainqueurs ne disparaissent elles-mêmes qu'avec le temps. Lorsqu'il y a eu accaparement des terres par une aristocratie,

l'absentéisme se produit principalement à l'intérieur du pays. C'est ainsi qu'il est demeuré un phénomène d'économie purement national en Grèce, dans l'Italie ancienne et dans les sociétés féodales. Notons d'ailleurs que s'il est intimément lié à la grande propriété, cette dernière n'est elle-même souvent qu'une conséquence des deux premières causes signalées. Mais ce n'est là toutefois que le *plerumque fit* : il suffit de songer aux Etats-Unis, pour être forcé de reconnaître qu'elles n'y ont joué aucun rôle, à la différence de l'autre. Remarquons, enfin, que parmi les causes de l'absentéisme, il en est peu qui soient modernes : dans l'antiquité, le crédit avait déjà favorisé chez les Israélites la concentration des terres entre les mains des riches et l'institution du jubilé avait eu pour but d'y remédier. Tout au plus, pourrait-on dire que le développement du crédit, tout comme celui des moyens de transport et des voies de communication, a contribué à l'accroître.

*
* *

C'est par le manque d'une intelligente et constante direction de la culture et par le défaut de fonds que l'absentéisme provoque toutes les graves conséquences que nous avons énumérées. Mais il ne les produit pas forcément toutes à la fois ni avec la même énergie, parce qu'il est un phénomène complexe. Entre le forain qui se contente de toucher, au lieu de sa résidence, les fermages qui lui sont dus et qui ne connaît même pas ses domaines, et celui qui y vient passer tout ou partie de ses vacances, ou qui y séjournant constamment,

pratique ce que nous avons appelé l'*absentéisme sur place*, il y a des degrés qu'on retrouve aussi dans ses conséquences. De même encore, il y a des non résidants qui mettent quelques capitaux dans l'exploitation de leurs propriétés, rarement sous la forme d'espèces monnayées destinées par exemple à servir aux amodiataires de fonds de roulement, mais sous la forme de cheptels, de bâtiments, de travaux d'améliorations, et il y en a d'autres qui n'en mettent point. Toutefois l'absence des capitaux concorde presque toujours avec le défaut de présence et de direction personnelle.

Les effets de l'absentéisme sont à la fois d'ordre économique, social et politique. Ils sont d'ordre économique, parce qu'il agit sur les trois facteurs de la production. Le facteur nature en subit le contre-coup, en ce que les terres sont épuisées ou même incultes et l'économie des forêts et des eaux mal comprise produit l'insalubrité. Ensuite, là où ne s'exercent pas l'activité du maître et sa surveillance, le travail de l'ouvrier agricole ou de l'amodiataire est routinier, ses procédés de culture rudimentaires et arriérés. Il n'est pas jusqu'au petit propriétaire lui-même qui ne profite des bienfaits que répand autour de lui le grand terrien résidant. Enfin, les capitaux sont rares, le taux de l'intérêt est élevé ; par suite, la mise en valeur de la terre offre de grandes difficultés. La consommation se ressent de la faiblesse de la production. Par voie de conséquence aussi, l'industrie et le commerce faute de débouchés sont dans le marasme. La dépopulation sous ses diverses formes en est l'aboutissant fatal. Si l'on se place au point de vue social, on constate que les populations rurales et

agricoles (les deux termes, on le sait, ne sont pas synonymes) sont misérables et que leur triste condition engendre un antagonisme presque irréductible entre les classes inférieures et les classes supérieures de la société, et d'autant plus violent que les classes moyennes, qui pouvaient être un trait d'union entre les deux, ont disparu. Ces haines se traduisent par les mouvements révolutionnaires et par le socialisme agraire. Les effets politiques ont également une gravité exceptionnelle. L'Etat est atteint dans les sources mêmes de sa vie; appauvri et livré aux désordres, peut-être aussi aux convulsions de l'anarchie, c'est son indépendance et son existence même qui sont en jeu.

*
* *

Quelle que soit la vertu des moyens que l'on peut proposer pour retenir dans leurs domaines les propriétaires ruraux, ce serait, à notre sens, une erreur de croire qu'ils seraient capables d'anéantir l'absentéisme. Non seulement ce serait là quelque chose de fâcheux, car nous avons dit qu'il pouvait être parfois la rançon d'un progrès agricole futur, mais encore comme ce phénomène remonte très haut dans le passé et comme, malgré les mesures prises contre lui à diverses époques et en divers lieux, il n'a pas cessé d'exister, il y a lieu de penser qu'il subsistera toujours à quelque degré dans l'avenir.

Ce qu'il faut chercher seulement, c'est à le modérer pour qu'il n'aille pas jusqu'à l'abus. On ne doit pas oublier, en effet, qu'il est souvent une nécessité pour

l'industriel, le commerçant, le fonctionnaire, et pour celui que son petit champ ne peut pas nourrir.

Pour combattre l'absentéisme, on a, dans le passé, fait un emploi fréquent de mesures coercitives. On connaît celles que prirent jadis César et les empereurs romains (inaliénabilité des biens distribués aux vétérans — interdiction de la réunion des parcelles. Le roi d'Angleterre ordonna, en 1369, aux *landlords* irlandais de résider dans leurs terres sous peine de retrait du fief. Deux siècles plus tard, en 1536, Henri VIII décida que tout absentéisme qui toucherait une rente d'Irlande serait considéré comme coupable de crime et châtié comme tel, et que ceux de ses vassaux qui ne voudraient point demeurer habituellement dans leur fief devraient le céder à un membre de leur famille résidant en Irlande. Jacques I^{er} et Charles I^{er} édictèrent une série de dispositions pour contraindre les lords anglais à vivre sur leurs terres. En Savoie, pendant la minorité de Charles-Emmanuel II, un édit de la Régente, en date du 8 décembre 1645, interdit à ses sujets quels qu'ils fussent d'aller vivre à l'étranger sous peine de mort et de confiscation de leurs biens. Au cours des siècles, les Papes ont, à mainte reprise, menacé les propriétaires absentéistes de la Campagne Romaine d'expropriation.

*
* *

On a fait aussi usage de mesures fiscales. En 1295, la royauté anglaise avait établi une taxe sur tous les seigneurs forains d'Irlande. Au dire de Roscher, Pie VII voulut dans la partie des Etats de l'Eglise où l'on rencontrait les immenses *latifundia* rétablir autour de

chaque ville une zone de culture destinée à s'étendre de plus en plus. Pour ce faire, on élevait l'impôt sur les domaines demeurés incultes dans les limites de la zone majeure préalablement déterminée. Sismondi s'était montré partisan de ce système. De nos jours, en Roumanie, les propriétaires qui ne résident pas sur le sol national payent un impôt plus élevé que ceux qui y vivent habituellement ; en outre, ces derniers, s'ils ne dirigent eux-mêmes l'exploitation de leurs terres, doivent acquitter un impôt foncier surélevé. Il ne paraît pas que ces moyens aient donné des résultats efficaces. En ce qui concerne le dernier, il est permis de penser que le forain fait tous ses efforts pour répercuter l'impôt sur les tenanciers et qu'il y réussit très facilement dans ce pays où pour la moindre parcelle il y a quantité de preneurs. On peut lui reprocher également de ne tenir compte pour définir et taxer l'absentéisme que la direction et de la présence du propriétaire sans prendre en considération l'emploi de ses capitaux. Il n'est guère qu'un système d'impôts qui, en absorbant la rente foncière, puisse supprimer l'absentéisme. C'est celui d'Henry George. Il a toutefois un inconvénient capital : il supprime en définitive les propriétaires.

*
* *

Que faut-il attendre du protectionnisme ? S'il rend, ce qui est de toute évidence, la culture plus lucrative, faut-il dire que les forains vont être appelés sur leurs terres par la perspective de réaliser de gros bénéfices ou bien doit-on dire au contraire qu'assurés de revenus élevés ils vont plus que jamais se désintéresser de leurs biens ?

Il y a lieu, à notre avis, de faire une distinction. La culture est-elle encore peu avancée, c'est-à-dire n'accumulant sur le sol que peu de travail et peu de capital, leur absentéisme en recevra de ce fait une nouvelle impulsion. Est-elle déjà intensive et assez rapprochée du point à partir duquel fonctionne la loi des rendements décroissants, la protection douanière aura pour effet de reculer cette limite et d'attirer vers la culture les propriétaires par l'appât d'une forte rémunération de leurs soins et de leurs capitaux. Voilà le résultat immédiat. Mais il appelle deux observations. Le système protecteur qui se comprend dans certains cas, lorsqu'il s'agit par exemple d'une industrie encore dans l'enfance, mais dont on espère obtenir le prochain développement par une protection de quelques années, ou encore d'une industrie nécessaire à la défense du pays, ne doit pas être considéré comme une solution définitive. Pour que l'agriculture d'une nation, pour que notre agriculture, si l'on veut, puisse lutter contre la concurrence étrangère il faut surtout qu'elle abaisse ses prix de revient¹. Or la protection douanière produit la hausse des prix. Celle-ci est suivie de représailles de la part des autres nations. Elle peut nous priver de débouchés extérieurs. Elle peut, à l'intérieur, provoquer une production exagérée qui ôterait aux droits de douane des denrées importées. Elle est donc au fond en opposition avec les intérêts des agriculteurs. Ses résultats ne sont bons, au point de vue de l'absentéisme comme à tous autres

1 « Le problème agricole consiste dans l'abaissement indéfini des prix de revient ». Flour de Saint-Genis. (*La propriété rurale en France*. p. 285).

points de vue, que quand on ne la considère que comme un expédient ¹. Ensuite, il faut remarquer que les avantages précités ne profitent pas au même degré à tous les propriétaires, à moins de supposer que la propriété fut divisée entre eux d'une manière à peu près égale : le protectionnisme favorise d'une façon évidente les grands terriens.

*
* *

Les mesures d'initiative publique ou privée qui créent la petite propriété, qui la mettent en valeur, ou qui la maintiennent, sont des obstacles au développement de l'absentéisme. Dans les divers pays où elles existent, ce n'est pas d'ailleurs exclusivement dans ce but qu'elles ont été prises. Le désir de contrebalancer l'influence de l'aristocratie foncière, de remédier à l'émigration des campagnes vers les villes, d'assurer à la nation une plus grande stabilité politique en sont aussi des motifs importants.

En Angleterre, la loi du 27 juin 1892 sur les *smallholdings*, en Allemagne, les lois de 1890 et 1891 sur les *rentengüter* et les *renten-banken* ont eu pour but de faciliter l'accès de la petite propriété aux populations rurales. Elles ont inspiré à l'Autriche et à la Russie des institutions analogues.

1 « Le droit de douane n'est qu'un expédient dont la protection en dehors même de ses défauts économiques est une pure illusion ». Flour de Saint-Genis op. cit. p. 280. — « La protection douanière n'accroît pas la masse des richesses ; elle en modifie simplement la répartition. C'est pourquoi nous ne la considérons pas comme une solution définitive... Elle n'est qu'une forme du monopole, une méthode spéciale d'arriver à obtenir une répartition des richesses que l'Etat impose par la loi... » Daniel Zolla (*La crise agricole*, pages 172 et 212).

En Irlande on a cherché, dès 1869, à morceler la grande propriété et à faire acquérir aux cultivateurs la propriété de leur tenure. C'est à cette époque, en effet, que l'*Act de desétablissement* de l'Eglise protestante épiscopale ordonna la mise en vente de tous les biens qu'elle possédait. Les tenanciers purent devenir propriétaires de leurs fermes en payant comptant le quart du prix de vente et le reste au moyen d'annuités échelonnées sur une période de 32 ans. Il y en eut ainsi 6.057 qui achetèrent les biens qu'ils exploitaient. Un second pas fut fait par le *Land act* de 1870. Il s'agit de ventes volontaires. Quand les parties sont d'accord sur tous les points du contrat qui doit intervenir, elles peuvent comparaître devant la Cour des biens fonciers (*Landed Estates Court*) qui après avoir examiné si les conditions sont normales et si le vendeur peut aliéner, dresse l'acte de vente, titre inattaquable. Le bien vendu par l'intermédiaire de la Cour est franc de toutes les charges qui pouvaient le grever, sauf de celles qui sont réservées par la loi. Si le *landlord* veut vendre son domaine par cet intermédiaire, à cause de l'avantage que nous venons de signaler, mais sans être d'accord avec les cultivateurs, ou si le domaine est inscrit au rôle de la Cour par les créanciers hypothécaires pour y être vendu, le juge est tenu de faciliter aux tenanciers par tous les moyens possibles l'achat de leurs fermes. Pour aider ceux-ci le Bureau des Travaux Publics leur avance, dans tous les cas précités, les deux tiers de la valeur de l'immeuble vendu. Le remboursement se fait par annuités réparties sur une période de 35 années, pendant laquelle il ne peut être ni aliéné ni hypothéqué.

Cette loi ne donna que de médiocres résultats à cause de la procédure longue et coûteuse qu'elle organisait. En 1872, on essaya d'y porter remède en autorisant le Bureau des Travaux publics à faire les avances dès que le droit du vendeur paraissait certain, sans qu'il fut nécessaire de recourir à la *Landed Estates Court* chargée de faire les recherches de titres qui précédaient l'acte de transfert. Mais, pratiquement le Bureau était toujours obligé d'en faire et il n'avait ni la capacité ni les moyens voulus pour accomplir cette tâche. Aussi refusait-il souvent de prêter des fonds quand le titre de propriété n'émanait pas de la Cour.

Le *Land Act* de 1881 modifie ce système à beaucoup de points de vue. Les frais sont réduits et les formes à suivre simplifiées. Au Bureau des Travaux publics et à la Cour est substituée une commission agraire qui dirige la vente et vérifie elle-même les droits du vendeur. Le titre qu'elle délivre n'est pas inattaquable, mais si le tenancier est évincé, soit en totalité soit en partie, l'Etat l'indemnise. L'intervention de la Commission a lieu dans trois cas : 1^o dans les hypothèses où la *Landed Estates Court* sous le régime de l'*Act* de 1870 était compétente (l'avance faite à l'exploitant est des trois quarts du prix); 2^o quand le tenancier acquiert la propriété en ne payant qu'une partie du prix et en s'obligeant pour le reste à verser une rente foncière perpétuelle n'excédant pas 75 0/0 de la rente équitable qui devrait être payée comme redevance (l'avance est ici de la moitié); 3^o quand le landlord ne veut pas traiter avec chacun de ses cultivateurs individuellement. La *Land commission* peut alors acheter le domaine en entier et

le rendre à ceux-ci, pourvu que les trois quarts d'entre eux représentant ensemble au moins les deux tiers de la rente totale, s'engagent à acheter les fermes et disposent de moyens suffisants pour le faire. Deux causes principales firent échouer la loi. En premier lieu « une cause étrangère à la loi elle-même : l'agitation politique de l'Irlande dans les années qui suivirent. C'est l'époque des crimes des *Fenians* et des *Invincibles*, de l'arrestation de Parnell et du refus des rentes. Une révolution paraissait alors prochaine et les tenanciers jugeaient inutile d'acheter des terres que bientôt peut-être ils auraient pour rien. » En outre, « si la loi était juste dans son principe, ses dispositions financières n'étaient pas suffisamment libérales : peu de tenanciers avaient assez de ressources pour payer comptant le quart du prix et peu de *landlords* tenaient à abandonner leurs droits de propriété pour devenir créanciers hypothécaires de leurs tenanciers. Chaque parti sentait bien que le Parlement n'avait pas dit son dernier mot sur la question agraire : les *landlords* se flattaient qu'il renoncerait à convertir les fermiers en propriétaires, les tenanciers attendaient qu'on leur offrit de meilleures conditions »¹. C'est à ceux-ci que l'évènement donna raison.

L'*Act* de 1885 appelé *loi Ashbourne*, du nom du Lord Chancelier qui fit voter ce *Land Purchase bill*, décida que le chiffre des avances s'élèverait jusqu'à la totalité du prix d'achat, que le délai de remboursement serait porté de 35 à 49 ans, au moyen d'annuités égales à

¹ Béchaux. *La question agraire en Irlande*, p. 70.

4 o/o, que l'acquéreur pourrait demander à la Commission (désormais caisse de crédit, plutôt que Cour de Justice) une ordonnance d'investiture (*vesting order*) par laquelle la propriété serait transmise libre de toute charge. Cette loi eût un tel succès que le montant des avances limité à cinq millions de livres fut épuisé en 1887. Immédiatement, une autre somme fut votée qui en 1891 fut elle-même épuisée. Cette fois, le Parlement au lieu de consentir de nouvelles avances sans changer l'économie de la loi ne voulut pas continuer à faire fonctionner ce système. Il raisonnait ainsi : « Les tenanciers des *landlords* qui veulent bien vendre reçoivent de tels avantages que les tenanciers des *landlords* qui ne le veulent pas, s'uniraient bientôt pour les forcer à vendre, que cela leur plût ou non. D'où nécessité de rendre l'achat de la terre moins séduisant »¹. Le taux des annuités, jusque là fixe, devenait mobile, comme le facteur dont on le faisait dépendre, et l'acquéreur ne pouvait pas connaître exactement ce qu'il aurait à débours. Les vendeurs étaient payés en titres de rente qui portaient intérêt à 2,75 o/o. C'était les pousser à conserver leurs domaines, car ces titres, cotés dès leur apparition même au-dessous du pair, devaient être acceptés par eux pour leur valeur nominale. La *Land Commission* pouvait disposer, comme avances à consentir aux tenanciers, de plus de 30 millions de livres, par l'existence d'un fonds à ce spécialement destiné, qui portait intérêt au taux de 2,75 o/o et qui pendant 30 ans n'était pas remboursable. Les intérêts étaient

1 Béchaux, op. citat. p. 75.

payés sur un compte établi par la Commission et qui recevait les annuités versées par les acquéreurs. S'il venait à être en déficit, soit parce que les annuités étaient en retard, soit pour d'autres motifs, c'étaient un fonds de garantie alimenté par les principales ressources du pays qui était chargé de rétablir l'équilibre entre ses recettes et ses dépenses. Le montant des avances ne pouvait en principe être supérieur à vingt-cinq fois la part versée par lui au fonds de garantie. L'Act de 1891 ralentit à un tel point le mouvement d'achat des terres que la loi de 1896 dut y porter remède.

Elle fixa les annuités à 4 % au maximum, décida qu'elles s'abaisseraient progressivement tous les dix ans jusqu'à la trentième année, donna à la période sur laquelle elles devaient s'échelonner une plus grande étendue (en pratique 70 à 79 ans). Par là, les tenanciers furent de nouveaux incités à acheter, tandis que les *landlords* ayant à ce moment-là l'heureuse chance d'assister à une hausse notable des cours de la Bourse étaient disposés à vendre puisqu'ils étaient payés en titres de rente dont on ne considérait toujours que la valeur nominale. Mais, dès 1898, les cours recommençaient à baisser et le mouvement d'achat des terres était encore une fois paralysé.

La dernière mesure législative concernant l'acquisition des terres par les tenanciers a été votée en 1903. A cette date les lois précitées avaient eu pour effet de rendre propriétaires 78.613 cultivateurs. D'après ses auteurs, le *Land Act* doit rendre en moins de vingt ans tous les exploitants maîtres des terres qu'ils ont affermées. Voici ses traits généraux : Si le *landlord* et

les fermiers s'entendent pour fixer les conditions de la vente, ils doivent se présenter devant la commission agraire composée de trois *Estates Commissioners* (Commissaires des Domaines) relevant de l'autorité administrative et de trois *Judicials Commissioners*, magistrats de l'ordre judiciaire. La Commission, après avoir examiné les conditions du contrat, peut ou doit, suivant les cas prévus par la loi, le sanctionner. S'il n'y a pas entente soit entre les fermiers, soit entre les fermiers et le propriétaire, celui-ci peut demander à la Commission d'acheter le domaine. Celui-ci lui fait des offres. Au cas d'acceptation, si les $\frac{3}{4}$ des *tenants* représentant les $\frac{3}{4}$ de la rente totale payée au maître consentent à acheter leur tenure pour le prix offert au *landlord*, elle peut acquérir le domaine et même considérer les autres tenanciers comme ayant accepté. Dans tous les cas, la Commission peut délivrer le *vesting order* qui transfère la pleine propriété de la terre sous certaines réserves. L'Etat avance en monnaie au vendeur le prix total de la vente, du moins en principe. En outre, il lui alloue, à titre gracieux, une bonification, un « *bonus* » de 12 %, en sus du prix et prend à sa charge tous les frais de procédure occasionnés par la vérification des titres de propriété. Le remboursement se fait par annuités de 3,25 % en 68 années. La Commission s'occupe aussi d'améliorer les tenures, de redistribuer celles qui se trouvent en mauvais état et de réintégrer les *évictés* sur leurs anciennes ou sur de nouvelles fermes. Les cultivateurs, ainsi favorisés par la loi, ont acheté avec un empressement extraordinaire. Dans les quinze premiers mois qui suivirent la promulgation de l'*Act*,

6.826 fermiers achetèrent leur tenure. Par suite, la valeur de la terre a beaucoup augmenté et les propriétaires ont trouvé une source de bénéfices importants dans la vente de leur domaine. Il y a donc là une solution qui concilie les intérêts des deux parties. Mais les Irlandais ne la considèrent que comme un acheminement vers la *compulsory purchase* (vente forcée). C'est alors seulement qu'il reconnaîtront que justice leur a été rendue.

Si le crédit mis par l'Etat à la disposition de l'Irlande a, depuis quelques années, créé dans ce pays une classe de petits propriétaires chaque jour plus nombreux, la mise en valeur de la propriété est surtout due aux associations coopératives de production et de crédit, œuvres de l'initiative privée, et tout particulièrement de la Société d'organisation agricole ». Les coopératives, unies en deux grandes fédérations étaient au 1^{er} janvier 1904, au nombre de 840 et comptaient 78.541 membres. Elles faisaient environ deux millions d'affaires. Les banques coopératives, presque toutes établies d'après le système Raffeisen, augmentent rapidement : de 75 en 1900 elles passaient trois ans plus tard au chiffre de 201, peut être double aujourd'hui, ce qui démontre que le besoin s'en faisait impérieusement sentir. Tant qu'il n'était que tenancier, le cultivateur ne songeait pas à faire des améliorations sur sa tenure, parce qu'elles ne lui profitaient pas. Mais celui qui est devenu propriétaire comprend tout l'intérêt qui résulte pour lui de la possession de quelques capitaux.

En Ecosse, le législateur, pour résoudre la question agraire s'est montré à la fois plus hardi et plus timide. Il n'a pas adopté le système des prêts d'Etat pour

permettre aux *crofters* d'acheter leurs tenures mais il a, par l'*Act* de 1886, donné à ceux-ci le droit d'étendre leur *holding* en obligeant le propriétaire à leur louer de la terre. Quand cinq d'entre eux résidant dans la même paroisse et sur des *holdings* voisins ont essuyé de la part du propriétaire le refus de leur louer de la terre à des conditions raisonnables, alors qu'elle n'est pas consacrée à la pratique d'un sport ils peuvent s'adresser à une commission administrative, la *Crofters' Commission*. Cette dernière met le propriétaire en demeure de s'expliquer. Si les dires des *crofters* sont reconnus fondés, si en outre ils justifient de moyens suffisants pour payer la rente et garnir les lieux de bétail, si enfin ils remplissent les conditions légales, la Commission peut autoriser cette sorte d'expropriation. Au reste, cette location forcée à laquelle le propriétaire ne peut pas en principe mettre fin, est assez peu fréquente à cause des obstacles apportés par l'*Act* lui-même à l'extension des *holdings*.

En Roumanie, la loi de 1864 reconnut aux paysans jusque-là simples serfs, au moins en fait, un droit de propriété absolue sur les $\frac{2}{3}$ de la terre qu'ils cultivaient, moyennant le versement d'une indemnité. Cette proportion fut d'ailleurs pratiquement beaucoup plus faible à cause des agissements des boyards. Ceux-ci furent payés par des « obligations rurales » amortissables en quinze ans. Comme on craignait qu'ils ne fissent des efforts pour recouvrer par achat leurs anciennes terres, leur aliénation fut interdite pour une durée de 30 ans. Cette prohibition devait prendre fin en 1894, mais comme au moment où fut révisée la cons-

titution, en 1884, la petite propriété était encore assez peu consolidée, elle fut prorogée de 32 ans. L'Etat a subi comme tout propriétaire l'expropriation partielle de ses terres. En outre, en vertu de la même loi de 1864, il vendit aux paysans une partie de ses domaines soit pour améliorer leur sort soit pour se créer des ressources. A partir de 1889, le législateur ne poursuivit que le premier but. Il voulut augmenter l'importance de la petite propriété et créer aussi une classe moyenne de propriétaires. Il décida, en conséquence, que les lots seraient de 5, 10 ou 25 hectares, accessibles seulement aux cultivateurs et que le paiement se ferait par annuités de 6 %. La tentative de formation d'une classe de moyens propriétaires n'a pas abouti et la loi ne vise plus, depuis 1896, qu'à développer la petite propriété, de manière à tirer de la misère le plus de cultivateurs possible. Elle n'admet que la vente des lots de cinq hectares et les déclare inaliénables jusqu'à ce que toutes les annuités aient été payées. L'Etat a aliéné de 1864 à 1906 près de 800.000 hectares (sans tenir compte des 569.618 hectares dont les cultivateurs sont devenus propriétaires de par la loi d'affranchissement). Il ne possède plus aujourd'hui que 400.000 hectares qui d'ici peu de temps, car les demandes de terres sont très nombreuses, seront vendus. Aussi la question se pose-t-elle de savoir s'il ne devrait point augmenter ses domaines par des achats de terres aux grands propriétaires afin de les rétrocéder aux paysans. Certains hommes politiques ont même préconisé le système de la vente forcée. Il semble toutefois que ce soit la première solution qui ait le plus de chances d'être adoptée. — Ce n'est pas tout. Le

législateur a favorisé les caisses rurales de crédit agricole en mettant des capitaux à leur disposition et en exonérant presque de tout impôt leurs actes. Aussi sont-elles nombreuses. En 1906, il en existait 2.000 comptant 20.000 membres et possédant un capital de vingt millions. Dans ces banques, le capital initial est formé par les apports des membres, apports variant entre 20 et 5.000 francs et par des cotisations mensuelles. Les membres participent au partage des bénéfices. Ils sont tenus solidairement mais seulement jusqu'à concurrence de leur part sociale. Les prêts sont accordés aux sociétaires comme aux non sociétaires; leur durée n'excède jamais deux ans. — Enfin, depuis quelque temps, des associations coopératives de production se sont créées, mais elles sont encore peu nombreuses, une quarantaine environ et, pour le moment, dans l'enfance.

La Roumanie est donc comme l'Irlande en voie de transformation. La petite propriété est déjà développée et sans doute elle va progresser encore. Elle est destinée à pratiquer la culture intensive parce qu'elle est très morcelée et parce qu'elle commence à avoir des capitaux à bon marché. Il est permis de penser que la grande propriété suivra dans une certaine mesure ce mouvement et que l'absentéisme de ce chef diminuera d'autant.

De l'Italie nous n'avons presque rien à dire. Le morcellement des *latifundia* n'a pas encore été sérieusement tenté et les institutions de crédit, assez peu nombreuses dans les régions méridionales, ne sont pas destinées à permettre aux paysans l'acquisition de terres mais à leur faciliter les améliorations culturales.

Aux Etats-Unis, la petite propriété est consolidée par le *homestead exemption*. Cette institution a pour but de protéger contre le créancier le foyer de famille, c'est-à-dire une certaine quantité de biens variant suivant les législations des Etats particuliers entre 40 et 240 acres, ou, lorsque la limite est fixée en valeur, entre 300 et 5.000 dollars. Mais si, en principe, il ne peut pas être saisi pour dettes postérieures à sa constitution, il y a cependant des exceptions à cette règle. L'Etat, le vendeur non payé, l'individu créancier en vertu d'un délit ou d'un quasi-délit, l'ouvrier qui a travaillé le fonds ne peuvent pas se la voir opposer. Le *homestead* est aliénable et hypothécable quand le père de famille agit avec le concours de sa femme. Au décès du mari il demeure insaisissable au profit de sa femme et de ses enfants jusqu'à la majorité du dernier de ceux-ci. C'est aussi à ce moment que le partage forcé devient possible.

On a beaucoup discuté, surtout hors d'Amérique, sur les résultats de ces lois : les uns vantent le *homestead* en reconnaissant néanmoins qu'il a été la cause d'une hausse de l'intérêt et de nombreux procès. Les autres estiment qu'il a été à peu près dépourvu d'effets et que son utilité n'a été que passagère. « Vu de près, a dit M. Levasseur, il perd comme les bâtons flottants de La Fontaine une partie du prestige que ses panégyristes lui prêtent en Europe »¹. Cependant né au Texas il s'est introduit dans presque tous les Etats de la Confédération et d'autre part un vif mouvement en sa faveur s'accuse dans les pays d'Europe. Des institutions qui

1 Préface de l'ouvrage de Bureau.

s'en approchent beaucoup fonctionnent en Russie, en Serbie, au Danemark, en Allemagne (*Hofrecht*) et en Roumanie comme nous venons de le voir. En outre il a été admis d'une façon très large dans le Hanovre, en Westphalie, dans le Brandebourg, la Silésie, le Schlesvig, la Hesse et le grand duché de Bade.

A coté du *homestead-exemption* on trouve aussi aux Etats-Unis le *homestead-law* dont le but est tout autre, mais qui nous intéresse cependant puisqu'il multiplie la petite propriété. Il n'a pas son origine dans les législations des Etats particuliers, mais dans celle de la Confédération. C'est principalement l'*Act* du 20 mai 1862, qui l'organise, afin de mettre en valeur les territoires incultes. Elle accorde, en principe, à toute personne qui en fait la demande, pourvu qu'elle soit âgée de 21 ans au moins ou chef de famille, et citoyen de l'Union ou en instance de naturalisation, une concession gratuite de 80 ou 160 acres suivant les terrains. Pendant les cinq premières années elle n'est que provisoire mais insaisissable. A l'expiration de ce délai, elle devient définitive et elle est désormais soumise aux lois de l'Etat particulier dans lequel elle se trouve. Le nombre des concessions ainsi faites depuis trente ans, s'est élevé à plus d'un million. Leur effet est évidemment des meilleurs.

Signalons enfin comme étant une limite de l'absentéisme, limite peu étroite d'ailleurs, la loi qui défend à toute société, sauf aux compagnies de chemin de fer de posséder plus de cinq mille arpents de terre.

En France, malgré la diffusion importante de la petite propriété on s'est préoccupé de faciliter aux travailleurs

l'acquisition du sol dans le but d'atténuer l'exode rural et d'augmenter la natalité. La loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché applique tous les avantages prévus par la loi du 12 avril 1906, sauf l'exemption temporaire d'impôt foncier, à tous les biens qui n'excèdent pas un hectare. En outre, elle met à la disposition des sociétés de crédit immobilier qui se conformeront à ses dispositions et qui auront pour objet de consentir des prêts destinés à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché, soit à l'achat de jardins ou de champs une somme de 100 millions à titre d'avances. Les emprunteurs doivent : 1° posséder au moment de la conclusion du prêt le cinquième au moins du prix du terrain ou de la maison ; 2° passer avec la caisse nationale d'assurances en cas de décès un contrat à prime unique garantissant le paiement des annuités qui resteraient à échoir au moment de sa mort ; 3° être munis d'un certificat administratif constatant qu'ils remplissent un certain nombre de conditions relatives à la valeur locative du logement, au prix d'acquisition, au mode d'exploitation de la terre, s'il s'agit de l'acquisition de terrains, et constatant qu'il a été satisfait aux dispositions de l'article 5 de la loi du 2 avril 1906, s'il s'agit d'une maison individuelle à bon marché. La loi est trop récente pour que nous puissions nous prononcer sur sa valeur et ses résultats.

Mais, a pensé le législateur, après avoir facilité au travailleur l'accès de la petite propriété, il importe de lui conserver le bien qu'il a acquis, de défendre contre les imprudences ou les vicissitudes de la fortune le toit qui

abrite sa famille et le petit champ qui la nourrit. Dans ces dernières années plusieurs propositions de lois avaient été déposées, notamment par MM. Leveillé, Lemire, Louis Martin, qui tendaient à introduire dans notre pays, avec les modifications que comporte notre état économique et social, l'*homestead-exemption*, dont nous avons parlé. Enfin le 31 janvier 1905, M. Ruau, ministre de l'agriculture, déposait un projet analogue préalablement soumis à l'examen du Conseil d'État et des Cours d'appel. Nos assemblées législatives firent bon accueil à celui-ci qui devint la loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable. Voici dans ses grandes lignes l'économie de cette institution. Tout propriétaire d'un immeuble bâti peut en principe constituer au profit de toute famille un bien insaisissable ou bien de famille. Celui-ci pourra comprendre soit une maison, soit une portion divisée de maison, soit un fond de terre, à condition que sa valeur ne dépasse pas lors de sa fondation, huit mille francs. La constitution résulte d'une déclaration reçue par un notaire, d'une donation ou d'un testament. Elle peut être faite non seulement par le chef de famille mais encore par un tiers sous certaines conditions. L'acte dont s'agit est porté à la connaissance du public par voie d'affiches et d'insertions dans les journaux, afin d'avertir quiconque aurait des droits à faire valoir. Le délai de deux mois passé, pendant lequel les créanciers hypothécaires et privilégiés doivent requérir l'inscription de leurs hypothèques et privilèges et les créanciers chirographaires former opposition à la constitution, le juge de paix examine si toutes les prescriptions légales sont rem-

phes et donne son homologation. L'acte de constitution est alors transcrit dans le mois au bureau du conservateur des hypothèques et il produit effet *erga omnes*. Dès ce moment, le bien de famille ainsi que ses fruits sont insaisissables, même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, à moins qu'il ne s'agisse de créanciers antérieurs ayant conservé leurs droits en se conformant à la loi. Il ne peut pas davantage être hypothéqué ni vendu à réméré. Toutefois par exception, les revenus peuvent être saisis pour le paiement des dettes résultant des condamnations pénales, des impôts et des primes d'assurance contre l'incendie afférant au bien, et enfin des dettes alimentaires. Le propriétaire peut aliéner tout ou partie du bien de famille ou renoncer à la constitution, mais s'il est marié ou s'il a des enfants mineurs, cette aliénation ou cette renonciation sera subordonnée au consentement de la femme dans la première hypothèse et à l'autorisation du conseil de famille dans la seconde. Enfin, quand le constituant vient à décéder, le bien demeure indivis jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint sa majorité. S'il n'y a pas d'enfants, le conjoint survivant, s'il est co-propriétaire du bien et s'il habite la maison, peut réclamer, à l'exclusion des autres héritiers, l'attribution intégrale du bien sur estimation.

Disons enfin que dans notre pays la petite propriété a, dès aujourd'hui, deux facteurs importants de prospérité : ce sont l'association et le crédit.

L'association s'est incarnée principalement dans les syndicats agricoles. Elle a eu pour effet de mettre les petits domaines dans des conditions d'exploitation

semblables à celles des grands, en permettant notamment aux petits cultivateurs l'acquisition en commun d'un outillage mécanique perfectionné, de semences et d'engrais de choix à des prix très avantageux. Les syndicats ont supprimé les intermédiaires à l'achat et à la vente et donné une vive impulsion aux sociétés coopératives de production, de consommation et de crédit. Ils ont créé des sociétés de secours mutuels, des caisses de secours contre les accidents, des caisses de retraites pour la vieillesse, des caisses d'assurances agricoles, en un mot développé chez les petits exploitants du sol l'esprit de prévoyance d'assistance et de mutualité. Ils ont pris la défense de leurs intérêts et dispensé dans les campagnes l'enseignement agricole.

Quant au crédit, celui qui nous paraît être le plus utile à la petite propriété, c'est le crédit personnel. Le crédit hypothécaire dangereux par lui-même, l'est particulièrement en notre pays parce qu'il coûte très cher. C'est de lui qu'on a pu dire qu'il « soutenait l'agriculture comme la corde soutient le pendu ». Il en est ainsi du Crédit foncier, grande société à monopole, dont la plupart des prêts ruraux devenus onéreux par le poids des annuités ont provoqué le délaissement ou la vente forcée des immeubles donnés en gage. Il faut dire cependant qu'il ne consent presque jamais de prêts à la toute petite propriété, ce qui est évidemment très heureux. D'ailleurs, d'une façon générale, le crédit hypothécaire n'a pour but que de procurer des fonds à celui qui veut construire sur son domaine ou acheter une terre. C'est le crédit agricole proprement dit, réel ou personnel qui les fournit à qui désire mettre en valeur son bien.

Dans le crédit réel, le gage principal qu'offre le cultivateur, c'est sa récolte. Mais on ne peut songer à la déposer chez le prêteur qui serait souvent fort embarrassé pour la loger, On pourrait, sans doute la déposer dans des magasins généraux, mais ce serait une source de frais considérables. C'est pour ce motif qu'on a constitué par la loi du 18 juillet 1898 le gage sans déplacement, ce qui revient à dire une sorte d'hypothèque mobilière au profit exclusif des agriculteurs. Il ne paraît pas que cette loi ait donné jusqu'à présent beaucoup de résultats. Le warrantage des produits agricoles n'est utilisé que par les gros propriétaires ou fermiers dont les greniers, les granges et les celliers sont pleins.

Le crédit personnel, dont les premières manifestations remontent à 1885, doit sa naissance aux syndicats agricoles. Ils l'ont organisé sous la forme de sociétés anonymes à capital variable qui, présentant toutes les garanties des sociétés commerciales ordinaires ont pu sans difficulté faire escompter leur papier par les succursales de la Banque de France. Ces sociétés ne prêtent que pour l'achat d'engrais de semences, de bestiaux ou d'instruments ; le montant des avances ne dépasse pas un millier de francs, et la durée du prêt quelques mois. Plus tard, vers 1883 on voit apparaître des caisses rurales indépendantes des syndicats agricoles et qui s'inspirent des types Raiffeisen ou Schultze-Delitsch, M. Eugène Rostand, le P. Ludovic de Besse, MM. C. Rayneri et Louis Durand en ont été les propagateurs zélés. Mais ni les sociétés à capital variable ni les caisses ne pouvant convenir à tous les besoins, le législateur a, par la loi du 5 novembre 1894 (modifiée par la loi

du 20 juillet 1901) créé un type particulier de sociétés. Celles-ci se constituent dans des conditions très simples, sans frais excessifs et sont intimement liées aux syndicats professionnels, dont elles développent les moyens d'action. La loi du 31 mars 1899 institue sur les bases précédentes des caisses régionales de crédit agricole destinées à être les « banquiers escompteurs » des caisses locales et à servir d'intermédiaires pour les avances de l'Etat. Ce dernier leur consent en effet des avances gratuites sur les fonds (40 millions) versés au Trésor par la Banque de France en vertu de la loi du 17 novembre 1897 et sur la part qu'il se réserve dans ses bénéfices. Bien que la plus grande partie de cette somme ainsi mise à leur disposition n'ait pas été utilisée faute de demandes, leur activité a été cependant très grande puisqu'en 1906 elles ont prêté aux agriculteurs 65 millions.

Pour juger de l'importance du crédit personnel et de l'association rurale on ne peut mieux faire que de s'en référer aux récents documents publiés par le Musée Social : La France comptait en 1908, 23.000 associations dont 8.000 d'assurances mutuelles contre le feu, la mortalité du bétail, et la grêle, 4.000 syndicats, 1.750 coopératives de fromagerie, 400 de boulangerie, 200 de laiterie, 150 de production et de vente, 2.500 caisses de crédit agricole. En 1909, ces dernières ont dépassé le chiffre de 3.000 (3.000 caisses locales et 95 caisses régionales).

Enfin le législateur, par la loi du 19 mars 1910, a voulu d'une part, compléter la législation actuelle relative au crédit agricole, et d'autre part faciliter l'œuvre entreprise par la loi du 10 avril 1908 concernant la

petite propriété et les maisons à bon marché, et celle du 12 juillet 1909, sur la constitution d'une sorte de *homestead*. Elle ajoute au crédit collectif à long terme, au crédit collectif à court terme, au crédit individuel à court terme, le crédit individuel à long terme. Les caisses de crédit peuvent non seulement faire les opérations prévues par les lois précitées de 1908 et de 1909, mais encore faciliter toutes les améliorations susceptibles d'augmenter la plus-value des exploitations agricoles. Dans ce but, elles recevront de l'Etat des avances spéciales qui ne se confondent ni avec celles que prévoit la loi du 31 mars 1899 (crédit agricole à court terme) ni avec celles de la loi du 29 décembre 1906 (coopératives agricoles). Enfin, sont assimilées aux caisses régionales de crédit agricole mutuel, les sociétés de crédit immobilier qui, constituées selon les prescriptions de la loi du 10 avril 1908, voudraient faciliter les opérations prévues par notre loi. /

*
* *

Nous pouvons aussi considérer comme un remède la suppression sinon du fermage qui est un mode d'amodiation parfois nécessaire; du moins du système des fermiers généraux. Le marchandage qui avait donné lieu dans la première moitié du siècle passé à des plaintes, pour ainsi dire unanimes, fut aboli en France par le décret-loi du 2 mars 1848, le Gouvernement provisoire considérant que « l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits marchands, est essentiellement injuste vexatoire et contraire au principe de la fraternité ». Un second décret du 21 mars en

fit un délit puni d'une amende de 50 à 100 francs, à condition qu'en fait il fut déloyal et abusif. Le fermier général ressemble fort au marchandeur. Ne serait-il donc pas logique qu'on put le supprimer comme lui ?

* * *

Nous avons dit plus haut que le partage des successions, tel qu'il existe en droit français, ne produisait pas fatalement les funestes conséquences signalées par l'Ecole de Le Play. Nous avons reconnu cependant qu'il était parfois dangereux. Sans attenter au principe de l'égalité et revenir aux institutions de l'ancien régime que réprouvent nos idées actuelles, sans modifier la quotité disponible dont le père de famille ne se sert plus pour favoriser l'un de ses enfants au détriment des autres, on peut nous semble-t-il, prévenir d'une manière simple et raisonnable la division excessive de la petite propriété en supprimant les articles 826 et 832 du Code Civil. Au partage en nature serait substitué le partage en valeur. Et d'ailleurs ne peut-on pas soutenir que le Code n'était pas très éloigné de cette conception. Quand l'article 832 dit que l'on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations, ne peut-on pas considérer qu'il pose là le principe et que la suite de l'article ne concerne que l'exception ? L'intention du législateur n'est-elle donc pas de protéger d'abord l'exploitation, avant de s'occuper de la façon dont l'égalité doit régner entre les héritiers ? Quoi qu'il en soit en théorie, la jurisprudence est

contraire à cette opinion : elle prend pour principe ce que nous croyons être l'exception et vice-versa¹.

La Roumanie qui a copié, pour ainsi dire textuellement, notre système successoral et dont la jurisprudence ressemble fort à la nôtre, souffre beaucoup du morcellement. Aussi certains auteurs ont-ils proposé de modifier la loi roumaine dans le sens que nous indiquons. Quelques-uns même voudraient introduire dans la législation l'*anerbenrecht* allemand.

*
* *

Le développement de l'enseignement théorique et professionnel de l'agriculture peut, à tous les degrés, selon nous, lutter efficacement contre l'absentéisme. Tout d'abord, il donne à celui qui, jeune, en étudie les premiers principes, le goût des choses agricoles. Il permet ensuite aux petits, aux moyens ou aux grands propriétaires d'améliorer leur condition matérielle. Il leur montre que l'agriculture peut être rémunératrice au même titre que toute autre profession et il leur indique la voie à suivre pour tirer de leurs domaines le maximum de bénéfices, sans compromettre la fertilité de la terre, en multipliant sur elle avec méthode les animaux de choix, les engrais chimiques, les semences sélectionnées, les outils et les machines perfectionnés. Il fait comprendre au cultivateur astreint au travail manuel que du fait de ces dernières, son labeur est de plus en plus

¹ Glasson : *Réforme sociale* 1899, p. 217. — Souchon : *La propriété paysanne*, p. 195 et s.

réduit dans le labour, la moisson, la fenaison et les autres opérations qui demandent de pénibles efforts physiques. Il relève enfin la profession agricole aux yeux de tous. Pour être un bon agriculteur il ne suffit plus de savoir labourer son champ et faucher ses prés. Il faut être encore instruit. L'agriculture, a-t-on dit résume et utilise toutes les sciences, depuis la chimie jusqu'à l'économie sociale. Elle demande autant de connaissances, autant de pratique, autant d'esprit de discernement et de prévision que l'industrie ou le commerce, partant, elle mérite autant d'honneurs et de considération. Le propriétaire rural surtout si l'on suppose la femme des hautes classes comme celle des classes inférieures intéressée à cet enseignement, car elle est selon le mot d'Olivier de Serres « l'âme de l'agriculture » ou du moins elle peut l'être — se trouve par là incitée à rechercher le bien-être non dans un changement de milieu, mais dans une croissante activité professionnelle.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
BIBLIOGRAPHIE	IX
INTRODUCTION HISTORIQUE.	I

PREMIÈRE PARTIE

LES FAITS

CHAPITRE I. — L'IRLANDE	31
CHAPITRE II. — L'ÉCOSSE.	39
CHAPITRE III. — L'ITALIE	43
CHAPITRE IV. — LA ROUMANIE	51
CHAPITRE V. — LES ÉTATS-UNIS	55
CHAPITRE VI. — LA FRANCE.	65

SECONDE PARTIE

LES CAUSES

CHAPITRE I. — Les Causes Politiques	77
CHAPITRE II. — Les Causes Économiques et Sociales	101

TROISIÈME PARTIE

LES CONSÉQUENCES

CHAPITRE I. — Les Conséquences de l'Absentéisme sur l'emploi des capitaux dans l'Agriculture, la Rente et le Revenu Foncier	131
CHAPITRE II. — Les Conséquences de l'Absentéisme sur le mode de Culture de la Terre	141
CHAPITRE III. — Les Conséquences de l'Absentéisme sur le Régime des Tenures	145
CHAPITRE IV. — Les Conséquences de l'Absentéisme sur le Travail et la Population	175
CONCLUSION	195
TABLE DES MATIÈRES	225

Vu à Lyon, le 26 Mai 1910.

Vu à Lyon, le 26 Mai 1910.

LE PRÉSIDENT DU JURY DE LA THÈSE, LE DOYEN DE LA FACULTÉ,
CH. BROUILHET. FLURER.

Permis d'imprimer :

LYON, le 27 Mai 1910.

LE RECTEUR PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
P. JOUBIN.

